

MDA
30

MADAZINE

- MAISON DES ADOLESCENTS DU GARD -
- BILAN D'ACTIVITÉ 2019 -





Pour cette année 2019, le bilan d'activité de la Maison Des Adolescents du Gard renouvelle sa formule **MADAZINE** !

Afin de guider le lecteur, un sommaire vous renvoie aux différents chapitres. Chacun des dispositifs pilotés par l'association MDA30 répond à un code couleur : repérez-vous ! Ils ouvrent à chaque fois à des dossiers thématiques, et à une synthèse de l'activité écoulée, en fin de chapitre. Notre intention est simple : vous intéresser, par des entrées thématiques, à ce qui a fait l'actualité de la MDA sur l'année écoulée, et qui renvoie inévitablement à l'actualité du monde professionnel qui accompagne l'adolescence dans toutes ses dimensions.

Bonne lecture à toutes et tous...

Le mot du Président P. 4



ESPACE FLORIAN

L'espace Florian P. 6
De l'accueil des mutants P. 8
Partenariat MDA-PAEJ P. 10
Quand Je est un autre P. 14
Le coin de la recherche..... P. 17
Florian, en chiffres P. 21

ARPÈGE

D-Clic Arpège P. 37
Arpège : une sonorité dans le territoire. P. 39
Comment penser la Clinique de Réseau ? P. 42
Un « référe-en-ciel » les pieds sur terre . P. 45
Les petits déj' 17-21 ans P. 47
Décaler les pratiques, y compris les nôtres ! P. 48
D'un compte rendu à un rendu qui compte. P. 49
En chiffres. P. 50

RESSOURCE ET PROJECTION

La création de l'antenne MDA sur Uzès P. 87

DISPOSITIF A.V.E.N.I.R.

A.V.E.N.I.R. P. 27
Un AVENIR ou plusieurs A VENIR..... P. 29
Les fonctions de psychologue coordinateur P. 32
Avenir en chiffres P. 34

PROMENEURS DU NET

Présentation PDN P. 80
Se former au numérique P. 81
PDN en chiffres P. 84

RADEO

Les points cardinaux de la boussole RADÉO P. 57
Accompagner les parents et les familles. P. 65
Le savoir partagé P. 69
Que savons nous de la radicalisation P. 72
Colloque : « Le travail social face à la prévention de la radicalisation» ... P. 78

ANNEXES

Glossaire P. 92



Christian POLGE :
Président de la
Maison Des
Adolescents du
Gard

SIDERATION ET ENGAGEMENT

La crise majeure que nous sommes en train de vivre depuis le mois de mars 2020 nous marquera. Sa soudaineté, sa violence, le fait qu'elle arrête tout et qu'elle ne fasse aucun discernement nous interroge quel que soit notre âge.

Cette période étrange qu'a été le confinement renvoie les adolescents et leurs parents à une expérience inédite, à savoir, vivre sous le même toit, 24h/24h, se supporter et gérer l'anxiété.

Le besoin pour chaque adolescent d'avoir ses espaces d'intimité, sa soif de liberté et son besoin d'horizon ouvert et d'expériences nouvelles se sont confrontés à des temps longs de vécu ensemble, en famille, en collectivités pour ceux accueillis au sein d'établissements sociaux, en respectant les règles du vivre ensemble.

La fermeture des établissements scolaires les a éloignés de leurs pairs, loin de ces lieux amicaux si nécessaires à cet âge, loin des espaces où ils peuvent faire du sport, se détendre.

Il nous faudra plus que jamais les soutenir et leur assurer que le virus n'a en rien affecté leur confiance en l'avenir.

Je voudrais remercier tous les professionnels qui, au sein de la MDA, se sont dès les premiers jours du confinement, mobilisés pour réorganiser leur travail afin de se rendre disponibles pour maintenir le lien avec les adolescents .

Merci aussi aux membres du bureau du conseil d'administration qui se sont réunis chaque semaine avec le directeur, afin de suivre l'évolution des actions de la MDA au regard des contraintes sanitaires, administratives, financières ainsi que l'expression des besoins des adolescents et les nécessaires adaptations pour les prendre en compte .

Merci à Philippe RIGOULOT qui a très rapidement engagé la MDA dans une démarche de gestion de crise positive appelant à ne pas subir mais à oser ré inventer de nouveaux modes d'interventions.

En mandarin , l'idéogramme du mot crise se lit « danger » surmonté du mot « opportunité ».

C'est dans cet esprit que la MDA poursuit sa route.

ESPACE FLORIAN

- L'espace Florian **P. 6**
- De l'accueil des mutants **P. 8**
- Partenariat MDA-PAEJ **P. 10**
- Quand Je est un autre **P. 14**
- Le coin de la recherche **P. 17**
- Florian, en chiffres **P. 21**



L'ESPACE FLORIAN



Le parcours d'un adolescent au sein de l'Espace Florian commence par la qualité d'un premier accueil inconditionnel et non stigmatisant pour les jeunes de 11 à 21 ans et leurs proches.

Bien souvent orientés par d'autres (familles, amis ou professionnels), les jeunes poussent la porte de la MDA ou nous contactent par téléphone ou via internet. Pour favoriser des temporalités en phase avec celles des adolescents, un accueil spontané est possible ou un rendez-vous sont proposés dans les jours suivants. Les motifs initiaux de la demande peuvent être multiples, plusieurs rencontres sont parfois nécessaires pour identifier l'origine et la nature de la demande ou de la souffrance.

Lors de cette première phase d'accueil, les professionnels sont donc chargés d'évaluer les situations pour identifier les problématiques et proposer un accompagnement sur mesure et l'orientation la plus adaptée. Après réflexion en équipe pluridisciplinaire, un suivi ou une orientation sont proposés en interne ou vers des partenaires extérieurs, plusieurs accompagnements pouvant se combiner. En interne, l'accompagnement de courte durée peut prendre plusieurs formes. Selon le cas, l'équipe pluridisciplinaire (éducatrice spécialisée, infirmier, psychologues, art-thérapeute) propose consultations ou ateliers de médiations culturelles (travail de médiation artistique, gestion du stress, ciné-club). L'orientation vers les autres dispositifs MDA est parfois envisagée (RADeO, Arpège, AVENIR).

CHIFFRES CLÉS :

1579 rencontres tous publics confondus

627 adolescents rencontrés lors d'entretiens et d'ateliers, en moyenne 2.6 fois.

- Moyenne d'âge : 15.8 ans
- 46 % de garçons,
- 54 % de filles,

347 entretiens avec les familles, reçues en moyenne 1.5 fois. (à 65 % la mère et 17% le père)

37 entretiens avocats lors de 16 permanences

1094 adolescents rencontrés collectivement au cours de 39 actions de prévention, ce qui représente 140 heures d'intervention

221 parents rencontrés collectivement au cours de 12 rencontres, ce qui représente 40 heures d'intervention

325 professionnels rencontrés pour leur présenter le travail EF/MDA, **pour 56 réunions et 42 heures d'intervention**

308 adolescents participants aux 52 ateliers :

Regarts d'ados: 36 ateliers
265 participations (76 ados),
Gestion des Emotions : 16 ateliers
43 participations (17 adolescents)

A l'issue du premier accueil, des problématiques spécifiques se dessinent, et font parfois l'objet d'orientations externes, que ce soit vers les structures de rattachement des personnels mis à disposition ou vers une ressource complémentaire. Les professionnels de l'équipe sont de précieux relais dans l'accompagnement vers leur institution de référence (CSAPA, CHU, protection de l'enfance). La présence régulière d'un médecin pédopsychiatre détaché du CHU est déterminante dans l'accès à une évaluation interne en santé mentale, dans la réactivité quant à l'accès à une prise en charge hospitalière prioritaire sur orientation de l'équipe, et dans les orientations construites entre l'hôpital et la MDA. La connaissance du réseau des partenaires, tant institutionnels qu'associatifs ou libéraux, permet des orientations à bon escient, lorsque la situation le nécessite. L'enjeu des multiples actions en direction des partenaires est double : connaître et se faire connaître et ainsi favoriser la cohérence de l'accompagnement et la continuité des parcours des adolescents et de leurs familles.

Ghislaine GIBERT nous raconte son expérience au cœur de l'espace Florian :

"Éducatrice spécialisée, embauchée par le Conseil Départemental dans le Service Enfance/Petite Enfance et Famille, je bénéficie d'un détachement pour des actions à la MDA, depuis 8 ans, deux demi-journées par mois, un mercredi et un jeudi après-midi.

Comme tous les professionnels en activité dans l'Espace Florian, je fais du 1er accueil ainsi que des suivis sur un temps donné, en fonction des situations, des problématiques, des demandes...

Je peux orienter vers d'autres partenaires, en interne à la MDA ou en libéral, selon les besoins : psychologue, avocat, CHU, MLJ, LOGOS...

Je me présente avec une double casquette, celle du travailleur social à l'ASE et celle d'intervenante à la MDA.

De par ma fonction, ma connaissance des missions de prévention, de protection et du cadre législatif, je suis amenée régulièrement à interpellier, questionner le cadre légal de nos interventions et par là même parfois, instaurer un débat, mettre au travail la légitimité de nos actions.

Je fais souvent référence à la loi, ce qui n'est pas dans les pratiques des autres professionnels et nos échanges sont enrichis des diverses approches et façons d'appréhender les situations.

La supervision nous permet de nous décaler de la pratique et réfléchir à nos postures et nos réponses professionnelles.

Le travail à la MDA est riche d'inter actions et alimente au quotidien mon travail sur les 2 terrains. "

De l'accueil des mutants au sein de l'Espace Florian à la possible construction de réponses coordonnées ... ?



Muriel GAUTIER :
Responsable
Coordinatrice de la
Maison Des Adoles-
cents du Gard

Lorsqu'un enfant devient un adolescent, il change à la fois d'un point de vue psychique et physique. Cette période de transformation où se multiplient les doutes, les questions, les angoisses, les peurs avec leur corollaire qu'est la transformation physique, cette puberté qu'ils ne contrôlent pas, enferme les adolescents dans une fébrilité et provoque chez eux des attitudes souvent incompréhensibles pour les parents et les adultes de leur environnement. Cette période de « mutation » se passe sans difficulté majeure pour la plupart de ces adultes en devenir. Pour certains, elle s'accompagne de questions, de perte de confiance, provoquant chez eux des souffrances, accentuées parfois de facteur extérieurs environnants. C'est aussi une période qui peut s'accompagner de multiples ruptures (rupture de dialogue avec ses proches, les parents en particulier, rupture sociale avec son environnement), et de pertes de repères. Les mutations sociétales et les ruptures, d'une violence certaine pour ces adolescents, les enferment souvent dans un repli sur soi, une solitude extrême qui exprime une souffrance psychique.

L'adolescence peut être aussi une période où se déclenchent des pathologies relevant de la psychiatrie. En proposant une porte d'entrée large, en complément de l'intervention des professionnels « de première ligne », en appui à eux et de façon articulée avec une prise en charge en établissement de santé, ou médico-social si besoin, c'est une logique de « parcours » de vie qui prévaut. Les interventions de la MDA, auprès de jeunes ou de leurs parents ainsi que des professionnels ont un effet direct dans le champ des établissements et services de santé, notamment d'accès aux soins en santé mentale, ainsi que dans le champ scolaire. Pour de nombreux jeunes, la relation à l'école pose problème pour de multiples raisons et suscite de réelles souffrances qui, elles-mêmes, peuvent se traduire en comportements.



L'accueil inconditionnel et multiple proposé par l'Espace Florian permet un accompagnement rapide et singulier des adolescents, de leurs parents et des professionnels en lien avec ces « mutants ». La démarche « d'aller vers » est indispensable, elle nous amène à nous rendre dans les lieux que les adolescents fréquentent pour qu'ils prennent conscience qu'il existe un lieu « neutre » où ils peuvent venir, pousser la porte et déposer leur parole en toute confiance et en toute confidentialité. Compte tenu de la complexité des situations vécues, la nécessité d'une prise en charge globale s'impose pour le « mieux être » de l'adolescent mais aussi pour ses parents qui ont besoin d'aide et d'écoute et se sentent de plus en plus désemparés. La construction même de l'équipe multi institutionnelle et pluri professionnelle de l'Espace Florian vise à évaluer les situations sous leurs différentes facettes.

En 2019, il n'est pas rare d'accueillir des adolescents et des familles en recherche de solutions, orientés par des partenaires vers la MDA, faute de réponses adaptées, compréhensibles ou temporellement trop éloignées. Il est parfois frustrant de recevoir des demandes bien éloignées des missions d'accueil généraliste de l'Espace Florian, en ayant le sentiment que les difficultés des partenaires expliquent la tendance à « se décharger » de leur mission vers l'Espace Florian et sa facilité d'accès. Au regard de la diversité des situations et des professionnels, les échanges de regard cliniques sont indispensables : pour la coordination avec d'autres organisations afin d'optimiser les modalités des diverses prises en charge et, aussi (voire réciproquement) des temps de « mobilisation » pour amener des professionnels à savoir utiliser la MDA à bon escient. Le cahier des charges régional des MDA d'Occitanie, que nous reprenons ici, vient alors réaffirmer la place de l'Espace Florian comme « un espace d'accueil neutre, ouvert et non stigmatisant, proposant un accueil et un accompagnement ... de courte durée et/ou intensité, en appui et en complémentarité des dispositifs et acteurs présents dans les territoires. »



POUR ALLER PLUS LOIN

Enfants et adolescents en mutation. Mode d'emploi pour les parents, éducateurs, enseignants et thérapeutes. JP Gaillard. 2018. Editions ESF.

Programme Régional de Santé 2ème génération, Occitanie. https://prs.occitanie-sante.fr/Cahier_des_charges_MDA_Occitanie_2019-2022.

http://www.mda30.com/wp-content/uploads/2020/06/cdc_regional_mda_occitanie_vd.pdf



Les adolescents, jeunes adultes, familles et professionnels peuvent entrer en contact avec l'équipe du PAEJ30 selon plusieurs modalités. L'accueil peut être téléphonique, dématérialisé ou sous la forme d'un entretien dans les locaux.

- Accueil téléphonique : La ligne téléphonique portable ouverte de 8h30 à 17h30 tous les jours (16h30 le vendredi) ;
- Accueil dématérialisé : Via l'adresse mail du PAEJ30 ainsi que les réseaux sociaux (Facebook / Instagram / Snapchat) ;
- Accueil physique : Se présenter spontanément à l'accueil de la Mission Locale Jeunes Nîmes Métropole et demander à entrer en contact avec un membre de l'équipe.

Un membre de l'équipe va alors assurer cette première écoute et proposer une rencontre très rapide sur le lieu de vie (domicile, café, ...) du jeune concerné.

Le premier échange, permet d'assurer une première écoute active et ainsi une évaluation rapide de la situation. Lors de cet échange, les modalités d'intervention de l'équipe sont rappelées et les critères d'anonymat, confidentialité, inconditionnalité et gratuité sont évoqués afin d'en informer l'utilisateur.

Suite à ce premier échange, une rencontre est systématiquement proposée. Cette rencontre peut être réalisée le jour même, ou de façon très rapprochée afin de maintenir le lien créé lors du premier échange. L'équipe mobile va ainsi intervenir en s'adaptant à la demande.

Les interventions sont fonction de la singularité de la situation et réfléchies en équipe. Globalement elles se déclinent de la façon suivante.

Auprès des jeunes et jeunes adultes :

- Entretien individuel : à domicile, à l'extérieur majoritairement (café, parc,...) ou au sein des locaux de la MLJNM de manière très marginale, s'il n'existe pas d'autre solution.
- Accompagnement physique des jeunes : cet accompagnement est réalisé dans l'objectif de réinscrire le jeune adulte auprès des organismes de droits commun. Ces accompagnements ont par exemple permis les réinscriptions auprès de la CAF, Pôle Emploi, la réalisation de la déclaration d'imposition, ... Concernant les jeunes en errance les accompagnements auprès des services de la Croix Rouge Française sont aussi assurés.
- Maintien du contact et disponibilité de l'équipe via la ligne téléphonique ainsi que de façon dématérialisée via mail et réseaux sociaux.



Philippe RIGOULOT :
Directeur de la
Maison Des
Adolescents du Gard

Le partenariat MDA-PAEJ : le 100% mobilité au service des jeunes les plus éloignés !

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, portée par Olivier NOBLECOURT, Délégué interministériel sur le thème, a notamment porté en 2019 une revalorisation du financement accordé aux dispositifs type Point Accueil Ecoute Jeunes, placés sous la tutelle de la Direction Générale de la Cohésion Sociale au sein du Ministère de la Santé et des Solidarités.

Soutenue par un cahier des charges revisité, ainsi que par un financement complémentaire accordé par l'ARS Occitanie, une démarche a vu le jour dans le Gard, portée par la Mission Locale Jeunes de Nîmes Métropole, en vue de la création d'un PAEJ départemental.

Associée à la démarche dès l'origine, la MDA a nourri la réflexion quant à la définition des contours des missions de cette équipe en participant au comité de pilotage qui a présidé à sa création. Désormais, c'est un véritable partenariat qui rapproche les équipes de la MDA et celle du PAEJ30.

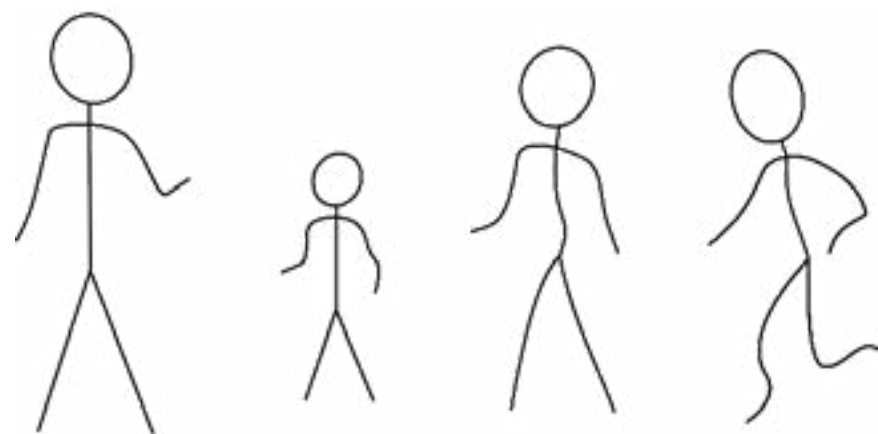
Le PAEJ30 se donne en effet pour objectifs :

- d'offrir à tous les jeunes gardois (12-25 ans) en situation de « vulnérabilité » **une écoute de qualité** ;
- de **permettre aux jeunes rencontrés, ainsi qu'à leur entourage (familles / proches), d'exprimer leurs questions, leur mal-être**, de commencer à en comprendre le sens, de formuler une demande ;

- d'offrir **un accompagnement psychoéducatif personnalisé et adapté aux besoins identifiés** de chaque jeune ;
- de **faciliter** pour tous les jeunes rencontrés, **l'accès au droit commun** d'une part en travaillant en partenariat avec les acteurs du secteur et d'autre part en accompagnant physiquement les jeunes auprès des organismes ;
- de **construire et animer un réseau partenarial** (professionnels et acteurs) autour de la singularité de chaque situation rencontrée. Cette coordination des acteurs permet ainsi une meilleure prise en charge.

Afin d'accomplir sa mission, l'équipe, si elle dispose d'espaces de travail administratif au sein de la Mission Locale de Nîmes, assure une mobilité sur l'ensemble du territoire gardois, à la rencontre des jeunes vulnérables les plus éloignés des dispositifs d'accompagnement et de prise en charge, du fait de leur éloignement géographique, de leur isolement psychologique ou de leur précarité.





Auprès des familles :

Le PAEJ30 apporte un soutien aux familles et en particulier à celles qui peuvent être en désarroi face aux troubles de la jeunesse et de l'adolescence vécus par leur enfant. Il va ainsi assurer une mission de médiation permettant d'expliciter les problématiques de l'adolescence.

Ce travail avec les familles se présente concrètement sous différentes formes :

- des **rendez-vous programmés au domicile ou à l'extérieur** (ces rencontres sont organisées avec les parents, en respectant leur rythme de travail) ;
- des **rencontres au sein de la Mission Locale Jeunes Nîmes Métropole** à la demande exclusivement de la famille (quand il est compliqué de faire intervenir l'équipe au sein de son domicile)
- un **maintien du lien par des contacts téléphoniques et SMS réguliers** (ce type d'échanges permet aux parents de solliciter les professionnels du PAEJ30 et d'assurer une continuité dans le suivi du jeune).

Le PAEJ 30 joue un rôle en amont de toutes interventions médicales ou sociales et permet une orientation vers un service de soins ou un lieu adapté à la situation. Ainsi, il n'assure pas de prise en charge.

Par contre, il oriente largement vers la MDA.

Comment concrètement les dispositifs PAEJ30 et MDA se coordonnent ?

- L'équipe de la MDA30 vient en soutien à l'équipe du PAEJ30 et apporte **un éclairage clinique** autour de certaines situations. **Cet étayage est permis par des rencontres PAEJ30/MDA30 impulsées depuis juin 2019.** Ce temps entre équipes permet dans un second temps une meilleure connaissance des pratiques de chacun ;
- Les **dispositifs de la MDA30 viennent en complémentarité à la mobilité de l'équipe du PAEJ30** qui peut ainsi orienter vers un espace d'accueil et d'écoute identifié sur le territoire ;
- L'équipe du PAEJ30 peut ainsi **orienter les jeunes et/ou les familles** vers la MDA30 pour leur permettre de bénéficier de ses actions : consultations, groupe parentalité, ateliers... ;



Ce partenariat privilégié à l'échelle départementale va évoluer en fonction des situations singulières rencontrées sur le territoire (échelle du département). Des pistes de projections au niveau de la collaboration des deux dispositifs commencent à se construire :

1. Prendre appui sur les équipes de la MDA30 afin de mener des actions de prévention au sein des établissements scolaires ;
2. Pouvoir utiliser de façon ponctuelle un bureau au sein de l'Espace Florian pour rencontrer le jeune et/ou la famille, afin de faciliter les orientations vers la MDA30

Cela présente deux intérêts :

- assurer une meilleure orientation vers la MDA30, le jeune s'étant déjà approprié le lieu ;
- soutenir une montée en compétences croisées des équipes à travers le partage d'expériences.

3. Participer au projet de création de l'équipe mobile psychiatrie ado : l'objectif étant concrètement de pouvoir l'articuler avec l'équipe mobile PAEJ30 (psychologue / éducateur). Le PAEJ30 pourra ainsi prendre appui sur cette future équipe mobile psychiatrie ado dont un des objectifs sera d'assurer les prises en charge liées aux troubles en santé mentale.

En janvier 2020, le premier séminaire co-organisé entre les MDA et les PAEJ d'Occitanie s'est tenu à Carcassonne, sur le thème de l'aller-vers. De nouvelles synergies et de nouveaux projets à venir !

La minute pédagogique ! Quelle est la différence entre...

Points Ecoute Jeunes (PEJ):

- Psychologues en Mission Locale
- Accueil sur RDV dans les MLJ de Nîmes, Petite Camargue et Rhône Argence, en direction des jeunes reçus en MLJ par les conseillers, afin de soutenir les démarches d'insertion socio-professionnelle par des temps d'accompagnement psychologique
- Financement Conseil Régional

Point d'Accueil Ecoute Jeunes 30 (PAEJ30) :

- Equipe 100% mobile (psychologue, éducateur, coordinatrice)
- Mission : opérateur de lien, l'équipe du PAEJ30 se déplace sur l'ensemble du Gard à la demande des jeunes, des parents et des professionnels, à la rencontre de jeunes isolés, vulnérables, afin d'entrer dans une relation de confiance qui permette de les orienter vers un accompagnement adapté
- Financement : DRJSCS et ARS



Philippe RIGOULOT :
Directeur de la
Maison Des
Adolescents du Gard

Quand « Je est un Autre ». Flânerie sur l'altérité réflexive...

Quand Rimbaud, dans une lettre à Paul Demeny du 15 mai 1871, s'exclame « je est un autre » il évoque une conception originale de la création artistique : le poète ne maîtrise pas ce qui s'exprime en lui, pas plus que le musicien ou le sculpteur. L'œuvre s'engendre en profondeur...

On s'attarde souvent moins sur la suite de la citation, et pourtant Rimbaud précise : « J'assiste à l'éclosion de ma pensée : je la regarde, je l'écoute... ». Au-delà du registre esthétique, c'est peut-être toute la conception classique du sujet comme pôle d'identité et de maîtrise de soi qui ainsi peut être remise en cause. C'est le sens de la critique que Nietzsche opère à la même époque. Dans *Le Gai Savoir*, il explique que ce n'est qu'en tant qu'animal social que l'homme a appris à prendre conscience de lui-même. S'il vivait seul, il n'aurait eu besoin ni de conscience, ni de langage d'ailleurs. Par la conscience, l'homme n'a pas nécessairement accès à sa singularité, mais plutôt à la partie la plus commune de lui-même, celle qui se met en résonance avec la société dans laquelle il vit. La conscience n'est pas le plus haut lieu de la subjectivité, mais plutôt le reflet, en chacun, de son existence collective, de la partie collective de son existence, et non pas de la partie intime de soi.

Face à cette domination apparente du collectif sur l'individu, Nietzsche appelle à un avènement de Soi : (le fameux « Deviens ce que tu es »), et situe du côté de l'individu cette puissance de l'instinct, cette pulsion créatrice qui doit lui permettre de distinguer, sous l'écorce de l'être collectif, l'être singulier. Il y va de l'avenir de la société, car c'est bien l'avènement de l'individu qui garantit la reproduction de cette société, et son acceptabilité, au-delà des contingences citoyennes apprises, intégrées et assimilées par le corps des individus. Comment faire société par choix, et non par servitude ? Comment tenir cette promesse de faire société sans que cette dernière devienne aliénante, commandée par un collectif qui échappe à ma volonté ? Comment faire plutôt en sorte qu'elle soit l'expression d'un désir qui m'appartient, et qui traduit non pas un sacrifice de soi mais bien plutôt une manifestation de la puissance d'un être maître de son devenir ?

Ici, nous retrouvons la pensée qui traverse le colloque « Adolescence à l'épreuve de l'interculturalité » proposé par la MDA les 27 et 28 mars 2019 (programme ci-après) : nous avons fait de la singularité une exception. Nous devons réfléchir ensemble, aux pratiques que nous devons déployer en tant que professionnels de l'accueil, de l'accompagnement, de la relation, afin de tenir compte de la singularité de chacune et chacun. Nous devons tenter de comprendre comment nous ajuster, comment accueillir une personne, une parole, qui porte en elle-même ses héritages culturels, familiaux, ethniques, historiques, politiques ou religieux. Que ce soit dans l'accueil des Mineurs Non Accompagnés, ou que ce soit dans les interrogations identitaires que portent des générations de jeunes issus d'une immigration déjà ancienne, nous devons être attentifs à la nécessaire écoute de l'altérité, afin de nous ajuster au mieux aux besoins, aux contextes, aux singularités.



Et pourtant..., comment ne pas voir que le désirévoqué tout à l'heure - ce désir de faire société par choix, ce désir qui peut sembler si singulier - c'est un désir d'Humanité, c'est une manière de répondre à une nature qui nous a construits animal social ? Comment ne pas voir que l'expression d'une singularité, c'est précisément ce qui fonde notre Humanité ? Nous avons fait des héritages culturels une différence, et de la singularité de chacun une exception, une exception à préserver, à protéger et à laquelle nous devons, en tant que professionnels, être attentifs, dans notre mission d'accueil, pour ne pas choquer, pour comprendre, pour favoriser la relation, dans toute l'humilité qui caractérise le travail social.

Et pourtant, comment ne pas songer que cette singularité individuelle, nous renvoie peut-être à du collectif, ou plutôt à ce qui fait notre Humanité en partage, indépendamment des contextes culturels, ethniques ou sociaux de son émergence. Un collectif qui transcende les peuples et les cultures, comme un tout originel, une singularité originelle partagée.

Ce colloque vise à explorer cet oxymore fondateur.

Encore un mot de poésie pour terminer. Le poète persan Rumi, au XIII^e siècle, écrivait : « La vérité est un miroir tombé de la main de dieu et qui s'est brisé. Chacun en ramasse un fragment et dit que toute la vérité s'y trouve ». J'invite, aujourd'hui, chacune et chacun d'entre nous, lecteur, lectrice, à prendre sa part de vérité, à être miroir, et à lire dans le miroir de l'autre le reflet de soi-même. A vivre une expérience singulière mais collective, intime mais universelle, lorsque « Je est un Autre ».

FLORIAN EN 2019, C'EST AUSSI...

- Un espace d'accueil accessible en continu du lundi au vendredi : plaquettes d'information, préservatifs, livres, ordinateurs connectés,
- La sensibilisation de professionnels et du grand public aux problématiques adolescentes par la participation à des conférences,
- L'accompagnement de lycéens et d'étudiants dans la mise en œuvre d'actions de prévention en santé mentale (santé globale et bien être, harcèlement) ou accueillis en stage à la MDA.
- La tenue de stand lors de forums en établissements scolaires ou dans des journées partenariales (REAAP) et la création d'un photomaton (!),
- Des rencontres multiples via le prêt de « la salle des possibles » : groupe d'adolescents du SESSAD Passerelles, expositions, atelier pour des jeunes sous mesure PJJ, formations, conférences.
- Un ciné-club grâce au partenariat avec les Amis du Semaf, permettant l'accès à la culture pour des jeunes isolés
- La participation au groupe de travail inter-institutionnel « Santé des MNA » porté par la plateforme IRIS du CODES et au colloque Adolescence et Interculturalités
- Les Journées Nationales des MDA à Lille sur le thème de la société numérique.



« A la suite d'Abdelmalek Sayad, une triple souffrance de l'exil du mineur..? Quelques pistes issues de l'anthropologie »

Véronique NAHOUM-GRAPPE

Anthropologue, Chercheuse à l'EHESS

« Héritage transnational et continuités migratoires. L'expérience québécoise d'intervention auprès des mineurs non accompagnés »

Catherine GAIL MONTGOMERY

Professeure, Département de communication sociale et publique à l'UQAM, directrice de l'Equipe de recherche METISS (Migration, Ethnicité et Interventions en Santé et Services Sociaux)

Atelier 1 : « Les jeunes qui arrivent »

Sylvie DUTERTRE OUJDI, Psychologue clinicienne, Image Santé, Marseille

Fatima HOUSNI, Psychologue clinicienne, Centre Babel, Maison de Solenn, Paris

Vivek VENKATESH, co-titulaire, Chaire UNESCO-PREV, Professeur agrégé en éducation artistique, Université Concordia

Owen CHAPMAN, Professeur agrégé, Département d'études en communication de l'Université Concordia

Atelier 2 : « Les jeunes qui sont là »

Laurent MUCCHIELLI, directeur de recherche CNRS, Laboratoire Méditerranéen de sociologie, Université d'Aix-Marseille

Rémi LEMAITRE, Sociologue, Docteur en Sociologie Association AARJIL (Association d'Aide et de Recherche pour les Jeunes et les Institutions en Languedoc), Montpellier

Pierre MEJEAN, Psychologue, Maison des Adolescents du Gard

Shérif TOUBAL, Docteur en Psychanalyse, IFME Nîmes Les partenaires

Atelier 3 : « Les ressources en interculturalité »

Soraya GUENDOUZ-ARAB, Formatrice en Interculturalité, Centre de ressources Approches, Cultures et Territoires, Marseille

« Cheminer vers le transnationalisme: Les soins de santé et services sociaux pour les familles migrantes avec enfants »

Lisa MERRY,

Professeure adjointe, Faculté des Sciences Infirmières, Université de Montréal

« L'identité du mineur au regard du droit »

Maître CHABER-MASSON,
Avocate

« Mieux comprendre les deuils et les traumatismes des élèves immigrants et réfugiés et favoriser leur bien-être psychologique en milieu scolaire »

Garine PAPAIZIAN-ZOHRABIAN,

Professeure Agrégée, Faculté des Sciences de l'Éducation, Université de Montréal

« Née un 17 octobre »
par la Compagnie KALAAM
sur un texte de Rachid BENZINE



« Quête des racines et d'une deuxième famille, quels rôles jouent-elles dans la radicalisation ? »

Thomas BOUVATIER,

Psychanalyste, Chercheur doctorant à Paris 7

LE COIN DE LA RECHERCHE...

[L'analyse des Pratiques Professionnelles auprès des Infirmières Scolaires et des Assistantes Sociales Scolaires, quels enjeux ? Genèse d'une recherche universitaire au sein de la MDA.]



Luc HANIN :

Formateur.

Enseignant-chercheur.

Doctorant.

EMA- Université

Cergy-Pontoise/

Maison Des

Adolescents du Gard

Préambule

En 2013, une enquête du CODES 30 sur le « parcours en santé mentale des adolescents de Nîmes, réalisée auprès des infirmières scolaires du département a fait émerger des besoins et des demandes en formation et en analyses de pratiques professionnelles ». Quelques années plus tard, la possibilité de mener de tels groupes auprès des infirmières scolaires et des assistantes sociales scolaires, via la Maison des adolescents du Gard, a vu le jour.

A l'issue de la première année, les participantes ont toutes souhaité que ce type de travail perdure pour l'année suivante. Le besoin d'échanger et de partager autour de leur pratique était massif, si bien parfois qu'il s'agissait plus d'échange que d'analyse à proprement parler. En effet, le fait qu'il n'y ait pas assez d'espaces dédiés à l'échange de pratiques par ailleurs, a sans doute eu comme conséquence un déplacement de ce besoin d'échanger vers les groupes d'analyse des pratiques professionnelles. Il m'a alors semblé nécessaire d'assouplir le cadre de l'APP afin d'accueillir l'échange, mais cela s'est peut-être parfois fait au détriment de l'analyse des situations. La nécessité de pouvoir tenir ces réunions dans un lieu neutre, comme la MDA du Gard, le CMS de Bagnols-sur Céze, et Réséda à Alès, est également une donnée importante que je ne peux que saluer.



Analyse de Pratiques Professionnelles : de quoi parle-t-on ?

Espaces d'élaboration, les groupes d'analyse de pratiques professionnelles s'inscrivent dans une démarche qui tend à développer la réflexivité des professionnels. De tels groupes ont été mis en place en France dans l'Education Nationale depuis le début des années 1970, puis se sont développés progressivement dans la formation initiale et continue des professionnels du champ scolaire. Le dispositif d'analyse de pratiques ici proposé, doit permettre aux participants de penser en groupe des situations où ils se sont trouvés questionnés, et interrogés dans l'exercice de leur métier. L'objectif de ce dispositif est de permettre aux participants de travailler à partir de leur pratique, dans le cadre d'un groupe, afin de co-construire des nouveaux savoirs, pour leur permettre de se décaler, de prendre du recul, parfois de se dégager de ces situations.

L'animateur n'est pas là pour apporter des solutions ou des conseils mais plutôt pour permettre que la parole de chacun soit possible et circule, et que le groupe se centre sur l'analyse des situations exposées. Il ne s'agira alors pas plus d'exposer ses points de vue que de permettre l'écoute, le partage d'expériences mais aussi d'émettre des hypothèses de compréhension sur ce qui s'est joué. Il ne s'agira pas pour autant de travailler sur les relations ou les conflits entre les professionnels dans l'institution : l'analyse de pratiques professionnelles se différenciant ici d'un espace de supervision collective ou de régulation.

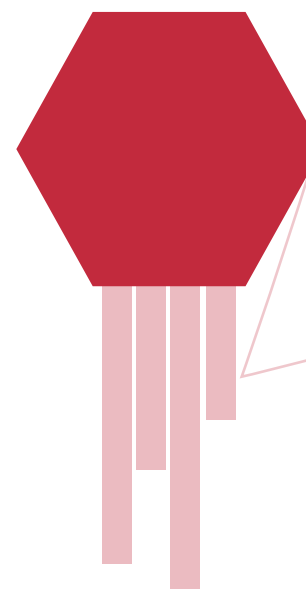
Comprenant une dizaine de participants tous volontaires, les séances sont de trois heures à raison de cinq séances par an.



Thématiques abordées, questionnements au travail

La difficulté ici sera pour moi, dans le cadre de la thèse engagée, de rendre compte d'une expérience, en ne dévoilant pas le contenu de ce qui a été dit pendant les séances, puisque la confidentialité est posée comme un des principes de base pour ce type de travail, au même titre que l'écoute, le fait d'éviter les postures de conseil et de ne pas juger.

S'il n'est pas possible de parler du contenu des situations exposées, je peux néanmoins tenter de rendre compte, de façon non exhaustive, de différents sujets ou thématiques abordés et mise au travail pendant les séances : Comment accompagner un jeune avec une problématique addictive ? suicidaire ? phobique ? Comment accompagner lorsque la problématique de l'autre fait écho en nous ? Comment travailler avec l'autre lorsque la coopération est difficile ? Comment poser des limites, dire non ? Comment arrêter l'autre dans sa toute-puissance ? Comment se positionner lorsque le contexte est oppressant ? Lorsque l'on doit faire face à une injonction paradoxale de notre institution ? Lorsque la marge de manœuvre nous semble minime voire inexistante ? Comment travailler avec les familles ? Comment sortir du jugement et de nos représentations ? Comment ne pas être dans une position asymétrique et dominante ? Comment ne pas aller trop vite, prendre le temps du recul et de l'analyse lorsqu'on a la « tête dans le guidon » ? Comment dépasser un événement ancien qui a fait traumatisme ? Comment travailler lorsque les partenaires sont absents ou dans l'impossibilité d'y être, lorsque les dispositifs manquent, lorsque la situation est bloquée et nécessiterait un regard multiple ? Comment sortir de l'isolement, comment faire en sorte que notre fonction soit connue et reconnue ? Comment se rendre disponible toute en ne se faisant pas envahir ? Comment se positionner face à la hiérarchie ? Comment ne pas se soumettre ? Comment ne pas se sentir blessé, jugé par les mots de l'autre, lorsque l'exercice du pouvoir nous malmène ? Comment sortir de l'épuisement professionnel ? De la lassitude ? Comment ne pas baisser les bras ? Comment continuer à rester créatif malgré tout ? Comment travailler lorsque on est agacé par un enfant, une famille, un collègue, un partenaire ? Comment ne pas répondre en miroir à l'agressivité ? Comment doit-on rester à sa place, lorsque l'autre nous choisit pour faire un travail thérapeutique ? Qu'est-ce que l'urgence ? Comment y répondre ? Comment faire avec l'inquiétude qu'elle suscite en nous ? Comment l'évaluer ? Comment prendre les « bonnes décisions » ? Comment ne pas passer à côté ? Comment transmettre/partager nos missions ? Comment travailler en équipe au sein d'un établissement avec la question du secret médical ? voilà entre autres un certain nombre de questionnements travaillés dans le cadre du groupe d'analyse des pratiques.



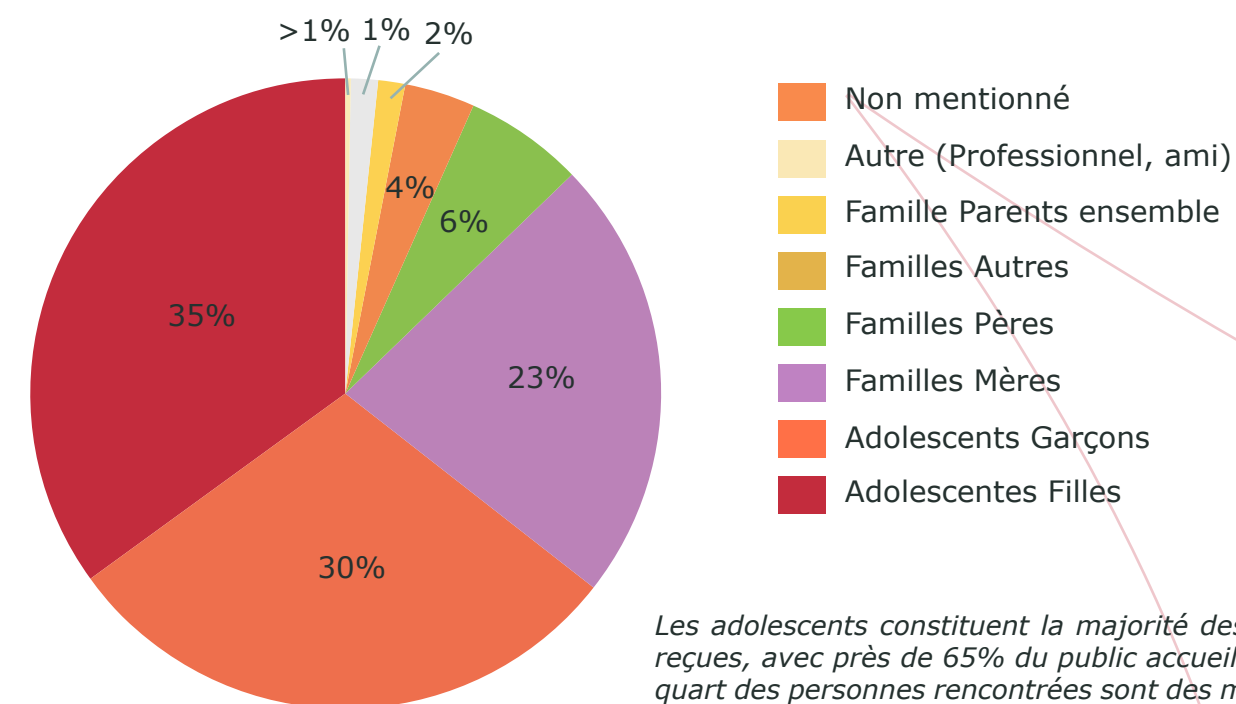
Souffrance dans les métiers du lien : l'impossible silence

Un certain nombre de ces questions font apparaître, vous le constatez, des thématiques en lien avec ce que certains auteurs - Christophe Desjours notamment - ont appelé la souffrance au travail et que je préciserai comme étant une souffrance dans les métiers du lien. Je me retrouve face ici à une première inquiétude contradictoire. L'analyse des pratiques, comme je le disais plus haut, n'est pas là pour révéler - la confidentialité de ce qui est dit est une règle fondamentale. Si je me retrouve donc ici en contradiction c'est que je ne peux passer sous silence une partie de ce que j'entends, de ce qui est dit. Mais que puis-je dire ici, sur les pathologies institutionnelles, l'exercice du pouvoir, les conséquences des politiques libérales dans les métiers du lien de l'humain et de la relation, qui toutes engendrent de la souffrance et l'impossibilité de mener à bien ses missions. Ce n'est donc pas l'impuissance inhérente liée au « métier impossible » qui est ici convoquée, mais l'impuissance d'agir du fait notamment de systèmes en place, des politiques mises en œuvre, des injonctions paradoxales émanant de l'établissement, de la non possibilité de prendre le temps de la réflexion, d'agir dans l'urgence la tête dans le guidon. Rajoutons à cela, une partie de ce qui détruit l'hôpital aujourd'hui, la surcharge administrative liée aux politiques libérales d'évaluation qui ont certes un intérêt, celui de rendre compte, mais qui finissent par prendre la place de l'écoute et de l'accompagnement. Ainsi fort devient le sentiment d'inutilité et de colmater les brèches. Plus de difficultés du côté des personnes que l'on accompagne, plus de souffrance au travail, et de mon côté l'impossibilité de ne pas l'entendre et ici de ne pas le dire.



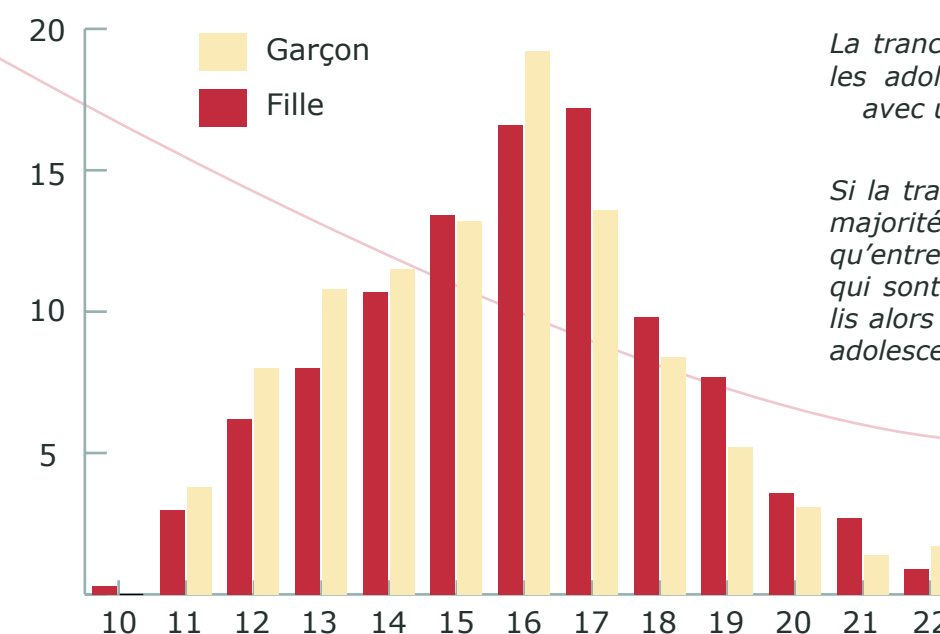
Florian, en chiffres...

-> Typologie du public reçu au sein de l'Espace Florian (en %)



Les adolescents constituent la majorité des personnes reçues, avec près de 65% du public accueilli. Près d'un quart des personnes rencontrées sont des mères d'adolescents, les pères représentant pour leur part 5,9% du public reçu par les professionnels.

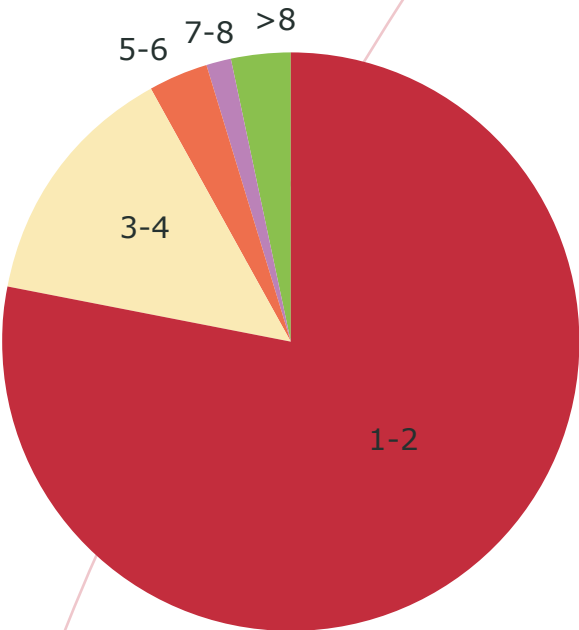
-> Âge des adolescents reçus à l'Espace Florian (en %)



La tranche d'âge la plus représentée chez les adolescents concerne les 12-19 ans, avec une moyenne d'âge de 15,8 ans.

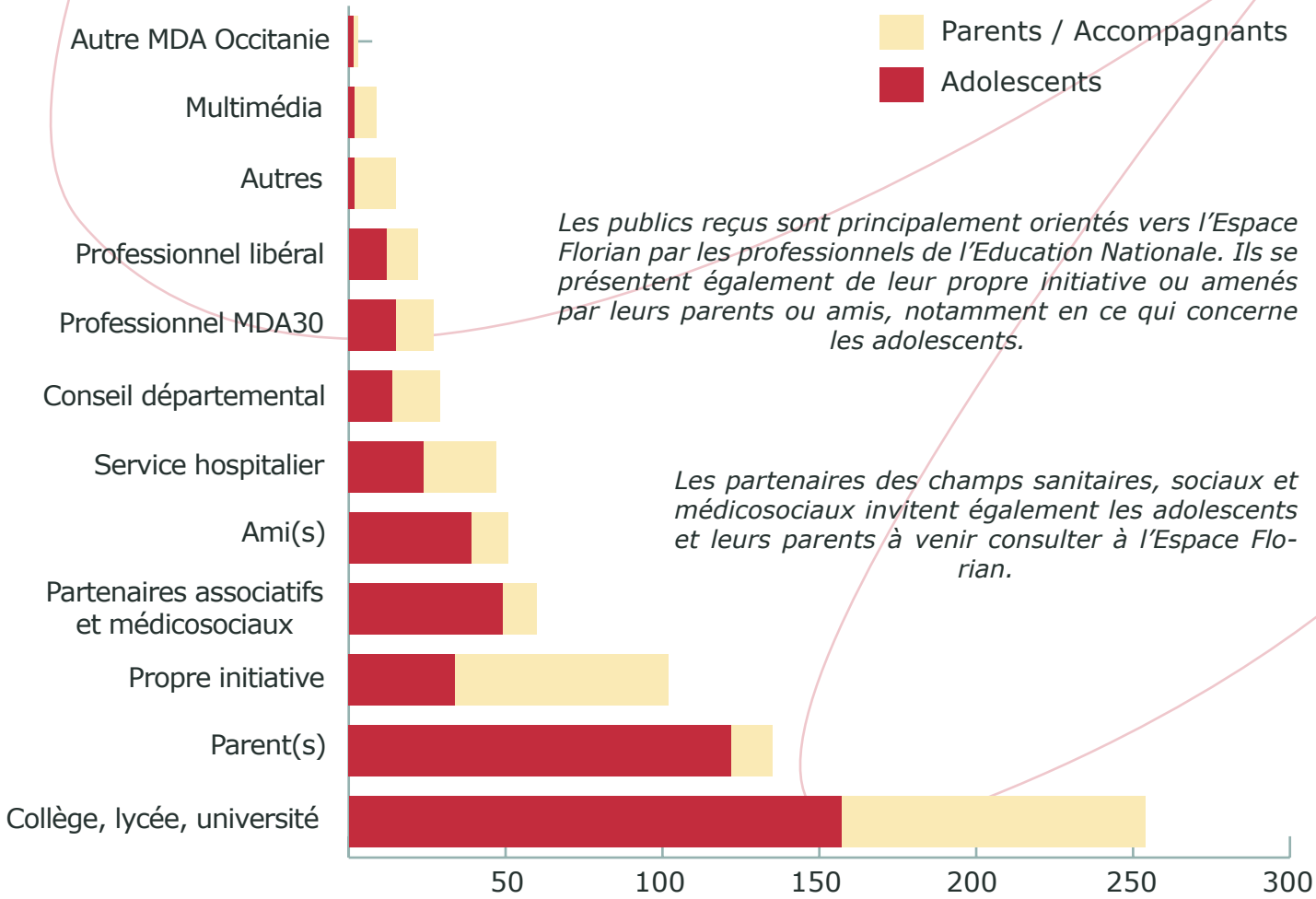
Si la tranche d'âge 12-19 ans constitue la majorité des adolescents reçus, on observe qu'entre 11 et 16 ans ce sont des garçons qui sont proportionnellement plus accueillis alors qu'à partir de 17 ans, ce sont des adolescentes qui sont majoritairement rencontrées.

-> Fréquence du nombre de rendez vous réalisés



La majorité des personnes reçues sont rencontrées entre 1 et 4 fois (en moyenne 2,6 rencontres par adolescent et 1,5 rencontre par parent/accompagnant).

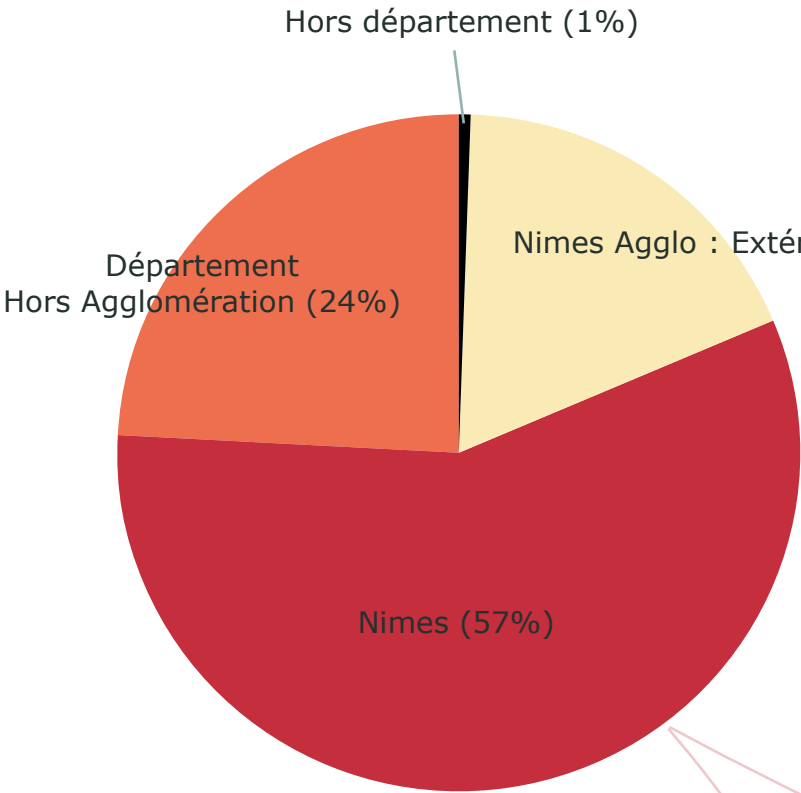
-> Provenance du public reçu au sein de l'Espace Florian



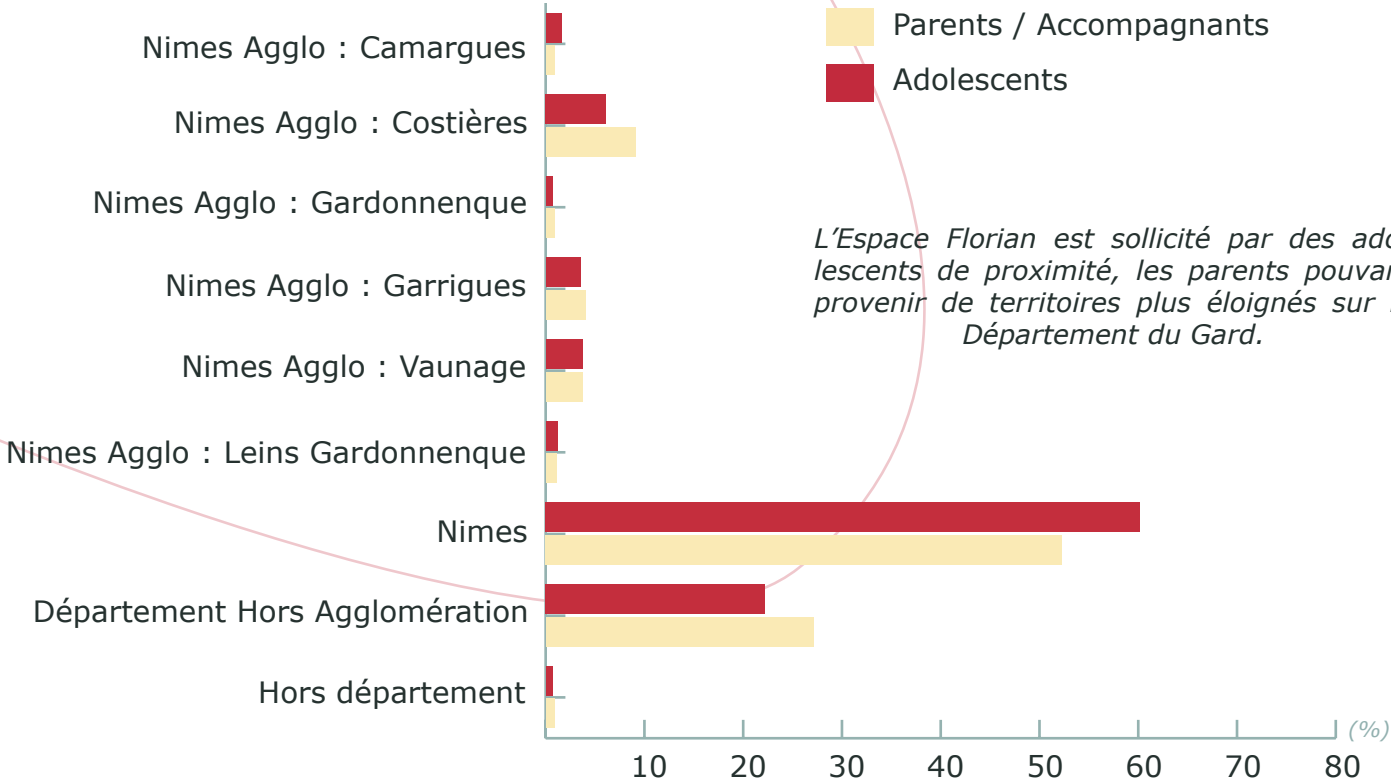
Les publics reçus sont principalement orientés vers l'Espace Florian par les professionnels de l'Education Nationale. Ils se présentent également de leur propre initiative ou amenés par leurs parents ou amis, notamment en ce qui concerne les adolescents.

Les partenaires des champs sanitaires, sociaux et médicosociaux invitent également les adolescents et leurs parents à venir consulter à l'Espace Florian.

->Provenance géographique du public reçu

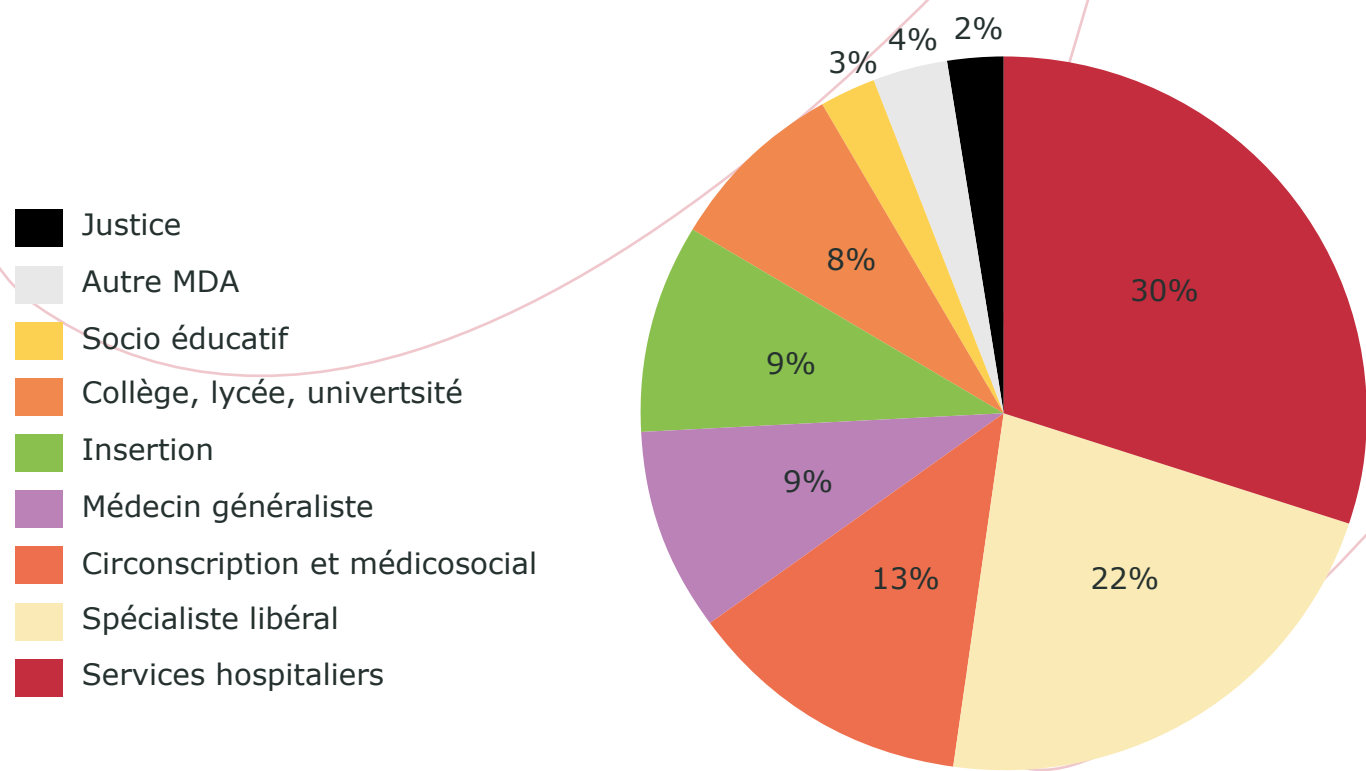
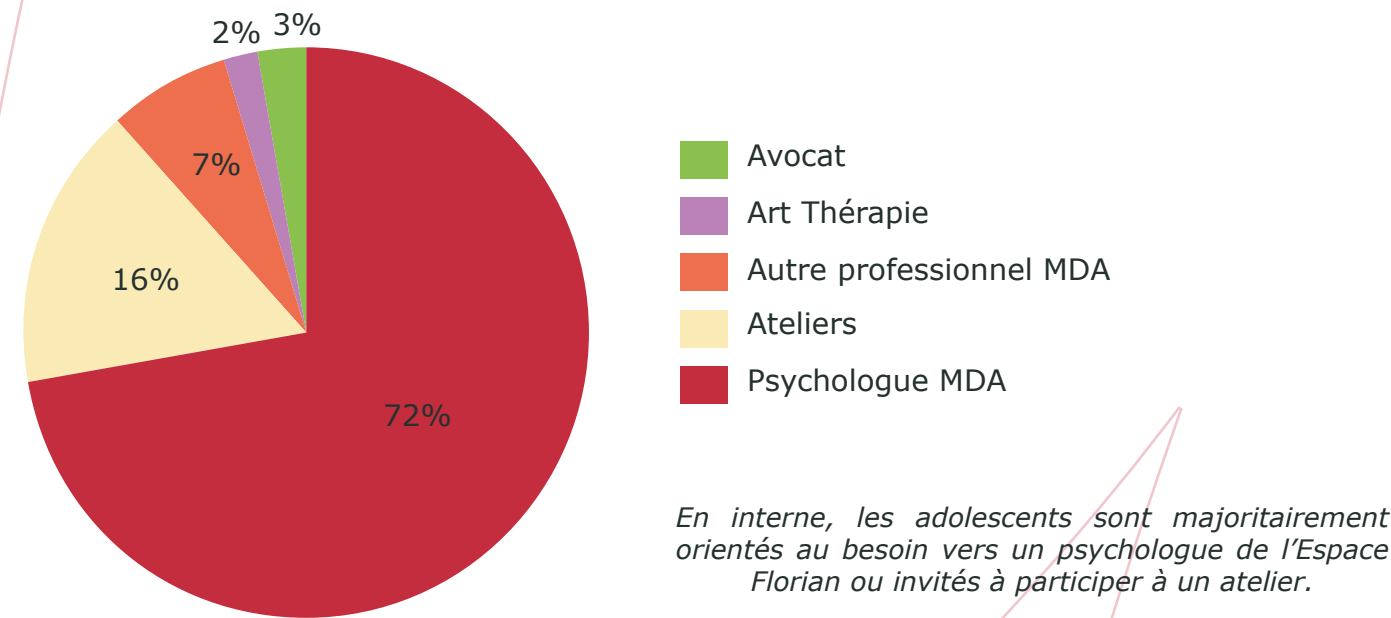


L'Espace Florian reçoit majoritairement des personnes habitant l'agglomération de Nîmes; un quart provenant du reste du département du Gard.



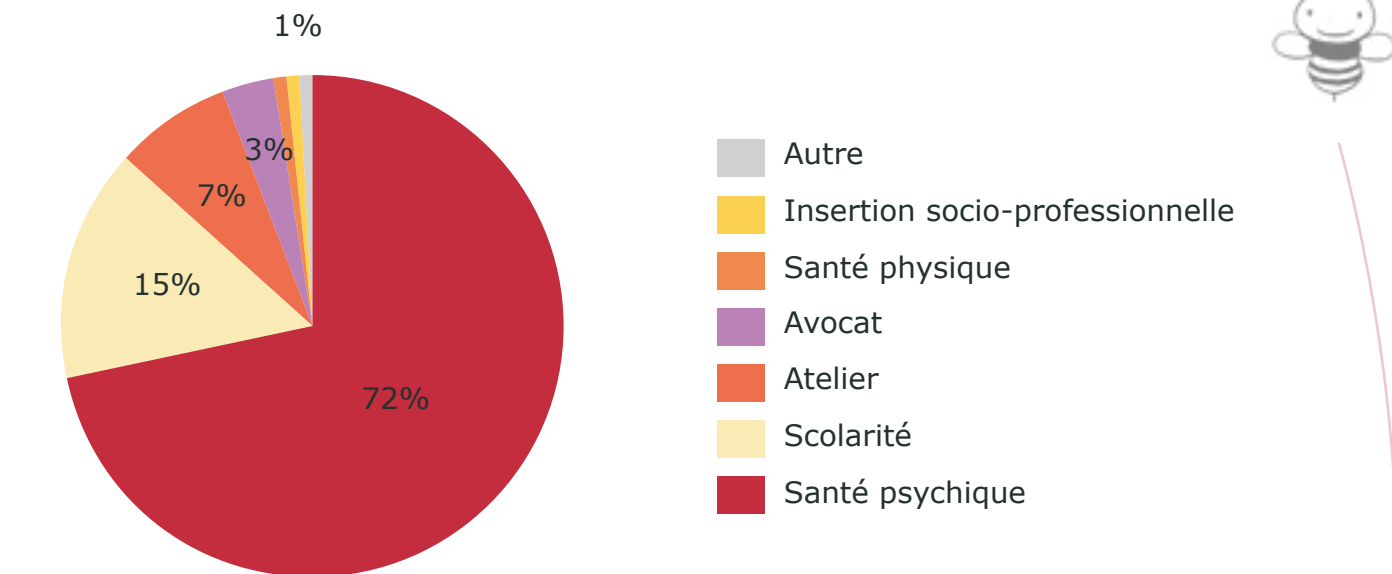
L'Espace Florian est sollicité par des adolescents de proximité, les parents pouvant provenir de territoires plus éloignés sur le Département du Gard.

-> Orientations Internes et Externes



En externe, les orientations sont diverses, sanitaires, sociales et/ou éducatives. La question du partenariat et de l'interconnaissance des modalités de travail de chacun est ici prépondérante.

-> Motifs de rencontres



Les motifs de venue énoncés à l'Espace Florian auprès des professionnels accueillants ont pour objet principal une question liée à la santé psychique. Des problématiques relationnelles ou un mal être ressenti sont souvent évoqués en première intention. En second lieu, les difficultés liées à la scolarité sont également fréquemment évoquées.



A.V.E.N.I.R

Caractéristiques du dispositif A.V.E.N.I.R. 2017-2019

Territoire de la Communauté D'agglomération du Gard Rhodanien
– Coordination : MDA

Financement : ARS, Fondation de France, Conseil Départemental du Gard

Organisation :

- Repérage large par les tous les acteurs jeunesse (adresseurs)
- Inclusion via un psychologue coordinateur
- Orientation vers psychologue du dispositif pour évaluation
- Protocoles de 3 à 10 séances sans limitation

Eléments d'évaluation : Repérage précoce, Accès aux soins et prévention de la dégradation des situations, Rôle important d'appui de la fonction de coordination (soutien à la décision, guidance dans la prise en charge, regard extérieur)

DISPOSITIF A.V.E.N.I.R.

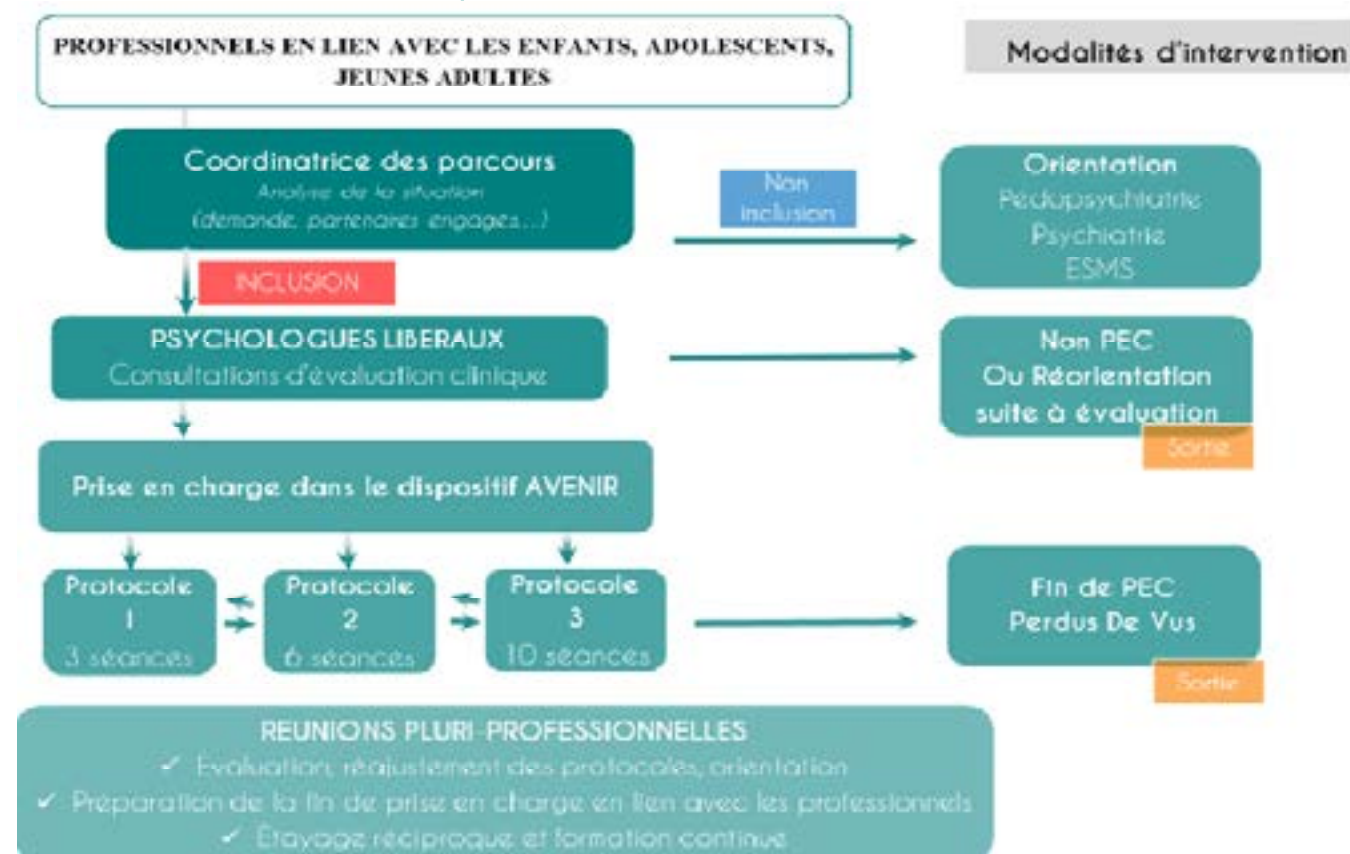
- A.V.E.N.I.R. **P. 27**
- Un AVENIR ou plusieurs A VENIR. **P. 29**
- Les fonctions de psychologue coordinateur **P. 32**
- Avenir en chiffres **P. 34**

Le dispositif AVENIR (Adolescents Vulnérables et Nouvelles Interventions en Réseau),

tout comme le dispositif expérimental alésien avant lui, nous permettent de soutenir un modèle de coordination de réseaux mettant en lien des adolescents repérés en situation de mal être et des psychologues libéraux à partir de la MDA. Les expérimentations menées entre 2012 et 2015 sur Alès et depuis 2017 à travers le dispositif AVENIR sur la communauté d'agglomération du Gard Rhodanien ont permis de démontrer qu'il est possible, à partir des ressources locales, de proposer un dispositif cohérent, réactif et de proximité.

La tranche d'âge, de 11 à 21 ans, permet la prise **en compte des spécificités de l'adolescence**, période de transformations psychiques entraînant un mal être parfois associé à des troubles psychiques. La **mission de coordination assurée par la MDA** porte, entre autres, sur la validation des critères d'inclusion et l'accompagnement des demandes des adresseurs jusqu' à la prise en charge par le psychologue libéral. L'évaluation par le psychologue, dans un premier temps permet de s'assurer du cadre expérimental, et la mise en lien, si nécessaire, vers les services de pédopsychiatrie, de psychiatrie ou les services médicaux et médico-sociaux.

En amenant les acteurs de la jeunesse à dépasser des stratégies qui les conduisaient à éviter d'aborder ces questions avec les adolescents vulnérables, par défaut de lieu vers lequel les orienter le dispositif renforce leur place de sentinelles de première ligne et permet un repérage précoce des situations de mal être et une orientation coordonnée en articulant les ressources professionnelles disponibles sur les territoires. En levant les freins liés à l'accessibilité géographique, financière ou encore pour des raisons liées aux représentations que les adolescents se font des dispositifs de prise en charge en santé psychique/mentale, le dispositif AVENIR est rentré dans une phase de stabilisation en 2019.



QUELQUES CHIFFRES

119 demandes - 51 adresses - 93 jeunes inclus

369 consultations réalisées par 12 psychologues

Une majorité de jeunes filles (65%) et une moyenne d'âge de 14 ans.

Des suivis de 8.4 séances en moyenne [1 à 25 séances]

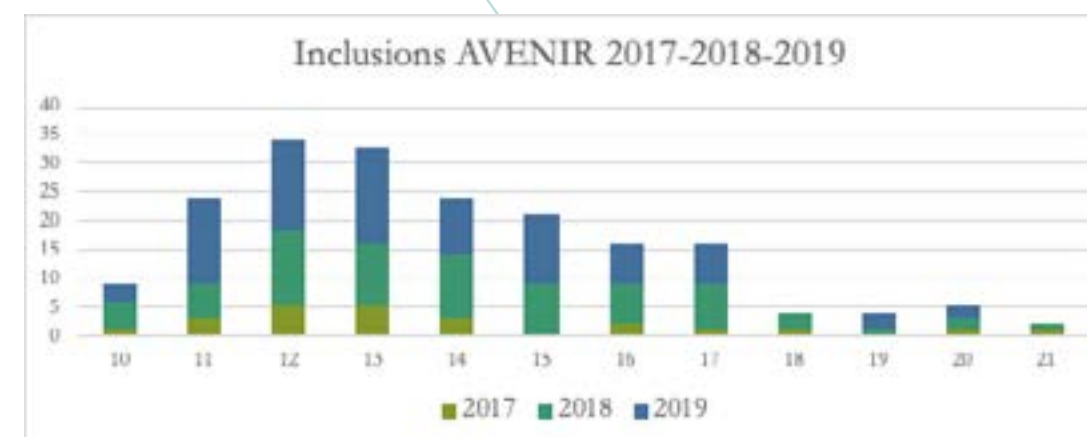


Muriel GAUTIER :
Responsable
Coordinatrice de la
Maison Des Adoles-
cents du Gard

Un Avenir ou plusieurs A Venir pour les adolescents du Gard ?

Des éléments d'évaluation 2017/19 plus que favorables

L'inscription du dispositif Avenir auprès de partenaires du territoire de la communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien est aujourd'hui effective. Pour 2019, comme l'année précédente, le nombre de demandes avoisine les 120. Les relations entretenues par le psychologue coordinateur de parcours, en soutien aux adresses, permet des inclusions facilitées car conforme aux critères retenus. Elles sont également qualitativement mieux accompagnées par les adresses : les familles et jeunes, soutenus dans leur démarches, engagent des inclusions facilitées. On observe notamment un ratio inclusion/demandes en constante augmentation (proche des 80%).



Le travail de communication sur le public concerné par le dispositif porte également ses fruits, peu de demandes ne correspondent pas aux critères et peu de sortants sont réorientés à l'issue de leur inscription dans le dispositif. Les motifs d'inclusion évalués par les psychologues reflètent les maux de l'adolescence : mal être, vulnérabilité, conflictualité familiale et troubles réactionnels en majorité. On note une variabilité importante pour ces jeunes qui, au regard de leurs problématiques et temporalités, s'inscrivent dans des parcours pouvant aller d'1 à 25 séances auprès du psychologue libéral.

Le dispositif s'est efforcé d'avoir une couverture géographique la plus complète possible et l'origine géographique des jeunes inclus en témoigne. Les professionnels eux-mêmes ont changé de posture au regard des troubles psychologiques ou du mal être des jeunes : ils se sentent en capacité de prendre en charge les problématiques de santé mentale chez les jeunes. Les attentes sont très fortes vis-à-vis d'une pérennisation et d'une extension du dispositif à davantage de territoires.



Une inscription émergente dans les politiques publiques

Au niveau national, l'expérimentation Ecoute'Emoi aujourd'hui lancée est menée sur trois régions (Ile de France, Grand Est et Pays de Loire) et est pilotée par la Direction générale de la santé (DGS) et la Fédération française de psychiatrie (FFP), et mise en œuvre par les Agences régionales de santé (ARS) et les rectorats d'académie concernés. La coordination de cette expérimentation est confiée aux Maisons des adolescents (MDA) des territoires concernés. Ecoute'Emoi vise à prendre en charge, le plus en amont possible, les jeunes en situation de souffrance psychique pour améliorer leur santé mentale à court, moyen et long terme afin « de réduire la souffrance psychique des jeunes de 11 à 21 ans en situation de mal-être et ainsi de prévenir secondairement l'apparition de troubles mentaux à l'âge adulte grâce à un accès facilité à un dispositif adapté ». L'expérimentation prévoit le financement d'actes de psychologues libéraux de manière dérogatoire par rapport aux modes de tarification de droit commun. Elle concerne la structuration pluri-professionnelle des soins ambulatoires, la promotion de coopératives interprofessionnelles et le partage des compétences. A ce titre, Ecoute'Emoi s'inscrit dans les programmes relevant de l'article 51 du PLFSS qui finance son évaluation.

Dans un cadre différent des expérimentations voient le jour dans d'autres départements " pour un parcours de soins coordonné" des enfants et adolescents confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE) reposant sur la création d'un forfait annuel pris en charge à 100% par la sécurité sociale" et financé par le fonds pour l'innovation du système de santé. L'expérimentation vise à mettre en place "un parcours de soins coordonné pour les enfants et les adolescents protégés, incluant une prise en charge somatique et en santé mentale précoce »

Au niveau régional, selon les objectifs du programme régional de santé (2019-22), les MDA ont vocation à devenir "le pivot de la stratégie départementale santé des jeunes" et devront être en mesure de "repérer plus précocement les jeunes en difficultés, de les accompagner et de soutenir les parents" et d'assurer leur mission première d'accueil, d'écoute et d'orientation. Dans ce cadre et afin de soutenir les logiques de coordination des MDA avec les psychologues libéraux, le cahier des charges régional des MDA en Occitanie inclut dans sa programmation 2019/2022 un « dispositif forfaitaire de consultations psychologiques pour renforcer l'accompagnement des jeunes et de leur famille et éviter l'aggravation de la situation et/ou l'orientation par défaut ».

***" Le travail
au présent,
l'espoir à
l'avenir. "***

Proverbe français ; Le dictionnaire des sentences et proverbes (1892)

POUR ALLER PLUS LOIN

http://www.mda30.com/wp-content/uploads/2020/06/cdc_regional_mda_occitanie_vd.pdf

Décret n°2017-813 du 5 mai relatif aux expérimentations visant à organiser la prise en charge de la souffrance psychique des jeunes* Pour les jeunes de 11 à 21 ans

Arrêté du 19 décembre 2017 portant approbation du cahier des charges national relatif à l'expérimentation visant à organiser la prise en charge de la souffrance psychique des jeunes

Arrêté du 3 juin 2019 relatif à l'expérimentation pour un parcours de soins coordonné des enfants et adolescents protégés
https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/vabres_arr_t_.pdf

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039450911&categorieLien=id>



Lucie PAUVAREL:
Psychologue
coordinatrice
dispositif Avenir
Octobre 2016-
Décembre 2018



Daniel GARCIA:
Psychologue
coordonateur
dispositif Avenir
Décembre 2018 -
Aujourd'hui

Les fonctions de psychologue coordinateur au sein d'un dispositif pour adolescents de prise en charge de séances chez des psychologues libéraux.

Le dispositif **A.V.E.N.I.R.** est né d'un travail de concertation entre différents partenaires (champs médico-social, éducatif, associatif) intervenant auprès d'adolescents dans le bassin du Gard Rhodanien.

Le psychologue coordinateur d'AVE-NIR se trouve au centre d'un maillage de partenaires, qui peuvent le solliciter dès qu'un adolescent entre 11 et 21 ans sur l'agglomération de Bagnols est repéré dans un état de vulnérabilité ou de mal-être par un professionnel. De l'autre côté, dans l'aval des demandes, le psychologue coordinateur est en lien avec les psychologues du dispositif qui font part de l'avancement des suivis psychologiques concernés par le dispositif, une fois qu'un adolescent a été inclus dans le dispositif et a commencé un accompagnement psychologique.

Tout l'enjeu du psychologue coordinateur est de permettre de faire lien entre les professionnels qui rencontrent un adolescent en souffrance, l'adolescent et ses parents, et le psychologue libéral. Il reçoit, entend et répond aux questionnements, interrogations, angoisses de l'adresseur et en propose une lecture : que vient dire cette demande ? Qu'est ce qui vient être questionné ? De quelle angoisse parle-t-on ? Il interroge le symptôme, propose une lecture de la situation et de ce que cela peut venir faire vivre à l'adresseur. Cette lecture permet de mettre en perspective les fonctionnements et

dysfonctionnements de l'adolescent, mais aussi de sa famille, ainsi que de l'institution. A partir de ces éléments, le psychologue coordinateur permet à l'adresseur une mise en sens de ce qui est en jeu dans la situation.

Il permet à l'adresseur de garder le lien avec la situation, en restant vigilant à ce qu'il n'envahisse pas l'espace que l'adolescent aura investi auprès du psychologue libéral. En outre, le psychologue-coordinateur peut veiller à ce que l'on respecte la temporalité de l'adolescent, en ce qu'elle nous échappe et qu'elle se différencie du temps psychique des professionnels et adultes autour de l'adolescent, qui voudraient le voir « avancer vite ». Il fait reconnaître la spécificité psychique de ce temps de vie, où les enjeux identitaires marquent toutes les relations, entre la recherche de son identité propre et le deuil de l'enfance, la mise à distance des parents. En cela, notre formation de psychologue nous permet de faciliter une posture réflexive chez les professionnels qui nous sollicitent, les amener à se questionner sur ce qui s'est joué dans la rencontre avec l'adolescent.



La présence du psychologue coordinateur permet au psychologue libéral un espace de partage, de co-construction, de co-vision de la clinique que vient présenter l'adolescent. Dans une pratique souvent solitaire, le psychologue en libéral trouve aussi auprès du psychologue-coordinateur un soutien à la réflexion clinique en échangeant avec lui sur les enjeux transférentiels des rencontres, sur les axes d'intervention envisageables (recevoir les parents, penser une prise en charge complémentaire...) ou encore sur les difficultés rencontrées pendant la prise en charge.

Auprès des adresseurs et des psychologues libéraux, le psychologue-coordinateur a donc ce rôle de tiers et de soutien à la parole et à la réflexion, au travers de cette clinique indirecte. Il met en mots des ressentis qui peuvent survenir au travers de la demande exprimée (ou non) par le jeune dans la rencontre avec l'adresseur, permet d'analyser ce qui est de l'inquiétude des parents, de l'adresseur et de la demande du jeune lui-même. Il permet aux adolescents en mal-être de trouver un espace neutre et protégé.

La spécificité d'AVENIR est qu'il s'agit d'un entre deux, un espace entre le libéral et l'institutionnel, où chaque professionnel garde et garantit la place qu'il incarne dans l'institution ou dans son cabinet libéral, sous tendu par un maillage avec les autres professionnels en lien avec la situation. Le psychologue coordinateur se trouve en place de pivot dans des liens entre ces différents professionnels, de par sa place extérieure à ces différents champs institutionnels.

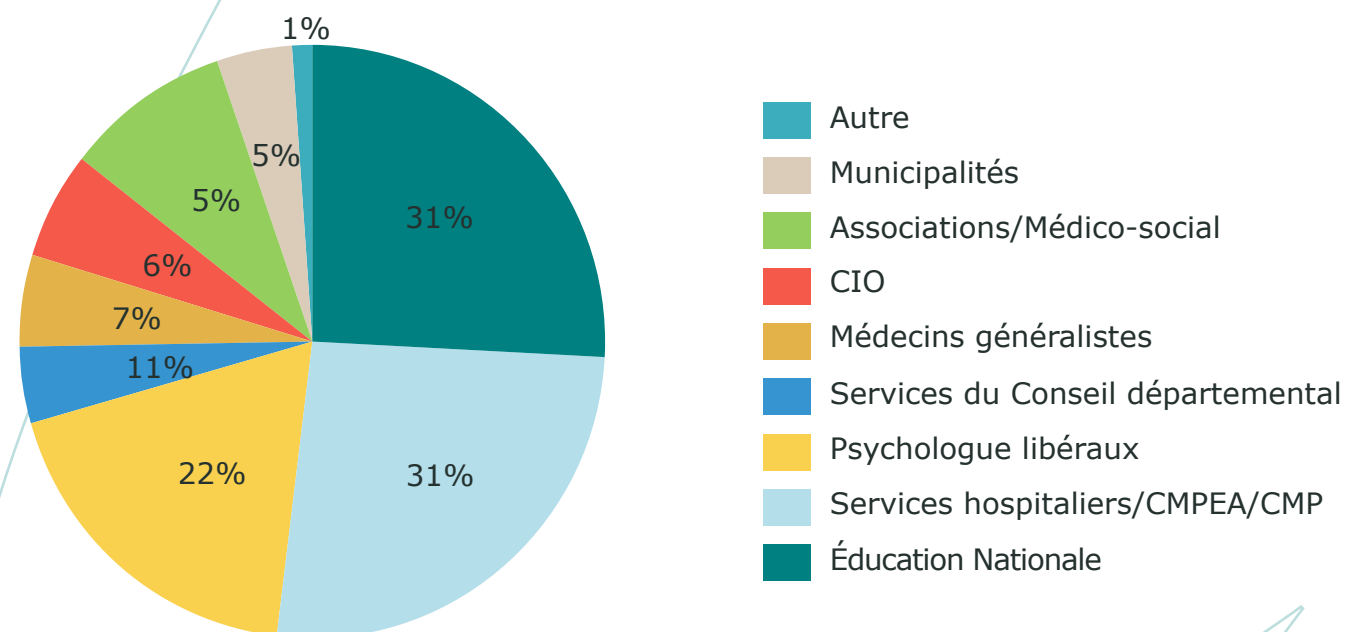
Tout comme le travail de partenariat se fait quand un adolescent est suivi par un service de pédopsychiatrie, un institut médico-social ou judiciaire ; les professionnels des différentes institutions se rencontrent, et mettent au travail ensemble la prise en charge de l'adolescent. Dans un cadre de secret partagé, les éléments nécessaires à la compréhension de la situation sont partagés, afin de garantir un travail de co-construction. Le psychologue coordinateur préserve la place de chacun, tout en analysant les enjeux institutionnels. Les différents acteurs peuvent ainsi avoir des indices précieux de lecture de la situation et pouvoir en analyser les enjeux. Ce travail permet de construire un maillage, une contenance autour la situation.

Cette place est sans cesse à réinterroger, il doit pouvoir analyser ce que les demandes lui font vivre, être attentif à ses propres associations et projections, en faire l'analyse pour une meilleure concordance et une lecture plus fine des enjeux intrinsèques.



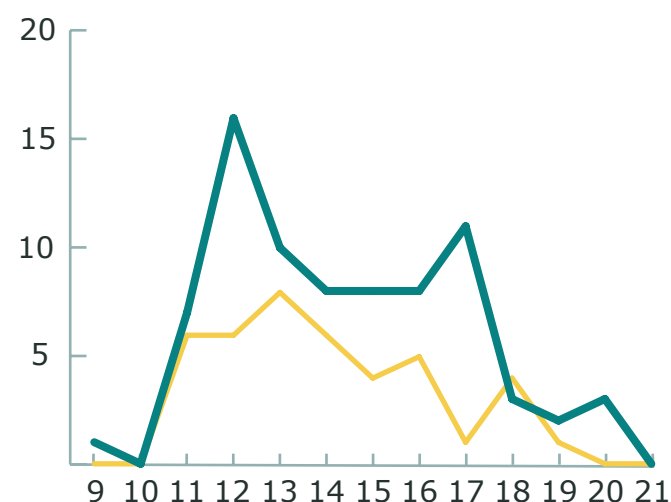
Le dispositif Avenir en Chiffres ...

-> Nombre de demandes d'inclusion par institutions en 2019



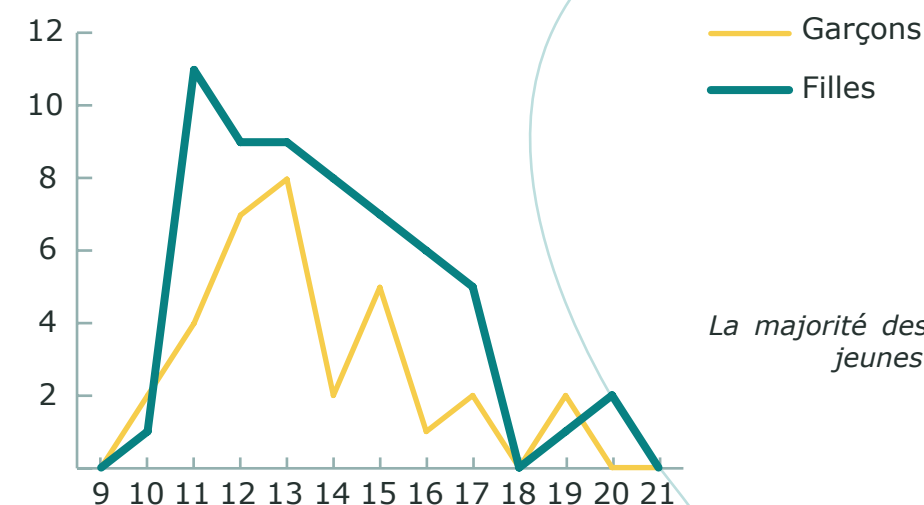
Le dispositif est bien repéré par les partenaires, qu'ils soient issus des champs sanitaires, sociaux, médicosociaux ou éducatifs.

-> Demandes d'inclusions par âge et sexe en 2019



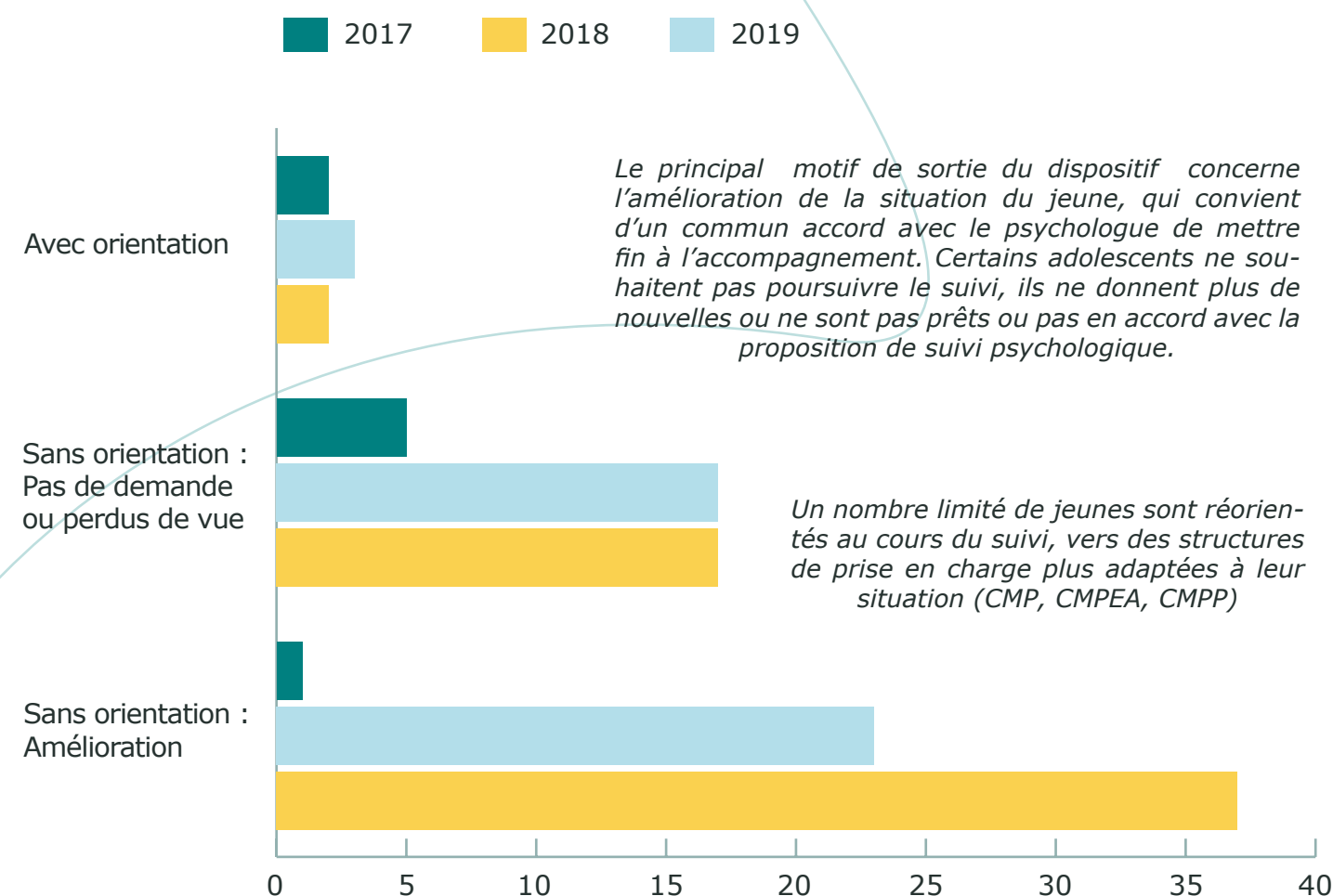
Les demandes d'inclusion concernent une majorité de jeunes âgés de 11 à 17 ans, des filles plus que des garçons. On note la dimension préventive de cet accompagnement qui intervient tôt dans le processus adolescent.

-> Nombre d'inclus par âge et sexe en 2019



La majorité des jeunes inclus en 2019 sont des jeunes filles entre 10 et 18 ans.

-> Évolution des motifs de sorties entre 2017 et 2019



Le principal motif de sortie du dispositif concerne l'amélioration de la situation du jeune, qui convient d'un commun accord avec le psychologue de mettre fin à l'accompagnement. Certains adolescents ne souhaitent pas poursuivre le suivi, ils ne donnent plus de nouvelles ou ne sont pas prêts ou pas en accord avec la proposition de suivi psychologique.

Un nombre limité de jeunes sont réorientés au cours du suivi, vers des structures de prise en charge plus adaptées à leur situation (CMP, CMPEA, CMPP)

DISPOSITIF ARPÈGE

- D-Clic Arpège **P. 37**
- Arpège : une sonorité dans le territoire. **P. 39**
- Comment penser la Clinique de Réseau ? . **P. 42**
- Un « réfère-en-ciel » les pieds sur terre **P. 45**
- Les petits déj' 17-21 ans **P. 47**
- Décaler les pratiques, y compris les nôtres ! **P. 48**
- D'un compte rendu à un rendu qui compte. **P. 49**
- Arpège en chiffres. **P. 50**

D-Clic Arpège

Professionnel(s) concerné par un adolescent en situation complexe

Sollicitation de l'équipe Clinique de Coordination (tel, mail, rencontre...)

Analyse de la demande & choix du/des référent(s) Réseau

Dossier de Saisine

(complété par le référent réseau avec le(s) professionnels)

RESSOURCE

- ✓ Aide à l'orientation
- ✓ Aide à la recherche d'établissements
- ✓ Information sur les services existants, coordonnées, etc...

INCLUSION

- ✓ Réalisation du Parcours de vie
- ✓ Réunions Cliniques de coordination: Organisation, animation et rédaction des comptes rendus

Maillage partenarial efficient, lecture partagée de la situation, définition d'un projet d'accompagnement adapté & Stabilisation de la situation

Mise en veille (environ 12 mois)

SORTIE de la file active

NON INCLUSION

- Critère d'âge (- de 10 + de 21 ans)
- Critère de territoire (hors Département)
- Pas de professionnels concernés

Le D-CLiC Arpège a été créé en 2007 dans le cadre des dynamiques inter-institutionnelles soutenues par la Circulaire DGS/DGAS/DHOS/DPJJ n°2002/282 du 3 Mai 2002 relative à la prise en charge concertée des troubles psychiques des enfants et des adolescents dits en grande difficulté.

Il est dédié aux adolescents de 10 à 21 ans dits en situation complexe sur le territoire départemental.

Le Dispositif est financé par l'Agence Régionale de Santé, le Conseil Départemental du Gard et la Protection Judiciaire de la Jeunesse / Direction Départementale Gard/Lozère.

Sollicité par tout professionnel des champs sociaux, médico-sociaux, sanitaires, pénal, ou encore issu de l'Education Nationale ou libéral, le Dispositif s'attache à soutenir un maillage inter partenarial efficient et cohérent autour des situations les plus complexes.

La complexité : quelle est-elle ? Elle revêt plusieurs formes et se définit par l'intrication de facteurs de vulnérabilité et de discordance:

- **Vulnérabilité clinique** : jeunes aux troubles psychiques non diagnostiqués, désorganisés et désorganisant.
- **Vulnérabilité familiale** : famille qui méconnaît les besoins propres de son enfant/ jeune, ou qui sollicite peu ou mal les dispositifs d'accompagnements, soutient peu les accompagnements et soins proposés.
- **Vulnérabilité du savoir et des pratiques professionnelles** : méconnaissance de la psychopathologie (parents, enfants, adolescents), manque d'éléments de repérage ou d'aide à l'orientation, exercice isolé ou peu coordonné.
- **Vulnérabilité du territoire** : manque de ressources de proximité.
- **Discordance** : tension entre droits parentaux et intérêt de l'enfant, tensions entre obligation de scolarisation/notification MDPH et absence de places, tensions entre parcours pénal aggravé et mesures d'aide éducatives...



Arpège: une sonorité atypique résonant depuis 10 ans dans le Gard...

[La généalogie de notre réseau.]



Nathalie REYMOND-BABOLAT:
Psychologue
Clinicienne,
Dispositif Arpège

Au tout début, nous étions RésaGard: un « réseau de santé pour adolescents en grande difficulté ». Deux bureaux au Centre hospitalier d'Alès, dont celui du Pasteur qui ne l'occupait plus, un bleu passé sur les murs, un sol sombre, une entrée excentrée, nos voisins de couloirs alors, les soins palliatifs, l'Association de tricot et le bureau des syndicats. Les nombreuses invitations aux partenaires étaient envoyées par courrier, nous ne disposions que d'un téléphone portable pour tous: mais ce « tous » se réduisait principalement au coordinateur, le seul à temps plein.

Nous nous sommes appuyés sur un cahier des charges précis pour organiser cette première équipe: sa composition et ses missions. Mais nous avons dû nous résoudre à ne pouvoir répondre aux réelles demandes des partenaires: trouver des places supplémentaires aux adolescents, ces « patates chaudes » dans des institutions « sur mesures » qui n'existent pas. Notre impossible à répondre à cette demande nous a poussés à réfléchir autrement : Que pouvions-nous apporter aux professionnels qui sollicitaient le réseau? Quelle était notre force, notre plus-value, notre atypisme ? Qu'avions-nous de plus que chaque institution, du champ sanitaire, social, médico-social ou pénal ne possédaient pas?

Nous avons :

- Notre position: de n'être ni des uns, ni des autres, d'être un tiers exclu de toute dimension hiérarchique ou de pouvoir auprès des institutions
- Notre répertoire: de connaître toutes les institutions du département qui œuvrent auprès d'adolescents
- notre mobilité: aller à la rencontre des professionnels, dans leurs institutions, les côtoyer dans leur propre zone de confort
- Notre posture: ce que nous définirons plus tard comme la partialité multifocale

Mais ce sont posées des limites: Comment faire autorité auprès des institutions alors?

Sommes-nous autorisés à tout nous dire, dans le respect du secret partagé?

Comment ne pas glisser vers une posture de supervision interinstitutionnelle?

Et les familles, et les adolescents eux-mêmes, comment leur rendre compte du travail interinstitutionnel qui est en place autour de leur situation si nous ne les rencontrons jamais ?



Chaque avancée a été pensée, chaque limite a été franchie et a eu des conséquences, devenant des facilitateurs, de points critiques dans notre histoire. Nous avons été « enfant », notre naissance à Alès, nos « pères »: les professionnels du Comité technique et du Comité de pilotage de ces années, sont devenus nos « pairs », ceux avec lesquels nous travaillons. Cette crise identitaire, nous l'avons traversée il y a 5 ans. Nous a-t-elle fait grandir? Nous avons pris position, nous avons défini comme notre seul objet l'adolescent, et c'est dans cette redéfinition de nous-même que nous avons rejoint la Maison des Adolescents à Nîmes.

Notre arrivée, en mars 2016, une voiture chargée des archives et des dossiers, et puis, c'est tout.... un local réaménagé, des bureaux, des ordinateurs, des murs blancs et nos voisins, les habitants des logements sociaux et le centre de vaccination. Nous intégrons une Association, nos liens avec notre direction se fluidifient, une écoute réciproque, une confiance s'installe. Les conditions sont réunies pour faire du Réseau ce qu'il devait être : un Arpège: un groupe de notes appartenant à un même accord jouées successivement, les unes après les autres, jusqu'à la réalisation complète de l'accord. Nous sommes la partie d'un tout, ce qui nous accorde : l'adolescent, et notre visée sera toujours d'aboutir à une réalisation complète des projets de vie, avec cohérence et partage. Nous nous situons auprès des professionnels, comme une entité à la fois indépendante et dépendante: nous existons en dehors des institutions mais ne pouvons exister sans être sollicitées par elles.

En 2019, le réseau est devenu Dispositif de Clinique Indirecte Concertée: les mots ont été choisis: ils représentent notre mutation: la place de la Clinique indirecte est mise en avant comme outil premier et la concertation implique un ensemble pluriel de professionnels qui, avant d'être « coordonnés » doivent se concerter, c'est à dire penser ensemble. Notre dispositif aujourd'hui propose cela: un lieu et un cadre de concertation basée sur la Clinique, animée et guidée par des psychologues exclusivement. Les solutions, que les professionnels attendaient du Réseau, émanent de ce collectif pensant. « Bricoler » les uns avec les autres pour innover dans les prises en charge et imaginer des alternatives sur mesure, s'engager non pas auprès du réseau, mais les uns auprès des autres. De même, le « diagnostic » ne viendra pas du réseau, le savoir médical n'y est plus représenté, nous proposerons un autre type de savoir: celui du parcours de vie, nous chercherons, avec les professionnels, des ressources nouvelles, de lieux de soins spécifiques, etc...

Nous sommes donc une structure dynamique, adaptative, sans rigidité chronique, nous avons traversé des crises nous imposant de changer, nous avons également toujours abordé notre fin: celle où les institutions n'auraient plus besoin de « passeurs » de liens... D'ailleurs, ne travaillons-nous pas chaque jour à notre perte ? En permettant aux professionnels de ne plus avoir besoin de nous...

Notre Dispositif de Clinique Indirecte Concertée atteint aujourd'hui un âge mur, en espérant qu'il ne vieillisse pas trop vite....



2019 souligne l'engagement fort de la protection Judiciaire Judiciaire de la Jeunesse auprès du Dispositif puisqu'elle a renouvelé la mise à disposition d'un de ses personnels au sein du Dispositif. Alors qu'Emilie Raynal, après quatre années de présence parmi nous, a repris l'intégralité de ses fonctions dans son STEMO d'origine, nous avons accueilli avec intérêt et plaisir Elise Tixier venant, à son tour, prendre place dans notre équipe.



D-CLIC Arpège ou comment penser la Clinique de Réseau!

[Les Psychologues au cœur du Dispositif.]



Nathalie REYMOND-BABOLAT:
Psychologue
Clinicienne,
Dispositif Arpège

Notre Dispositif tente, en tant que tiers liant entre les institutions, de créer un autre espace de pensée, à dimension évolutive, adaptative, qui s'affranchit des codes infra-institutionnels classiques tout en prenant en compte ces derniers. Afin d'atteindre cet équilibre du « dedans et du dehors », nous avons intégré la Clinique dans notre pratique de réseau.

La dimension clinique à l'usage du réseau:

La spécificité d'Arpège se trouve dans sa composition quasi-exclusive de psychologues mais plus encore dans leur différence: de la systémie à la victimologie en passant par l'interculturalité, les grilles de lecture, qu'elles soient psychanalytiques, ethno-psychiatriques ou criminologiques sont avant tout plurielles. Ainsi, chaque situation est abordée par l'une de ces dimensions et croisée avec les autres. Le Dispositif s'attache à trouver une lecture pertinente à chaque situation d'adolescent, de familles et de partenariat. Nous nous devions, face à ces multiples avec lesquels nous travaillons (champs professionnels, cultures professionnelles, lieux) intégrer cette pluralité dans notre équipe. Faire réseau, travailler en réseau, est avant tout rencontrer l'autre,

apprendre de cet autre, s'interroger : d'où parle-t-il, que désire-t-il pour l'adolescent qu'il accompagne, qu'attend-il de nous ? Si travailler en réseau signifie travailler avec l'ensemble de professionnels concernés par une situation, il n'est nul besoin de convention et de cadre figé pour cela, chaque professionnel ainsi concerné a le devoir de s'impliquer dans le réseau dimensionné pour « son » adolescent. Il prendra place parmi ces « autres » (les autres professionnels concernés) d'autant plus aisément que le cadre ne le contraint pas mais l'invite à venir échanger, partager, penser, créer, inventer une lecture du l'histoire du jeune, une analyse de son système familial, une hypothèse diagnostique, une modalité de prise en charge, etc...

**// Agir, c'est créer;
Inventer, c'est trouver;
Donner une forme,
c'est découvrir. //**

[Je et Tu de Martin Buber]



La dimension clinique à l'usage des professionnels :

Le cadre des rencontres que nous organisons (nommées « réunions de coordination ») s'appuie sur plusieurs fondements théoriques. Nous rejoignons les concepts forts de Martin Buber (1.) (dont l'idée centrale est « toute vie est rencontre ») puisque nous concrétisons une écoute attentive du discours de chacun lors de ces réunions par exemples. Plus exactement, il s'agit de provoquer, entre les partenaires de la famille, du discours et de l'écoute.

Autre concept fort au fondement de notre Clinique de réseau: La thérapie contextuelle de Boszormenyi-Nagy (2.) Chacun d'entre nous se trouve exposé, au-delà des relations duelles, à un contexte qui comprend : les relations présentes, celles en lien avec les relations du passé et celles en relation avec les préoccupations à venir. Ces adolescents ont eu souvent un parcours institutionnel dense, voire chaotique qui fait partie de leur histoire mais également de celle des institutions qui ont pu se trouver en échec, ou bien maltraitante dans leur histoire conjointe avec l'adolescent, les relations ont été rompues, ou au contraire nous observons un attachement fort. Il y a également ce que nous désirons pour ces jeunes et qui n'est pas toujours ce qu'ils désirent pour eux-mêmes (scolarité, hébergement, placement, retour en famille, lien préservés avec un père incarcéré, etc...). Le contexte comprend l'ensemble des individus qui sont affectés par les

relations entre deux partenaires. Il s'agit du monde interhumain, de l'entre-deux des protagonistes. Le contexte est donc une réalité relationnelle caractérisée par de multiples points de vue, revendications, droits, obligations que notre Dispositif doit identifier, connaître et mettre en discussion.

Les relations, selon Nagy, sont fondées sur deux pôles : réciprocité et équité ce qui fonde et permet en conséquence le maillage partenarial tel que Pierre BENGZOZI (3.) le définit : « Les mailles sont constituées par l'enchevêtrement entre du lien de filiation et du lien d'affiliation. L'ensemble de ces mailles construit du maillage. Ce maillage définit un contenant psychique. Il se caractérise par sa fonction contenante ». Le Dispositif, de part sa fonction liante, se trouve fondateur de « mailles » qu'il préserve, noue les unes avec les autres, dénoue lorsqu'il le faut. Il rend ce maillage visible, il lui donne une réalité qui renforce son efficacité. Les professionnels ont d'autant plus besoin de ce maillage sécurisant, polymorphe qu'ils œuvrent dans des institutions qui ont à composer massivement « avec la déliaison et la pulsion de mort » comme l'explique Georges Gaillard (4.)

La dimension clinique à l'usage du temps:

La temporalité du réseau n'est celle ni des professionnels ni des adolescents, elle est autre, elle a la sienne propre. Elle peut être accélérée par les événements induits par l'adolescent ou par sa famille ou parfois des institutions (passage à l'acte, placement, détention, exclusion, fugues...) ou ralentie par les rythmes institutionnels (vacances scolaires, fermeture des établissements...), voire stoppée par le travail sur le parcours de vie si celui-ci est nécessaire. De plus, « le réseau est une structuration de l'éphémère en transformation » (Benghozi). À peine sommes-nous mis au courant des derniers événements que d'autres surviennent. Notre propre temporalité n'est pas celle non plus de notre société:

celle de l'immédiateté. Elle pense avec du recul : celle aussi du temps ; celui qu'il nous faut pour réunir tous les professionnels, choisir une date de rencontre, un lieu, etc... Nous avons notre propre rythme: celui des réunions de coordination et celui de nos écrits qui synthétisent dans l'après-coup les faits passés, précipités.

Georges Gaillard précise aussi la temporalité des institutions du soin et du travail social comme étant « aux prises avec les avatars du processus d'historisation au travers de ces différentes temporalités immobilisées, écrasées, effacées telles qu'elles se rencontrent chez les usagers ».

BIBLIOGRAPHIE...

1. **Martin BUBER**, philosophe créait le mouvement Brit Shalom en 1925 (« Association pour la Paix »), une association politique juive de Palestine en faveur d'un rapprochement judéo-arabe et de la création d'un État unique, binational.
2. **Ivan Boszormenyi-Nagy** émigre en 1950 aux États-Unis. Il est professeur de psychiatrie. Le début de sa carrière est marqué par la préoccupation constante de trouver une manière efficace de venir en aide aux patients psychotiques. Il a développé une approche contextuelle au croisement de la systémique et de la psychanalyse qui intègre un paradigme nouveau qui repose sur l'éthique relationnelle. Selon cet auteur, le tissu relationnel qui existe entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent crée à la fois une interdépendance et un réseau de confiance.
3. **Pierre Benghozi**, pédopsychiatre, psychanalyste, président de l'Institut de Recherche en Psychanalyse du Couple et de la Famille, et chaire UNESCO de Santé sexuelle et Droits.
4. **Georges GAILLARD** est psychologue clinicien, professeur à l'Université Lumière-Lyon 2, responsable de la Formation à partir de la pratique (FPP) et du DU Analyse de la pratique et régulation institutionnelle (DUAPR). Psychanalyste, membre au IVE Groupe et de Transition (Analyse de groupe et d'institution).

Leroy Catherine-Marie, « Martin Buber, précurseur du personnalisme », Approche Centrée sur la Personne. Pratique et recherche, 2005/1 (n° 1), p. 67-72. DOI : 10.3917/acp.001.0067. URL : <https://www.cairn.info/revue-approche-centree-sur-la-personne-2005-1-page-67.htm>

Gaillard Georges, « La généalogie institutionnelle et les écueils du travail d'historisation : entre filicide et parricide », Connexions, 2001/2 (no76), p. 125-141. DOI : 10.3917/cnx.076.0125. URL : <https://www.cairn.info/revue-connexions-2001-2-page-125.htm>

Benghozi Pierre, Humains « Le lien réseau », Revue de psychothérapie psychanalytique de groupe, 2007/1 (n° 48), p. 163-174. DOI : 10.3917/rppg.048.0163. <http://spip.systemique.eu/spip.php?article273>

<https://psychanalyse-map.org/2020/02/18/sc-faire-institution-au-temps-de-lautre-qui-nexiste-pas-par-eric-zuliani/>

Un « réfère-en-ciel » les pieds sur terre !



Philippe RIGOULOT :
Directeur de la
Maison Des
Adolescents du Gard

L'année 2019 a vu l'aboutissement d'un travail de longue haleine mené par les équipes des réseaux adolescents en situation complexe d'Occitanie. Les 6 équipes (Arpège, Philado, Resados, Réseau ado 66, Rap31, Resado82) ont élaboré, au fil de 8 réunions régionales, le référentiel commun de leur action, celui qui fonde leur identité.

Le document complet se trouve ICI

En synthèse, il en ressort les notions clés suivantes :

- **Complexité** : la complexité de la situation de ces jeunes se traduit par une difficulté à accompagner leur trajectoire, du fait des symptômes majorés spécifiques à l'adolescence, d'une histoire institutionnelle ancienne et d'un parcours de vie traumatique. Loin de la notion de « case », ces adolescents nous invitent plutôt à penser les espaces interstitiels et mouvants qui peuvent faire sens pour eux. La multiplicité de leurs besoins, et leur concomitance, ne trouvent des réponses apaisantes et structurantes que dans la mise en lien de partenaires multiples et porteurs, chacun, d'une dimension précise d'un accompagnement plus global. C'est pourquoi leur prise en charge s'appuie sur plusieurs champs de compétences, devant s'articuler pour rester cohérents dans leurs propositions.
- **Clinique indirecte** : ce cadre permet de créer les conditions d'une rencontre et d'un échange inter-partenarial favorables à l'émergence d'hypothèses sur le fonctionnement psychique du jeune, sur ses modes de relation à l'Autre, sur la dynamique familiale et sur les répétitions observables dans son parcours de vie. Le point d'extériorité, de neutralité et de bienveillance de l'équipe d'Arpège permet aux partenaires de prendre du recul par rapport à la situation, de s'inscrire en confiance dans cet espace d'échange que représentent les réunions inter-partenariales et de pouvoir se réengager dans un accompagnement « à risque » : risque de rupture, risque de passage à l'acte, risque de décompensation, etc... Le principe de la co-construction d'un savoir partagé sur le jeune et sa famille permet d'éviter les cliques, celui de la co-élaboration d'hypothèses sur les postures professionnelles et leur résonance, sur la direction des projets de soins, éducatifs, pédagogiques, sociaux ou judiciaires permet de garantir la cohérence et l'efficacité de l'accompagnement global. Ces principes permettent donc que se dessine une représentation unifiée de ce jeune et sa famille, de relancer la pensée, de questionner les postures professionnelles et d'énoncer des projets institutionnels.

- **Concertation** : l'équipe ne se substitue pas aux professionnels engagés mais propose un espace d'appui et de soutien aux acteurs qui accompagnent ces jeunes dont le parcours impose une intervention tierce. Elle ne dispose d'aucun pouvoir de contrainte, fonctionne sur le mode de la libre adhésion des partenaires qui s'engagent dans les réunions de coordination, et n'ont pas vocation à définir une « case » adaptée pour une situation. Cette fonction tierce qu'elle occupe, favorise la sécurisation des partenaires, prévient l'épuisement professionnel et permet de mieux cibler les orientations dans les dispositifs d'aide. ...). Il s'agit donc bien de réaménager de manière concertée les modalités de prise en charge existantes, et non pas d'inviter à créer ou imposer une place pour un adolescent au sein d'un établissement. Le risque de rester seul, en tant que professionnel, avec une situation complexe, est ainsi évité. Soutenus par un espace d'élaboration collectif et sécurisant, les professionnels peuvent alors s'autoriser à prendre un autre risque, pour eux-mêmes et pour l'adolescent et sa famille : celui de cet accompagnement.



Pouvoir ensemble revisiter la trajectoire d'un adolescent, s'autoriser à explorer le champ des possibles au-delà des contraintes habituelles, connues et limitatives, regarder vers le haut, parfois jusqu'au vertige, tout en assurant, pour chacun, des ancrages fermes, solides, des engagements réciproques et soutenables, voilà toute l'ambition de ce « réfère-en-ciel » les pieds sur terre.

Ce travail ouvre la voie à une réflexion partagée avec l'ARS Occitanie sur un cahier des charges renouvelé pour ces équipes, qui ont pris en 2020 le nom générique de D-CLIC (Dispositifs de Clinique Indirecte Concertée).

Au-delà de la définition de ce qu'ils sont, le travail de référentiel de ces équipes a pour ambition de situer précisément leur intervention et leurs missions dans le paysage lui-même complexe des acteurs intervenant autour de la prise en charge des adolescents en situations complexes et du soutien aux professionnels.

En 2020, ce travail devrait se prolonger dans la construction d'une trame commune de Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens avec l'ARS, et permettre le déploiement des outils développés par ces équipes au profit des départements non couverts par des dispositifs équivalents, via notamment la mise en place d'une équipe d'animation régionale dédiée.

A suivre !



Les Petits-déjeuners 17-21 ans...

Une expérience à
renouveler !



Au gré des rencontres interpartenariales Arpège, nous constatons qu'il est parfois difficile pour les acteurs de la Protection de l'Enfance d'être en lien avec les dispositifs à destination des majeurs.

17-21 ? Pourquoi ce découpage ?

Le passage à la majorité représente pour bon nombre de jeunes de **grands risques de rupture**, malgré le soin que prennent les professionnels à les accompagner vers leurs 18 ans en bordant au mieux le parcours de soins, leur trajectoire scolaire et professionnelle, leur hébergement futur...

Notre postulat, c'est que les intervenants auprès de jeunes n'ont pas toujours une connaissance exhaustive des institutions existantes pour adultes, ni de leurs particularités. Il leur manque également ce maillage relationnel, ce repérage de professionnel à professionnel, de personne à personne...

C'est ainsi que nous avons proposé, en décembre 2019, un **petit déjeuner convivial** réunissant des professionnels du champ de la Protection de l'Enfant (personnels de l'ASE, de la PJJ, de MECS, de Lieux de Vie,...) venus rencontrer sur la **thématique de l'accès au soin psychique des 17-21 ans** les membres de différentes institutions soignantes : Centres Médico-Psychologiques, Hôpitaux de Jours, Cliniques privées, Equipes mobiles, Consultation en addictologie, etc.

Ce temps partagé a été l'occasion pour chaque équipe de se présenter brièvement, d'expliquer leurs spécificités et les modalités d'accès à leur service. Des échanges s'en sont suivis en grand groupe et de façon plus informelle autour de pauses café.

Ce moment avait pour vocation de **favoriser les rencontres interpersonnelles**, au-delà d'une connaissance théorique des dispositifs existants, afin d'orienter au mieux les grands ados et jeunes adultes et permettre des relais plus « incarnés » vers des personnes ressources.

L'insertion socio-professionnelle, l'accès à l'hébergement et le champ du handicap seront les thématiques abordées lors de prochains petits-déjeuners prévus en 2020.



Béatrice DELPONT
Psychologue
Clinicienne,
Dispositif Arpège



Béatrice DELPONT
Psychologue
Clinicienne,
Dispositif Arpège

Décaler les pratiques... y compris les nôtres !

Un des objectifs du Dispositif est de permettre à tout professionnel **le recadrage d'une situation**, non dans le sens éducatif que l'on donne habituellement au mot recadrage, plutôt dans l'idée d'un « autre film » que celui dans lequel tout intervenant peut être pris, à un moment donné.

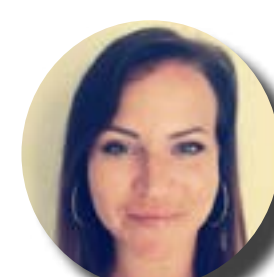
Ainsi, les rencontres Arpège peuvent permettre une autre vision d'une situation : un zoom en avant sur une dimension du jeune qui n'a pas été explorée jusque-là, ou au contraire un travelling arrière pour le considérer dans un contexte plus global, celui de sa famille d'origine, mais aussi un flashback lorsque nous élaborons des parcours de vie, etc.

Mais cette année, c'est une demande émanant d'un jeune qui nous a poussées dans une nouvelle direction : pris dans le discours d'une mère qui lui a conté beaucoup (trop) de scénarios possibles sur sa propre histoire, et qui, telle une héroïne d'un genre particulier, possède plusieurs livrets de famille comme d'autres ont plusieurs passeports,... Ce grand adolescent, donc, lassé de se faire des films, a requis notre aide.

Il a souhaité qu'Arpège l'aide à faire du tri dans les éléments à sa disposition, espérant que cette démarche lui permettra d'élaborer une narrative bien à lui et qu'il pourra « tourner la page » sur ce passé obsédant pour mieux investir son avenir.

Nous nous sommes questionnées sur la pertinence de notre place dans cette démarche, mais il nous est apparu que notre distance vis-à-vis de ce jeune homme, notre savoir-faire en termes d'élaboration de parcours de vie, le fait que ces rencontres ne s'inscrivent pas dans une démarche thérapeutique en tant que telle... Tout nous encourageait à accompagner ce jeune, lui-même étant épaulé lors de nos rencontres par les professionnels qui l'accompagnent au quotidien.

C'est une démarche en cours, dont nous partagerons le rendu avec vous d'ici un an ! A suivre, donc...



Mélanie MAGNIN
Psychologue
Clinicienne,
Dispositif Arpège

D'un compte rendu à un rendu qui compte.



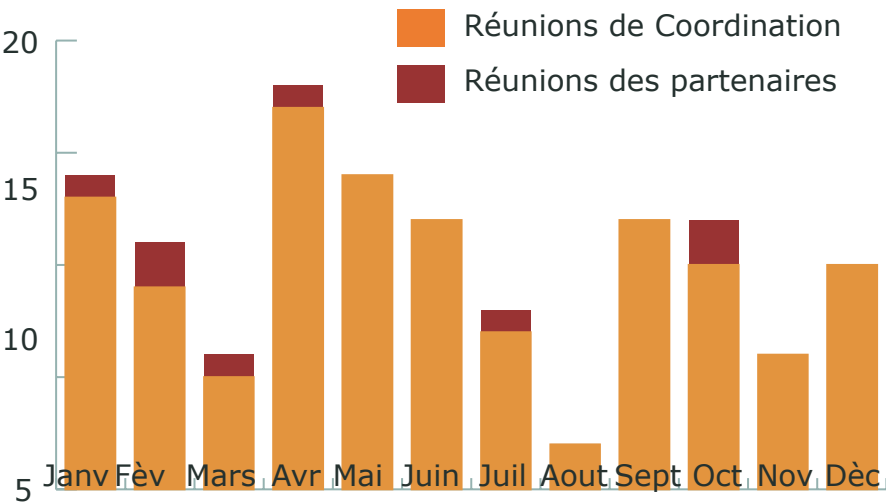
La nature des demandes, dans le cadre d'Arpège, sollicite des mouvements de posture, d'adaptations diverses et parfois contraires. Le cadre s'étire alors pour répondre au plus près de la demande, tout en maintenant la fonction et la structure du Dispositif.

Ces derniers temps, à l'image de l'adolescent qui peut être dans des demandes et des envies contraires, la parole du concerné nous a été portée afin que nous puissions répondre à ses questions : Puis-je vivre la réunion, comment me saisir de ce qui est dit, sans être présent ? La présence physique pouvait-elle représenter un coût trop important ? Les angoisses étaient-elles trop envahissantes pour pouvoir se présenter auprès de tous les professionnels qui investissent son accompagnement ? Quoi qu'il en soit, il était important de pouvoir créer un outil pour le jeune dont il est question, duquel il pourrait se saisir, qu'il choisirait de lire ou non, de relire, dans la temporalité qu'il souhaite et au moment qu'il pense le plus opportun. Une synthèse de nos échanges a donc été réalisée, synthèse qu'il pourra commenter, à côté, sans s'exposer - qui sera adaptée à sa compréhension, à sa lecture, sans jargon professionnel qui pourrait en modifier la coloration et la personnification. Nous nous sommes prêtées à cet exercice, venu, une fois de plus, interroger notre positionnement et nos façons de rendre compte de ce qui se vit au sein des réunions, d'évaluer alors ce qui pourrait être pertinent pour lui, sans le heurter. C'est ainsi que deux comptes rendus ont été rédigés, tous deux destinés à synthétiser, analyser, rendre lisibles des mots pour chaque lecteur. Et qui sait, peut-être que de cette façon, le jeune se pensera en mesure d'assister aux réunions suivantes ?

En 2019, Trois « Gazettes » ont été diffusées à l'ensemble des professionnels de la PJJ du Département. Le format de cette Gazette devra évoluer afin de pouvoir être diffusée à plus grande échelle à l'ensemble des professionnels qui oeuvrent auprès d'adolescents dans notre Département. Perspectives annoncées pour **2020**!

Le dispositif ARPÈGE,
en chiffres...

-> Répartition mensuelle des réunions d'accompagnement de parcours

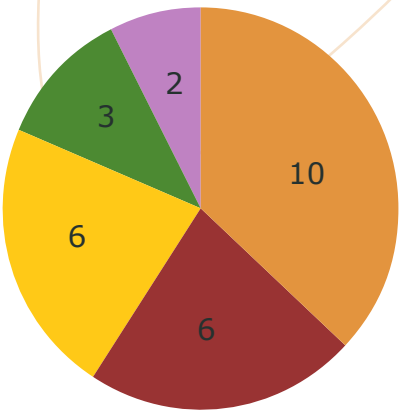


La durée des réunions de coordination s'allonge: l'accueil des membres des familles et/ou de l'adolescent nécessite d'être préparé en amont avec l'ensemble des professionnels présents et engage un temps supplémentaire dans la réunion. Cette place nous engage en tant qu'équipe du réseau à être en lien direct avec ces familles pour qui le travail partenarial devient visible et avec lequel elles peuvent interagir.

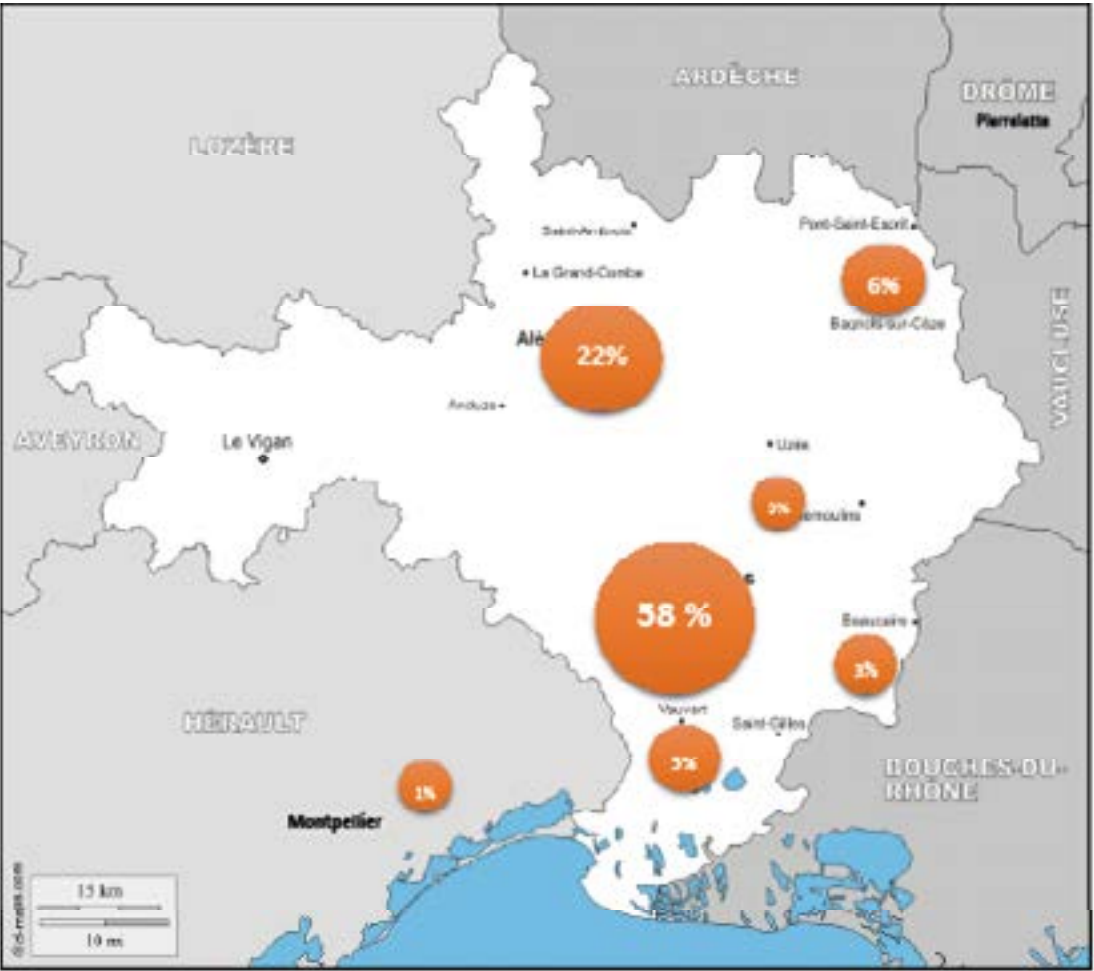
-> Nombre d'actions et de participations du dispositif

- Participation à la dynamique inter Régionales des Réseaux de santé
- Actions de soutien aux projets des partenaires
- Participation aux questions de santé publique (PTSM, Schéma Départemental)
- Action d'information interpartenariale (Petits Déj', Gazette...)
- Présentation du Réseau aux partenaires

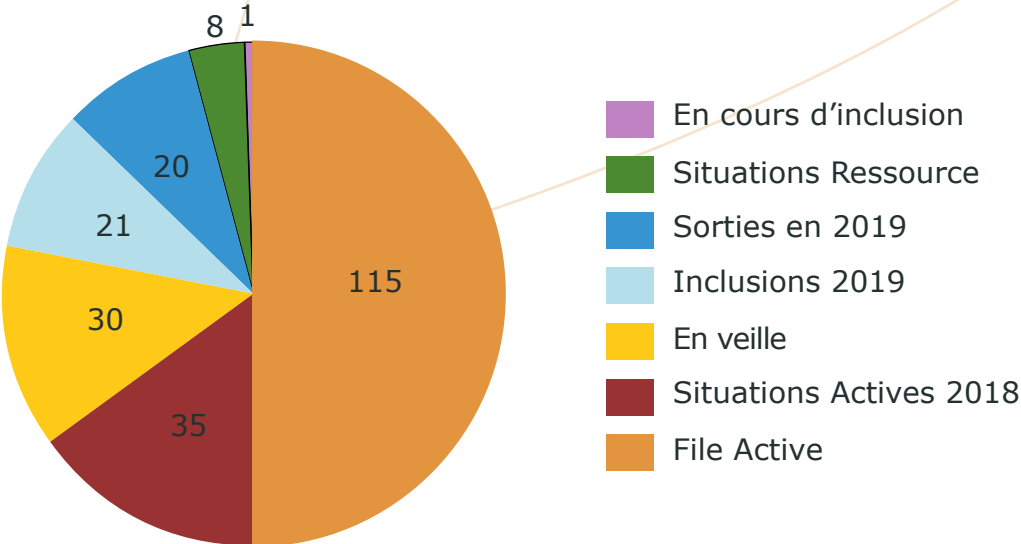
Le Dispositif s'inscrit pleinement dans la dynamique de santé publique et participe aux réunions initiées par l'ARS (PTSM) et aux groupes de travail de Schéma Départemental. Le Dispositif met à contribution sa connaissance des problématiques du territoire en ce qui concerne les besoins du territoire dans le champ de l'adolescence et de la Santé Mentale.



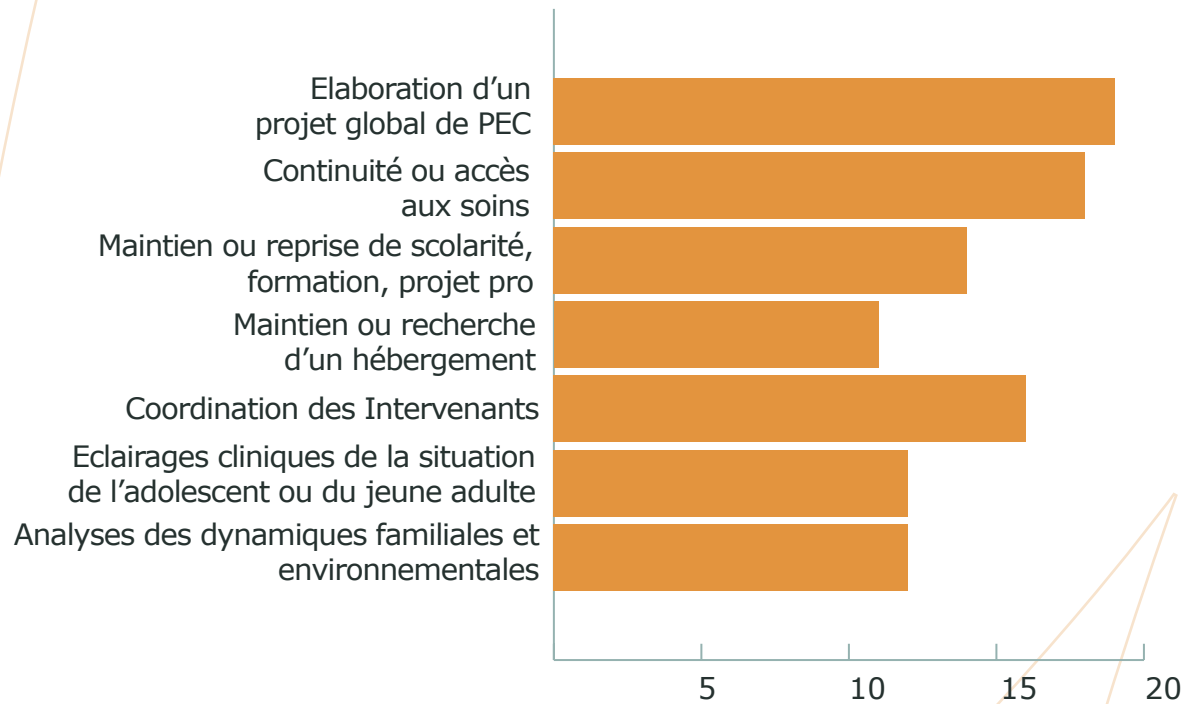
-> Cartographie de la répartition des réunions 2019



-> Répartition de la File Active

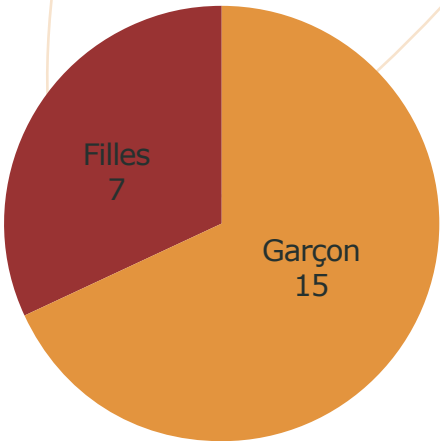
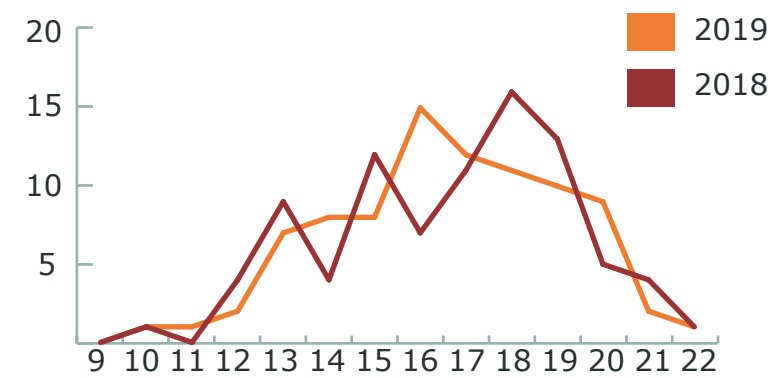


-> **Motifs de la demande**

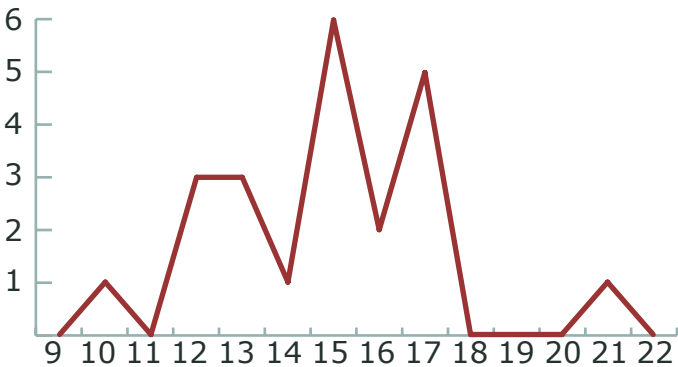


Nous sommes très sollicités concernant les difficultés d'accès au soin. Cette demande est le reflet sur notre territoire d'un manque de ressources dans le secteur pédopsychiatrique et d'une difficulté pour le secteur psychiatrique à répondre aux problématiques et besoins présentés par les grands adolescents à partir de 16 ans. Ce manque est davantage impactant sur des territoires comme Alès qui n'ont pas de places d'hospitalisation complète pour adolescents et où, pourtant, des problématiques aiguës et en nombre nécessitent des moyens de cet ordre.

-> **Répartition par âge de la File Active**

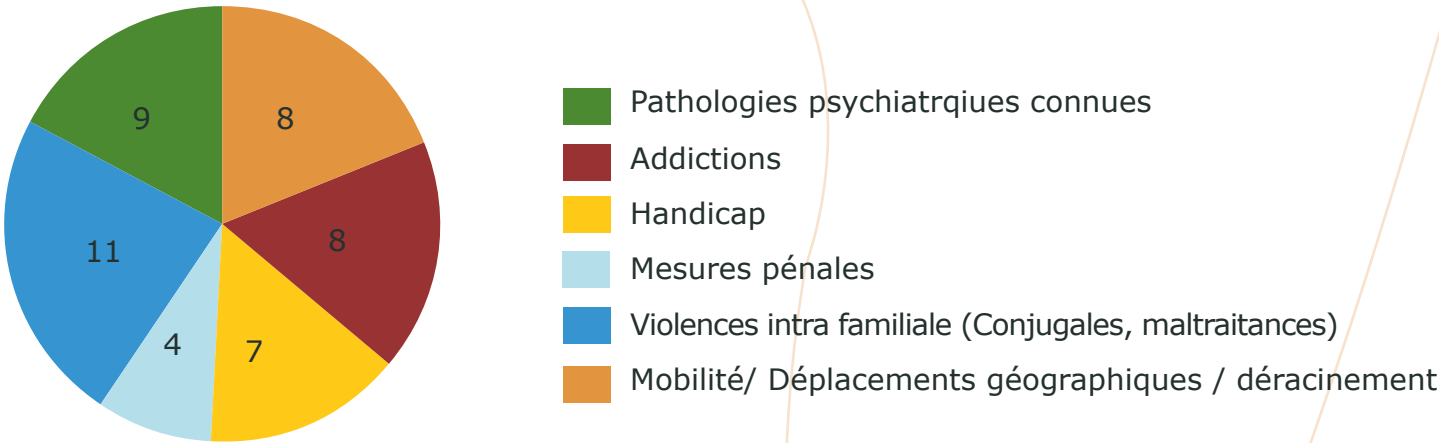


-> **Répartition par âge des nouvelles inclusions**



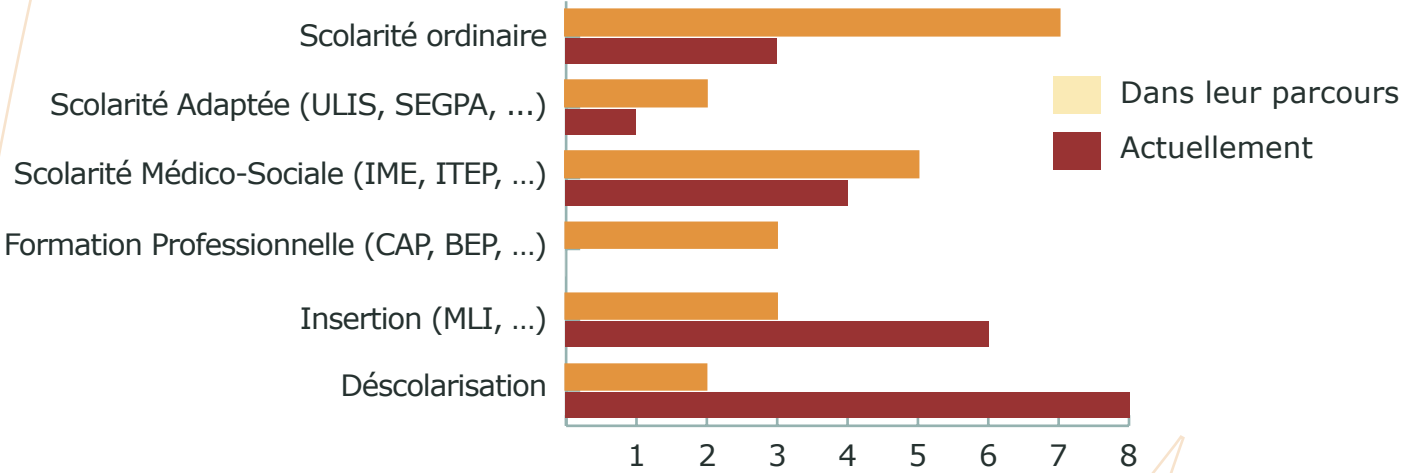
L'âge charnière des 16 ans fait de nouveau également complexité pour les professionnels qui nous sollicitent légèrement en amont. En effet, lorsque l'adolescent qu'ils accompagnent atteint cette limite d'âge: fin de l'obligation scolaire, difficulté d'accès aux soins et adolescence « active » font de cet âge un passage à « haut risque ».

-> **Éléments de vulnérabilités familiales**

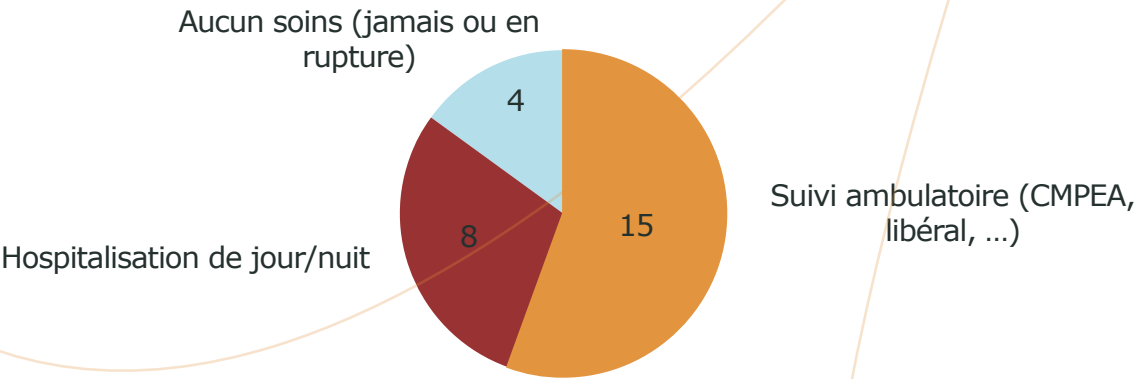


Les premiers éléments de vulnérabilité des familles dans lesquels les adolescents ont vécu ou vivent encore sont les violences : qu'elle soit conjugale et eux témoins ou intra familiale et eux victimes, elles concernent un tiers des jeunes.

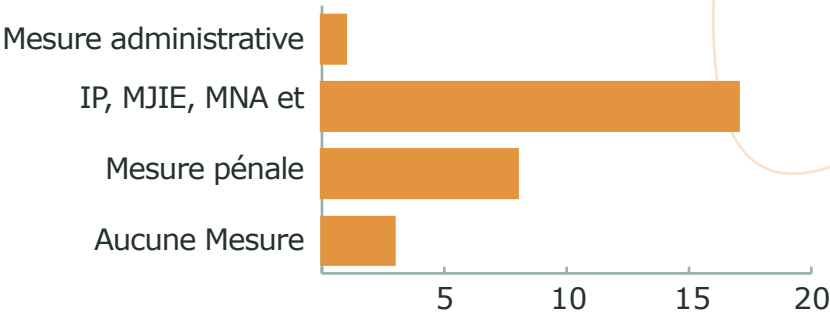
-> *Parcours scolaire*



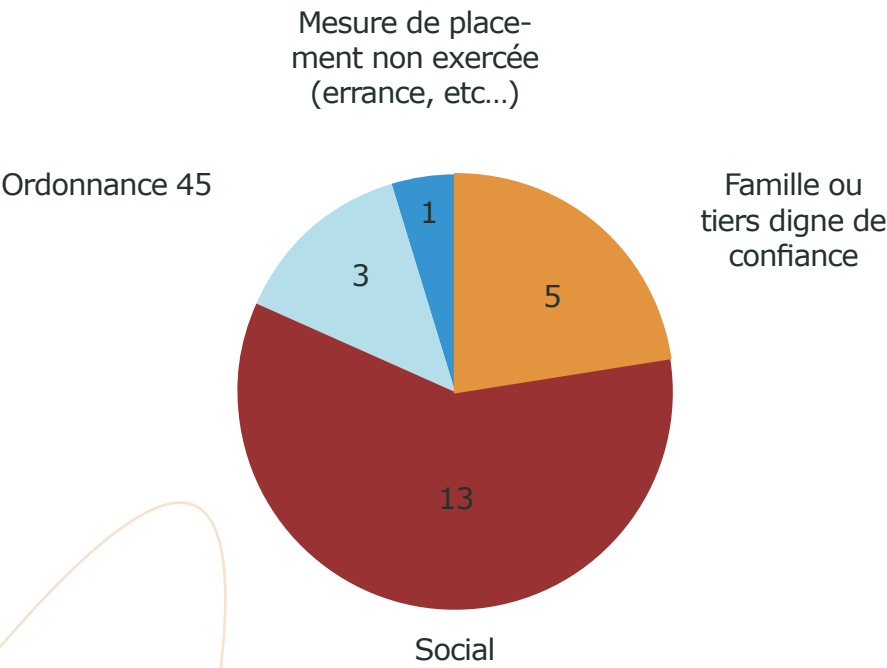
-> *Mode d'hébergement*



-> *Actions administratives, judiciaires ou pénales*



-> *Parcours de soin*





RADÉO

- Les points cardinaux de la boussole du RADÉO **P. 57**
- Accompagner les parents et les familles **P. 65**
- Le savoir partagé **P. 69**
- Que savons nous sur la radicalisation ? **P. 72**
- Colloque : «Le travail social face à la prévention de la radicalisation.» ... **P.78**

Les points cardinaux de la boussole du RADeO et les embarquements marquants pour 2019



Pierre MÉJEAN
Psychologue
Clinicien,
Coordinateur
dispositif RADéo



L'action préventive du RADeO s'inscrit dans un ensemble d'objectifs indiqués par le plan national de prévention de la radicalisation de 2018 organisé suivant 5 axes majeurs :

- Prémunir les esprits face à la radicalisation
- Compléter le maillage détection/prévention
- Comprendre et anticiper l'évolution de la radicalisation
- Professionnaliser les acteurs locaux et évaluer les pratiques
- Adapter le désengagement

De plus au niveau départemental, les objectifs spécifiquement indiqués au RADeO par la Préfecture l'enjoignaient pour 2019 à :

- former par les modalités d'analyse de la pratique et de la supervision clinique les acteurs locaux et organiser un colloque professionnel de portée nationale ;
- poursuivre le maillage du réseau avec les partenaires de droit commun et renforcer les liens avec la pédopsychiatrie et la PJJ, assurer le soutien aux familles dans le cadre des retours de Syrie, assurer le suivi des personnes accompagnées en prison en voie de sortie ;
- communiquer et sensibiliser ;
- innover.

Qu'en est-il donc à l'heure du bilan 2019 ?



FORMER – INFORMER

Le colloque des 17 et 18 novembre « Le travail social face à la prévention de la radicalisation » a répondu à cet objectif d'informer au plus large l'ensemble des acteurs associatifs du vivre-ensemble et des professionnels des champs de l'enseignement, de la formation, du social, de l'éducatif, de la santé ... Sa réalisation a été possible avec l'appui des partenaires institutionnels : le Conseil Départemental, la Protection Judiciaire de la Jeunesse, la Caisse d'Allocations Familiales, l'Institut de Formation aux Métiers Educatifs et la Préfecture.

La construction de ce colloque (thématique, recherche et articulation des intervenants) a été l'œuvre de Boris Goujon, doctorant chercheur auprès de RADeO. L'article de synthèse qu'il nous présente - Que savons-nous de la radicalisation ?- nous ramène à être attentifs, dans une dimension psychosociale, aux différents aspects processuels et mécanismes pouvant mener à l'émergence d'un parcours de « radicalisation ». Boris Goujon nous indique également des pistes de réflexion pour avancer dans l'intervention préventive.

Concernant la formation au plus près du terrain, les 2 dispositifs d'analyse des pratiques professionnelles « radicalité-radicalisation » et de supervision « clinique du lien-réseau » ont été reconduits auprès des professionnels plus engagés dans la pratique du réseau.

Ils ont accueilli au long de l'année 29 personnes d'horizons professionnels diversifiés : le référent préfectoral du culte musulman, des membres des équipes de médiation municipale, d'associations de quartier, de la prévention spécialisée, de CCAS (Centre Communal d'Action Sociale), du SPIP (Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation), la référente laïcité de la PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse), la coordinatrice du REAAP (Réseau Ecoute Appui et Accompagnement des Parents), un formateur à l'IFME (Institut de Formation aux Métiers Educatifs), des psychologues et thérapeutes familiaux, une pédopsychiatre des CMPP.

Après un semestre, le DAPP (dispositif d'analyse des pratiques professionnelles) « radicalité-radicalisation » a été suspendu de par sa moindre fréquentation ; il semblait ne plus répondre à un besoin. Par contre, le dispositif de supervision « clinique du lien-réseau » a été renforcé. Les finalités visées dans cette instance restent :

- aider à préciser et différencier les représentations des professionnels autour des enjeux « radicalité-radicalisation » et pouvoir ensuite les transférer auprès de leur équipe et contexte de travail ;
- élaborer les éléments de repérage et de décodage des situations d'adolescents ou jeunes adultes présentant des signes de mal-être avec un risque à entrer dans un processus de rupture, associés à une vulnérabilité face à des croyances idéologiques et religieuses extrémistes (début d'engagement ou engagement affirmé dans des justifications de postures sectaires, de discriminations ségrégatives, ...) ;
- identifier les éléments de travail en réseau pour porter attention à ces situations ;
- repérer les éléments pour porter attention et orienter les situations de parents et de familles touchées par la disparition ou l'incarcération d'un proche en raison de son engagement djihadiste.



Le superviseur de cette dynamique « clinique du lien -réseau » est Pierre Benghozi, psychiatre, ancien chef de service de psychiatrie de l'adolescent, psychanalyste, groupe, famille, couple, formateur, superviseur, Président de l'Institut de Recherche en Psychanalyse du Couple et de la Famille, ex président de la commission interministérielle Violences, expert MIVILUDES à propos de la radicalisation, Directeur de publication Revue SFPPG.

Pierre Benghozi attire notamment l'attention des professionnels engagés dans le travail de supervision sur la dimension de la transmission transgénérationnelle de la Honte et du Ressentiment, comme facteurs pouvant favoriser l'émergence de l'entrée dans un processus de radicalisation.

« Il n'y a pas de profil type, mais... il y a des vulnérabilités, en particulier à l'adolescence. La plupart des embrigadés sont âgés de 14 à 25 ans. C'est donc l'âge de l'adolescence, du « pubertaire » selon Philippe Gutton. C'est sans doute parce que l'adolescence est symptôme des phases de passage dans un processus en transformation individuelle et groupale. L'adolescence est ici à penser comme adolescence groupale familiale, communautaire et comme adolescence sociale « en crise » L'adolescence est, dans son expression individuelle, aussi un symptôme des identités familiales, communautaires et sociétales en transformation. La dimension psychodynamique peut être appréhendée par rapport aux enjeux des idéaux mobilisés dans un contexte psycho-géo-politique. C'est une phase transitionnelle de crise mobilisant les compétences d'étayage parental, groupal familial et communautaire. Cela se traduit à l'adolescence par la réactualisation critique des idéologies, des utopies et par le réaménagement des contenants mythiques organisant les idéaux, les principes, les valeurs, les croyances, les métagarances... »-1-

Comment, dans ces contextes, prendre soin des personnes et des systèmes familiaux, comment « témoigner d'une sollicitude bienveillante en évitant la stigmatisation excluante ? ».





« Complexifier car nous n'avons pas affaire à des sujets hors liens, sans histoires. [...] ils appartiennent à des histoires familiales, souvent traumatiques, et ils sont pour la plupart porteurs dans leurs trajectoires des traces de la grande histoire. Ils sont héritiers de l'immigration, de la colonisation, de la guerre. Et pour ceux qui sont sans héritage a priori, à ce niveau là, ils partagent le même vécu expérientiel d'humiliations, d'exclusion sociale et de cantonnement spatial. Toujours dans cette volonté de complexification, confronter notre contexte social, politique et historique à d'autres réalités afin d'observer le phénomène de la radicalisation violente dans différents contextes d'éclosion. »-2-

COMMUNIQUER ET SENSIBILISER

Si le colloque des 17 et 18 novembre a été un moment important de communication et de sensibilisation vers le grand ensemble des partenaires de droit commun, le RADeO a aussi été engagé dans diverses actions d'information-sensibilisation, sollicité au cours de l'année par :

- le CLSPD (Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance) de la Grand-Combe pour participation à la préparation et réalisation d'une journée au mois de mai à destination des professionnels des services sociaux et éducatifs communaux et du monde associatif ;
- l'équipe lozérienne de la Mission Locale et des PAEJ (Point d'Accueil et d'Ecoute Jeunes) pour conseil au développement d'un projet de prévention, puis présentation au réseau local ;
- le Foyer Départemental de l'Enfance à Nîmes en partenariat avec la référente laïcité citoyenneté de la PJJ en mars.
- Il a été sollicité pour apporter le témoignage de son expérience sur des journées d'études organisées :
- par la SFPPG (Société Française de Psychothérapie Psychanalytique de Groupe) à Paris en mars sur « la Clinique des Réseaux »
- par le CRESAM (Centre de Ressources en Santé Mentale) de la région Occitanie à Toulouse en octobre « Radicalités violentes et désistances – Vues d'ici, vues d'ailleurs »

Il a également participé, en partenariat avec la Préfecture, à la réalisation de l'action de prévention primaire constituée par la lecture de la pièce « Les teneurs » en octobre au lycée Philippe Lamour devant des classes de terminale suivie d'un débat.



POURSUIVRE LE MAILLAGE DU RESEAU AVEC LES PARTENAIRES DE DROIT COMMUN ET RENFORCER LES LIENS AVEC LA PEDOPSYCHIATRIE ET LA PJJ, ASSURER LE SOUTIEN AUX FAMILLES DANS LE CADRE DES RETOURS DE SYRIE, ASSURER LE SUIVI DES PERSONNES ACCOMPAGNEES EN PRISON EN VOIE DE SORTIE.

Concernant le maillage-réseau, en 2019, 21 conventions ont été signées avec des associations œuvrant pour le lien social sur les quartiers « politique de la ville » ou en réinsertion, avec des associations œuvrant en protection de l'enfance, avec le SPIP et la PJJ, avec des mairies et des professionnels libéraux de santé (psychologues et pédopsychiatre) et institutionnel (pédopsychiatre).

Le RADeO a poursuivi ses accompagnements auprès de 11 familles touchées par l'engagement avéré d'un de leur enfant (alors adolescent ou jeune majeur) dans un processus d'affiliation extrémiste. Ces jeunes gens ont quitté la France afin de rejoindre Turquie et Syrie pour 11 d'entre eux entre 2013 et 2015, pour un autre à manifester sur les réseaux sociaux une posture qualifiée pénalement « d'apologie du terrorisme » conduisant à son emprisonnement en France.

De ces 11 jeunes gens partis sur zone, si 4 sont revenus, 5 y ont décédé ou disparu (1 jeune femme et 4 jeunes hommes) et 2 jeunes femmes sont actuellement retenues sur place, dans des conditions dramatiques de survie dans le même camp au nord de la Syrie avec leurs 4 jeunes enfants d'entre 7 et 2 ans d'âge.

Le jeune homme condamné en 2017 pour apologie du terrorisme a été libéré sous contrôle judiciaire en mai dernier, après 3 ½ ans d'exécution de peine en détention. Il a initié une démarche de formation professionnelle, et a commencé actuellement à travailler. Le RADeO poursuit l'accompagnement social auprès de lui-même et de sa famille.

De ces 11 jeunes gens partis sur zone, 4 ont pu revenir. Un premier homme parti en 2013 est revenu après 3 mois, désillusionné par son expérience sur place, mais restant dans une affiliation idéologique et religieuse rigoriste extrême à son retour, et donc sous veille sécuritaire. Depuis, passés les rapports distendus, douloureux avec sa famille, il s'y est ré-affilié peu à peu, avec un parcours d'insertion professionnelle réussi. Deux autres sont incarcérés (1 femme et 1 homme), une est en liberté surveillée. Tous trois sont en attente de leur procès.

Certains de ces accompagnements mobilisent l'action concertée de la PJJ, du SPIP et du RADeO.

Pour étayer les familles face au bouleversement induit par ces ruptures à valeur traumatique, en fonction de leurs attentes et besoins, les modalités d'accompagnement peuvent être collective et/ou individuelle (cf. l'article de Sylvie Cavillier, psychologue spécialisée dans les actions collectives de soutien à la parentalité, référente de cette action au RADeO « *Accompagner les parents et les familles [...] Penser ensemble pour se restaurer et agir ensemble* ».), et doivent être pensées de manière complexe.

INNOVER

Comprendre pour agir en matière de prévention de la radicalisation nécessite d'aller chercher des partenaires pour partager expertises et questionnements face au champ des pratiques à évaluer, préciser et améliorer afin de répondre aux missions de prévention et de cohésion sociale qui nous confiées. (Cf. « Le savoir partagé » par Philippe Rigoulot, directeur de la MDA.)

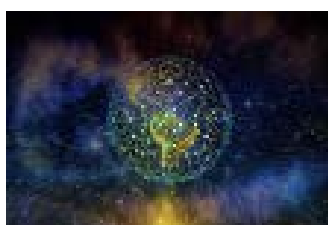
Quelques constats de professionnels chercheurs et praticiens ...



« La radicalisation peut être comprise comme une rencontre, le plus souvent active, entre un parcours individuel marqué par des vulnérabilités et un système idéologique légitimant le recours à la violence, et cela dans un contexte social, politique et historique favorable. Cette complexité

interdit toute réponse unique et tout raisonnement en termes de causalité linéaire. Les vulnérabilités retrouvées chez les jeunes radicaux ne sont nullement spécifiques de la problématique radicale qui peut être comprise comme une symptomatologie au même titre que d'autres psychopathologies fréquentes à l'adolescence (anorexie mentale, addictions...) ».-3-

« La radicalisation renvoie à un phénomène complexe. Un des aspects de cette complexité est illustré par la pluralité des vocables en présence : « radicalisation » violente de type « djihadiste », radicalisation menant à la violence, extrémisme violent... [...] Toutefois, dans la radicalisation, c'est bien la violence qui est problématique. La violence extrême, projetée sur la société ».-2-



« La radicalisation touche majoritairement des jeunes, dont les deux tiers ont entre 15 et 26 ans. Elle fait planer des menaces sur la vie, le lien social, la paix civile, elle affaiblit l'État de droit à travers le recours à des mesures d'exception. Elle peut mener à la violence, mais pas nécessairement, non sans répandre la haine et l'insécurité diffuses.

Il s'agit d'un phénomène mondial évolutif et multiforme, installé durablement, ainsi que le soulignent de nombreuses organisations internationales. » -4

Mobiliser les compétences et l'expertise parentale ...



« Dans le domaine des radicalisations, les parents se sont souvent montrés inquiets avant tout le monde, parfois ils ont alerté ... Parfois ils n'ont rien vu. Parfois ils ont vu, mais ils n'ont rien fait. Ils ne voulaient pas, ne pouvaient pas, ou tout simplement ne savaient pas quoi faire ... [...] Mais surtout, qu'est-ce que ces parents ont bien pu manquer, rater, commettre ... ? Après tout ... ils ont engendré, éduqué ... ce jeune radicalisé, ce jeune djihadiste. Ont-ils failli dans leur mission parentale ? Le père ? La mère ? Les deux ? Sans doute oui. Ils ont failli. A minima comme tous ceux qui se sont frottés à l'exercice parental. Comme vous, et comme moi. » -5-

Au-delà de l'accompagnement des situations individuelles et familiales, une autre question s'est ouverte résultant du cheminement effectué par le RADeO avec certains des parents des familles touchées par la radicalisation d'un de leurs enfants : comment prendre en compte leur expertise parentale et la mobiliser ? Comment, pour ceux qui le souhaitent, leur permettre de se former pour devenir eux-mêmes des acteurs de prévention ?

Si le souci de la puissance publique a pu être assez rapidement, dès 2015, la production et la diffusion d'un contre-discours, parmi lequel, entre autres, des témoignages de parents face à la diffusion de l'offre d'un DAESH alors en pleine expansion, il y a maintenant une action à penser et mener sur les moyen et long termes pour « prémunir les esprits face à la radicalisation » (plan national de prévention de la radicalisation) dans laquelle les apports des parents pourront être pertinents, notamment pour sortir de la « polarisation sociale » mobilisant des lectures communautaristes et stigmatisantes de ces enjeux et aller vers la « résilience collective », cette capacité d'agir collectivement après un moment difficile.

« Prévention de la radicalisation : résilience collective et polarisation sociale » était le thème des journées d'études proposées les 5 et 6 septembre 2019 par le Réseau VIRAGE (Violence des Idées, Ressource et Accompagnement Grand Est) avec lequel le RADeO est en lien privilégié (affiliation MDA).

La psychologue animatrice du collectif pour le soutien aux parents et un parent du groupe sont allés y prendre des informations, chercher des pistes de stratégie préventive, et notamment prendre lien avec des parents de la région strasbourgeoise y témoignant d'un début d'actions de prévention de la radicalisation, notamment en détention. Cette rencontre a encouragé le groupe des parents accompagnés par le RADeO à avancer dans le projet de constituer un document « audio-visuel destiné au grand public afin de rendre compte, avec simplicité et émotion, du parcours de ces familles touchées par la radicalisation. Le but est double : outil de prévention à diffusion diverse (depuis la prévention primaire jusqu'en prévention tertiaire pour des programmes de désengagement), outil pour espérer faire évoluer l'opinion publique et les prises de décisions politiques concernant les possibles rapatriements ». -cf. article de S. Cavillier-



Les perspectives pour le RADeO sont donc, après avoir été convoqué sur le champ de la prévention secondaire et être entré dans le champ de la prévention tertiaire, de s'équiper pour développer des interventions dans le champ de la prévention primaire.



*Marche aujourd'hui,
marche demain, c'est
en marchant que se fait
le chemin ...*

EXTRAITS BIBLIOGRAPHIQUES :

1. **Pierre Benghozi**, in De Boeck Supérieur - N° 63 des Cahiers Critiques de Thérapie Familiale et de Pratique de Réseaux de février 2019 - « Radicalisation et Famille » - « le Pacte d'emprise radical : le Djihad, une néoconversion à un néomythe », pages 168-169
2. **Zohra Harrach-Ndiaye**, in Le Seuil/Le Genre humain - Etats de la radicalisation - 2019/2 N° 61 - « Approche de la radicalisation, l'expérience de la Seine Saint-Denis », page 333
3. **Sébastien Dupont, Julie Rolling, Rabhia Senouci et Guillaume Corduan**, in De Boeck Supérieur « Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux » -2019/2 n° 63 - « De la radicalisation violente à la reconstruction du lien. L'accompagnement thérapeutique de Jeanne et de sa famille », page 123
4. **Fethi Benslama**, in Préface, Le Seuil / Le Genre humain » - Etats de la radicalisation - 2019/2 N° 61, page 20
5. **Delphine Rideau**, in Rapport d'activité 2018 du Réseau Virage - « Le défi et les leviers de la valorisation des compétences parentales »- page 58



Sylvie CAVILLIER
Psychologue
libérale,
Plateforme RADeO,
MDA30

***Accompagner les parents et les familles touchées par l'affiliation extrémiste d'un adolescent ou jeune majeur.
Penser ensemble pour se restaurer et agir ensemble.***

[La ressource du collectif pour groupe de paroles parents, week-end familles, groupe de paroles fratrie.]

Le groupe de parole des parents s'inscrit dans une prise en charge globale des familles confrontées au parcours confirmé de radicalisation d'un de leurs enfants. A côté de l'accompagnement individuel (via l'association de quartier, ou le coordinateur du réseau RADeO), la thérapie individuelle ou familiale à l'intention d'un ou de plusieurs membres de la famille, la rencontre de groupe constitue une des formes d'accompagnement des familles à l'intérieur d'un dispositif souple et réactif qui cherche à répondre aux besoins des familles au fur et à mesure qu'ils se font jour. En interaction constante, les différentes modalités d'accompagnement nourrissent à la fois la force du collectif et les capacités de chaque parent à faire face, tout en respectant des espaces de confidentialité propres aux missions de chacun.

À l'origine du groupe, ce sont quelques familles « sous le choc » qui, en se manifestant auprès de l'association de quartier, expriment le besoin de partager leur détresse face à une expérience qu'on peut qualifier de traumatique, une expérience difficilement communicable au-delà de la famille très proche, et difficilement pensable. Le groupe existe sous sa forme actuelle de-

puis plus de trois ans maintenant et se réunit environ une fois par mois. Il est constitué de sept familles (six mères et un père) dont les enfants sont engagés dans des trajectoires de radicalisation multiples. Si une psychologue, spécialisée dans l'accompagnement collectif, anime le groupe, les autres intervenants s'y associent au gré du temps, de manière fluide, selon les réflexions engagées ou les projets portés par le groupe. Ce sont les liens de confiance tissés entre familles, entre familles et intervenants (eux-mêmes représentants d'un État considéré alors comme « aidant », « protecteur », et non seulement « jugeant » et « sanctionnant ») qui constituent le socle de sécurité apte à contenir les blessures intimes et l'expression des sentiments de détresse, d'angoisse, de colère. En parallèle, depuis l'automne 2018, se tiennent chaque année en Cévennes, deux « week-ends familles » afin de permettre aux parents et aux enfants de s'extraire d'un contexte quotidien éprouvant. Véritables parenthèses de ressourcement, les week-ends sont aussi des marqueurs positifs dans un épisode de vie familiale marqué par l'épreuve.



La fonction première du groupe peut se décrire en termes de protection, de support et d'entraide. Entre les membres du groupe, pendant la durée de la rencontre, mais aussi en dehors des temps de rencontre puisque les parents restent en lien et se soutiennent en cas de coup dur ou de mauvaise passe. Sans cette vigilance bienveillante, la tentation est grande du repli sur soi et de l'isolement social. Dans le contexte sociétal actuel, la pression sur les familles, et par ricochet sur la vie du groupe, est intense et constamment alimentée par les événements et les nouvelles, parfois contradictoires, qui ponctuent le parcours de radicalisation de leur enfant: (décès, disparition, perquisition, emprisonnement, jugement, rétention dans des camps en Syrie, libération...), mais aussi par les aléas du contexte géo politique, (attentats, conflits, bombardements...). Outre ce contexte constamment en évolution (et en ébullition) les parents, tout comme les intervenants, se confrontent à des instances, des mondes et des pratiques jusque-là inconnus : justice, police, avocats, journalistes, renseignements territoriaux... La peur constitue une dimension très spécifique, omniprésente et latente : peur du regard social, peur de la nébuleuse Daech (avec la présence des recruteurs sur le terrain,) peur d'être surveillé/espionné, peur d'être assimilé à un terroriste, peur de ses propres sentiments contradictoires vis à vis de son propre enfant... Le groupe représente à la fois un rempart, une halte, « une famille »

« un entre nous » protégé et à protéger où l'on peut souffler, décharger ses émotions et éviter la coupure affective (chez elles, les mamans « vont pleurer dans la salle de bain »). Comment réagir devant les photographies des petits enfants nés à l'étranger et détenus dans des camps dans des conditions terribles. Certaines zones, délicates à élaborer, ne peuvent être abordées que par petites touches au gré des événements et des questionnements des uns et des autres. Ce sont donc des moments chargés en émotions intenses accueillies par le groupe, le moment « du cœur ». Comme dans tout groupe de pairs, le partage d'une expérience commune permet de verbaliser et de mettre à distance les sentiments de honte et de culpabilité, afin de préserver (ou de restaurer) la dignité nécessaire pour rester debout et « ne pas baisser les bras ». On a affaire à une sorte de parentalité de l'extrême qui doit s'approprier au jour le jour, compte tenu des événements, sur fond de malaise familial, de difficultés financières (les frais d'avocats) et d'ennuis de santé (angoisse, dépressions, problèmes psychosomatiques). C'est pourquoi le groupe est aussi un groupe joyeux, où le partage, la bonne humeur et le rire sont implicitement appréhendés comme des outils de restauration. On passe ainsi des larmes au rire, de l'abattement au courage reconquis, on se fabrique de bons souvenirs, la vie doit continuer, même si la capacité naturelle à se projeter dans l'avenir est entravée, même si la famille est sortie de ses rails.



Une autre visée du groupe porte sur l'attention à la vie familiale et plus particulièrement à la fratrie. Comment préserver un équilibre familial que la trajectoire du jeune a bouleversé de manière durable ? Que dire de la situation (quelle vérité ?), aux frères et sœurs, notamment au plus jeunes d'entre eux, entre le besoin de les épargner, de ne pas les mettre en difficulté dans leur environnement scolaire et amical, la nécessité de préserver l'image de l'absent, et l'exigence de ne pas vivre dans le mensonge ou le non-dit. Quelles représentations la fratrie va-t-elle se construire du frère ou de la sœur en question (décédé(e), disparu(e), emprisonné(e), ou dans les meilleurs cas, en voie de réinsertion). Mosaïque d'images difficiles à concilier : celle du frère/de la sœur d'antan, celle de la victime d'un embrigadement, celle (souvent occultée parce qu'intolérable) d'un terroriste, coupable responsable de faits ou de méfaits. Comment penser une réinsertion future du jeune en détention, ou tout juste sortie de détention, ou un retour éventuel ? La proposition est venue au cours du week-end familles de septembre de créer un groupe spécifique aux

fratries. Proposition retenue et mise en œuvre début 2020. La temporalité de la famille et ses stratégies d'adaptation servent de boussole aux intervenants. La capacité des parents, à travers le support du groupe, à se restaurer et à tenter de maintenir leur santé psychique face aux risques dépressifs bien présents a un impact direct sur la vie familiale.

Une troisième fonction s'attache à répondre à un sentiment d'utilité sociale. Le besoin de dignité des parents, de « rester debout », s'inscrit comme un contrepoint nécessaire et vital à la place qui leur est socialement assignée par l'opinion publique : de coupable (parents de terroristes, de traîtres, mauvais parents, terroristes eux-mêmes) ou de simple victime. Ils revendiquent de ne pas perdre leur place de citoyen, tout en éprouvant vis à vis de l'État des sentiments contradictoires. Comment se positionner et faire valoir la parole des parents, comment l'exposer dans l'espace public tout en protégeant les personnes de l'exposition médiatique avec toutes les formes de risque en retour ? Comment se préparer à cette prise de parole ?

Face à cette complexité, le choix a été fait en début d'été de réaliser un documentaire audio-visuel avec l'aide d'un cinéaste. Le projet, en cours actuellement, a pour ambition première de constituer sous forme créative un récit destiné à chaque famille, une sorte de mémoire à conserver qui pourra au fil du temps, un jour, plus tard, être visionné. Sans nier le droit à l'oubli auquel légitimement chaque famille a droit pour poursuivre sa vie, il s'agit peut-être d'éviter qu'une chape de plomb s'installe sur cette période de vie pour les générations actuelles et celles à venir. Un second support audio-visuel sera destiné au grand public afin de rendre compte, avec simplicité et émotion, du parcours de ces familles touchées par la radicalisation. Le but est double : outil de prévention à diffusion diverse (de-

puis la prévention primaire jusqu'en prévention tertiaire pour des programmes de désengagement), outil pour espérer faire évoluer l'opinion publique et les prises de décisions politiques concernant les possibles rapatriements.

Depuis trois ans, le temps a fait son œuvre, apaisant dans certaines situations, mais toujours générateur d'impuissance, de frustration et de colère dans d'autres. Un temps souvent imposé et dicté par les instances externes, comme celle de la justice, mais aussi par les décisions géopolitiques, parfois opaques, sur lesquelles les familles n'ont aucune prise, un temps subi donc mais télescopé par l'immédiateté des réseaux sociaux à travers lesquels se noue, même au loin parfois, le dialogue entre un parent et celui qui reste son enfant.



Philippe RIGOULOT :
Directeur de la
Maison Des
Adolescents du Gard

« *Le savoir est la seule matière qui s'accroît quand on le partage* »

[Socrate]



Depuis 2 années désormais, la MDA s'est dotée d'un Conseil Scientifique. Regroupant un ensemble de professionnels en exercice dans la pluralité des champs du sanitaire, du médicosocial, de la justice ou encore de l'éducatif, ce Conseil Scientifique est une instance consultative qui vient soutenir le Conseil d'Administration sur l'ensemble de l'activité que déploie la MDA30 en matière de réflexion, de conférences, de formations et de recherches, dans le cadre de sa mission ressource pour les professionnels, telle que définie au sein du cahier des charges des Maisons Des Adolescents.

Et c'est dans la continuité de l'esprit qui a présidé à la création de ce Conseil Scientifique qu'a été recruté Boris Goujon. Boris est doctorant engagé en contrat CIFRE au sein de la MDA, et rattaché au Laboratoire de Psychologie des Pays de la Loire. Il développe depuis 2 ans une recherche sur radicalisation et travail social. C'est dans le cadre de ses activités au sein de la MDA qu'il a élaboré le programme du colloque « Le travail social face à la prévention de la radicalisation » détaillé plus loin.

Mais l'activité de ce Conseil Scientifique ne se limite pas à la production et à l'édition de travaux de recherche. Et c'est ici la seconde ambition de nos colloques. Ils doivent en effet être suivis de déclinaisons effectives :

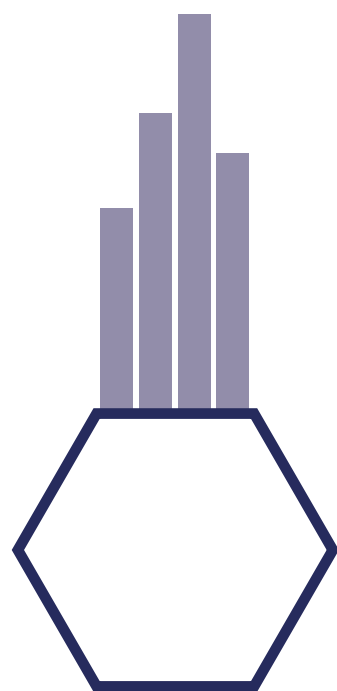
- D'une part, en favorisant les synergies à construire entre la théorie et la pratique, et en soutenant, par la connaissance, le développement des politiques publiques en direction des adolescents, de leurs parents, et des professionnels qui les accompagnent. Dans le cadre de la prévention de la radicalisation, par exemple, cette ambition est satisfaite, puisque le RADeO, dispositif créé par la Maison Des Adolescents du Gard dès 2015, a servi de base à la réflexion quant au déploiement de dispositifs similaires que nous avons accompagnés dans d'autres départements. Le RADeO partage désormais par ailleurs son expertise en tant qu'interlocuteur privilégié du CIPDR rattaché au Ministère de l'Intérieur, ainsi qu'en assumant la responsabilité d'animation de la réflexion sur ce thème pour l'ensemble des Maisons Des Adolescents de France, au sein de l'Association Nationale des MDA.



- D'autre part, l'activité du Conseil Scientifique doit être suivie de déclinaisons effectives en soutenant ces professionnels dans l'accomplissement de leurs missions et dans l'exercice de leurs responsabilités. Depuis sa création, le RADeO, n'a eu de cesse d'accompagner les professionnels afin de les assurer, et parfois de les ré-assurer, dans leur capacité à conduire des prises en charge de jeunes et familles en voie de radicalisation. Cela s'est traduit par la mise en place de nombreuses journées d'études, de sensibilisation et de formation, avec le concours de l'ADFI, puis du CPDSI, suivies par plus de 1200 personnes, puis par l'organisation encore récente de deux journées de colloque en mars 2018 qui ont permis notamment de croiser nos regards avec ceux d'équipes québécoises. Cela prend également la forme des groupes d'analyse des pratiques professionnelles, qui se tiennent tout au long de l'année, ainsi que des groupes de supervision clinique du lien réseau, animés par Pierre Benghozi qui nous a rejoints sur ce dispositif innovant.

Aujourd'hui, ce colloque, au plus près des préoccupations des professionnels, veut outiller ces équipes opérationnelles sur le terrain, afin qu'elles puissent construire, ensemble, une réflexion partagée autour de leurs pratiques, de leurs représentations, de leurs savoirs expérimentiels, là où le surgissement d'une problématique anxiogène telle que la radicalisation a pu, parfois, désorganiser les identités professionnelles, interroger les fondements éthiques des missions en direction des usagers, fragiliser les convictions acquises de longue expérience.

Enfin, et c'est là la troisième ambition de nos colloques, ils doivent, au-delà des discours, postures, réflexions et préconisations, faire fonction de catalyseur. La parole ne vaut que lorsqu'elle s'incarne ensuite dans l'action. En l'occurrence, le schéma présenté ci-dessous vient figurer ce cercle vertueux de catalyseur des énergies. Le RADeO déploie son activité dans 4 directions, auprès de 4 publics cibles : les individus signalés, les professionnels qui les accompagnent, les familles élargies et le grand public. Il ne peut le faire que par l'implication de tous, de chacune et chacun des professionnels extérieurs à la MDA, et qui prennent leur part dans cette action collective, certes coordonnée par la MDA et plus spécifiquement par Pierre Méjean, mais qui s'appuie largement sur les forces vives disponibles dans notre territoire, au plus près des populations. C'est cela le partenariat. C'est prendre sa part, dans la mission qui nous incombe de construire des réponses adaptées, ajustées, cohérentes, éloignées de toute idéologie, mais bien au service de l'épanouissement des personnes, afin de favoriser, dans les adolescents en devenir, l'avènement de personnes adultes et responsables pour demain.



Dans le schéma, des liens apparaissent entre les différents publics ciblés, ainsi qu'entre les professionnels qui les accompagnent. Et l'on peut en décrire le cheminement ainsi : dans sa mission de prise en charge des jeunes signalés (cercle du haut), le RADeO a le souci de soutenir les professionnels déjà opérants sur le territoire (travailleurs sociaux, soignants, enseignants, acteurs associatifs) qui conduisent ces accompagnements (cercle de droite). Ré-assurés, ces professionnels peuvent d'autant mieux accompagner les parents et familles élargies, en prenant en compte l'ensemble des dimensions constitutives de l'épisode qu'ils sont en train de traverser (cercle du bas). Écoutées, comprises et soutenues, ces familles sont à leur tour en capacité de construire un discours – en l'occurrence un film de témoignages – qui fait résilience pour elles, et qui pourra servir de support dans des actions de prévention à mener en partenariat avec tous les acteurs de prévention primaire. Si elles sont efficaces, ces actions de prévention viendront infléchir, nous l'espérons, le volume des adolescents signalés pour des faits de radicalisation. De la parole aux actes, en fédérant l'ensemble des forces vives disponibles. CQFD.

En conclusion je résumerai ainsi :

- Sanctuariser un espace de pensée alimenté par une réflexion universitaire et de terrain
- Ce faisant, éclairer la décision publique dans la structuration de dispositifs innovants et soutenir les professionnels dans le développement de leurs compétences au quotidien, au plus près de leurs besoins
- Et enfin promouvoir et impulser, à la faveur de ces temps d'échanges entre professionnels, des logiques d'actions innovantes, stimulantes, créatives...

... sont autant d'objectifs que je nous souhaite, d'atteindre, collectivement, lors de ces journées de colloques.

Alors, surveillez vos mails, la prochaine invitation ne va pas tarder à arriver !





Boris GOUJON :
Chercheur au
RADeO, Maison des
adolescents
du Gard
Doctorant au LPPL
(EA 4638),
Université d'Angers

Que savons nous de la radicalisation ?

Nous vous présentons ici quelques éléments issus de la littérature scientifique sur la radicalisation, ainsi que certaines recommandations formulées par les chercheurs. Lorsque l'on cherche le mot « radicalisation »¹ dans le moteur de recherche scientifique Google Scholar, plus de 150 000 résultats apparaissent. Devant cette quantité de ressources et notre contrainte de concision, deux choix s'offraient à nous : soit proposer un état de l'art au risque d'apporter peu d'outil de compréhension, soit se concentrer sur quelques aspects au risque d'exclure des travaux importants. Nous avons retenu cette deuxième option, car même si notre présentation sera très incomplète, elle permettra tout de même d'introduire quelques concepts psycho-sociaux à l'œuvre dans le processus de radicalisation.



1

Et son équivalent en anglais : « radicalization »

Pour nous assurer de bien évoquer le même objet, commençons par définir la radicalisation. Neumann (2009) définit ce phénomène comme « le ou les processus à travers lesquels des individus ou des groupes en viennent à approuver ou à participer à l'usage de la violence à des fins politiques ». Cette courte définition a le mérite d'insister sur cinq aspects importants :

- Tout d'abord la radicalisation est un phénomène processuel, c'est-à-dire qu'un individu ne soutient ou ne produit pas de la violence du jour au lendemain.
- Ensuite il est possible de considérer la radicalisation non pas comme un processus unique, mais comme pouvant advenir via différents processus.
- La radicalisation cognitive (l'approbation de la violence) peut se distinguer de la radicalisation comportementale (la production de violence).
- La radicalisation ne se limite pas à l'islamisme, et peut donc concerner plusieurs formes de militantisme.
- Et enfin la violence à un objectif politique, c'est-à-dire qu'elle vise à modifier notre organisation sociale.

COMMENT PEUT-ON EXPLIQUER CE PROCESSUS MENANT À LA VIOLENCE ?



Moghaddam (2005) propose la métaphore d'un « escalier vers le terrorisme » en six étapes, pour représenter la progression d'un individu vers la violence terroriste.

Dans la proposition de l'auteur, l'idée essentielle est que l'individu progresse graduellement vers la violence, qu'il peut s'arrêter à chaque niveau car d'autres possibilités s'offrent à lui, mais que le nombre de ces possibilités diminue au fur et à mesure de sa progression.

Un escalier vers le terrorisme (Moghaddam, 2005) ?

Le rez-de-chaussée : interprétation psychologique des conditions matérielles

Le rez-de-chaussée représente la phase dans laquelle l'individu va interpréter psychologiquement certaines de ses conditions de vie. Une privation (e.g. économique) ou une impossibilité d'évoluer socialement l'amènera à percevoir une injustice concernant son groupe d'appartenance ou une menace pour son identité. Cette perception pourra engendrer un sentiment de frustration ou de honte.

L'auteur insiste ici sur l'aspect

psychologique : c'est bien la perception de la réalité qui est en jeu et pas la réalité matérielle. En d'autres termes, on peut vivre dans une pauvreté extrême et ne pas se sentir traité injustement et inversement. Par exemple Krueger et Maleckova (2002) montrent que le soutien aux violences contre Israël est plus élevé chez les Palestiniens des classes sociales supérieures, car ces derniers semblent être plus à même de percevoir des injustices.

Le deuxième élément important est l'aspect collectif de l'injustice perçue : l'individu perçoit une menace ou une injustice pesant sur le groupe auquel il appartient et pas seulement sur lui.

Cette idée s'appuie sur les travaux de trois auteurs. Le premier, Runciman (1966) propose de faire la distinction entre le sentiment de « privation égoïste » (se sentir individuellement privé au regard de quelqu'un d'autre) et la « privation fraternelle » (se sentir collectivement privé au regard d'un autre groupe). Sur la base de cette distinction, Guimond et Dubé-Simard (1983) montrent que le sentiment de privation fraternelle est un meilleur prédicteur de mécontentement et d'engagement dans l'activisme.

Lorsqu'un individu ressent une frustration due à son appartenance groupale, il passera au niveau supérieur.

1er étage : identification des options de lutte contre l'injustice

Ici l'individu cherchera des solutions aux injustices qu'il perçoit. L'auteur identifie deux facteurs psychologiques dont dépendra la suite de la progres-

sion : la perception d'une mobilité sociale personnelle (Taylor et Moghaddam, 1994) et la perception des procédures légales (Tyler, 1994).

Lorsqu'une personne est membre d'une catégorie sociale stigmatisée deux possibilités s'offrent à elle : quitter le groupe ou lutter contre la stigmatisation. Par exemple les habitants d'un quartier défavorisé pourront être motivés à déménager pour ne plus subir de stigmatisations. Mais lorsqu'il n'est pas possible de changer de catégorie sociale (couleur de peau, handicap, sexe, etc.) l'individu peut chercher des moyens pour lutter contre la stigmatisation de son groupe. Dans ce cas les individus chercheront d'abord des procédures légales de militantisme.

Les travaux de Tyler et Huo (2002) montrent que si une personne a le sentiment de subir ce qui lui arrive elle ressentira une injustice et cela peu importe les explications apportées. Mais si elle a l'opportunité d'exprimer ses opinions en participant à la prise de décision via des procédures légales (e.g. en participant à la vie démocratique), elle n'éprouvera pas de sentiments d'injustice et acceptera davantage de respecter la loi.

Ainsi si un individu se perçoit membre d'un groupe stigmatisé qu'il ne peut pas quitter, qu'il a le sentiment de subir les décisions provoquant cette stigmatisation, et qu'il ne perçoit pas comment participer significativement à la prise de décision, il en ressentira une insatisfaction.

Les individus exprimant cette insatisfaction envers ceux tenus pour responsables passent au deuxième étage.

2e étage : le déplacement de l'agression

A ce stade l'agression est essentiellement verbale et se dirige vers les membres d'autres groupes. Pour pouvoir traiter la complexité de notre environnement nous avons besoin de le simplifier. Pour cela nous regroupons les objets sociaux, les événements ou les individus selon les caractéristiques communes qu'on leur prête. Cette classification nous amène à concevoir le monde en « eux » et « nous ».

Tajfel (1959) explique que cette « partition sociale » entraîne des biais stéréotypiques, c'est-à-dire que nous associons des caractéristiques générales aux différents groupes. Sur la base de ces stéréotypes nous développons des préjugés positifs ou négatifs et sur la base de ces préjugés nous produisons des comportements discriminants.

Les individus considérant que cette agression peut être physique se déplacent au troisième niveau.

3e niveau : engagement moral

A ce niveau, l'organisation terroriste apparaît comme un monde. En offrant un cadre idéologique, c'est-à-dire une grille explicative de notre environnement, les organisations terroristes viennent valider du point de vue de la morale l'utilisation de la violence. L'auteur explique que l'organisation emploie diverses stratégies pour faciliter l'acceptation de ce nouveau cadre idéologique : l'isolement, l'affiliation, le secret et la peur.

L'argumentaire déployé par ces

organisations se situe à deux niveaux :

- Au niveau macro : l'organisation terroriste aurait le pouvoir d'agir sur la société et d'être un moyen de lutte contre l'injustice. Elle argumente cela avec pour sophisme que si les gouvernements nationaux luttent contre elle, c'est qu'elle présente une menace pour la pérennité de ces derniers.
- Au niveau micro : elle se présente comme un refuge pour les individus qui subissent l'injustice. Ils ne sont plus les victimes isolées d'une société injuste, mais les militants fraternels d'une organisation visant la justice.

Si la personne s'approprie la grille idéologique proposée, elle passe au niveau suivant.

4e niveau : solidification de la pensée catégorique et légitimation de l'organisation terroriste

Ici l'individu se socialise avec l'organisation terroriste. La personne est célébrée par les différents membres et en particulier par des figures porteuses d'autorité et de leadership (recruteur, leader, etc.). Cela a pour effet de renforcer le processus de catégorisation sociale (« eux » et « nous »), via un double mécanisme :

- Une homogénéisation intra-catégorielle : les différences à l'intérieur des catégories semblent s'amenuiser. L'individu perçoit les membres de chaque exogroupe comme semblable. En parallèle, il se passe un processus similaire au sein de son nouveau groupe d'appartenance.
- Une accentuation inter-ca-

tégorielle : l'individu tend à exagérer les différences entre les exogroupes et son endogroupe.

La socialisation s'accroît à mesure que l'individu est sensibilisé à la culture du groupe, c'est-à-dire ses traditions, ses méthodes et les objectifs du groupe.

A ce stade, des mécanismes psycho-sociaux de soumission à l'autorité, de conformisme, etc. opèrent pleinement et renforcent l'engagement de l'individu dans l'organisation. A ce niveau les alternatives à la lutte violente se réduisent considérablement.

5e niveau : le contournement des mécanismes inhibiteurs

L'individu est entraîné et motivé pour mener des actes terroristes sur des civils.

L'accentuation de la catégorisation et l'idéologie du groupe, amènent à considérer tous les membres des exogroupes, c'est-à-dire essentiellement les civils, comme des ennemis déshumanisés et donc des cibles légitimes de la violence.

Cette représentation d'autrui comme des cibles légitimes contribue à lever les mécanismes inhibiteurs primaires qui empêchent normalement de tuer (Lorenz, 1966).



Différents mécanismes de radicalisation (McCauley et Moskaleiko, 2008) ?

McCauley et Moskaleiko (2008) développent l'idée que la radicalisation ne peut pas se réduire à une trajectoire linéaire comme celle que nous venons de présenter. Selon eux, la pluralité des parcours de radicalisation tend à nuancer la pertinence de représenter celle-ci par un tel agencement de facteurs psycho-sociaux. Bien qu'ils n'invalident pas la pertinence des facteurs évoqués par Moghaddam, les auteurs proposent de considérer le processus de radicalisation comme une articulation de différents mécanismes propres à chaque parcours. Tous ces mécanismes ne sont ni systématiquement à l'œuvre chez tous les individus, ni n'agissent de la même façon. De façon non exhaustive et en complément de ceux précédemment évoqués, nous pouvons citer :

- 1. Les griefs personnels :** des motivations comme la colère et la vengeance font suite à la perception d'une injustice et peuvent mener à un engagement radical. Par exemple des études montrent que beaucoup de « veuves noires » en Tchétchénie ont été victimes de viols par les soldats russes avant d'être recrutées par les mouvements djihadistes (Ness, 2007). Comme dans le modèle de Moghaddam (2005), les auteurs insistent sur la nécessité que ce grief soit perçu comme une réalité pour le groupe.
- 2. Les griefs de groupes :** il n'apparaît pas nécessaire que l'individu soit lui-même victime d'injustice. Il peut

s'identifier à des groupes stigmatisés. C'est par exemple le cas de convertis qui s'identifient à l'oumma et perçoivent les stigmatisations envers les musulmans sans les avoir éprouvées eux-mêmes (Thomson, 2018).

- 3. « La pente glissante » :** à l'exception de rares situations, la progression vers la violence se fait par étapes progressives. Par exemple, le contact d'un recruteur peut amener l'individu à produire des comportements de plus en plus engageants. L'individu se trouve alors « lié » par son comportement. L'écart entre les étapes est minime et l'individu n'a pas à fournir beaucoup d'efforts pour les franchir. Mais renoncer à son engagement reviendrait à admettre une succession d'erreurs.
- 4. L'amour :** De nombreux travaux se sont intéressés à ce mécanisme qui semble avoir un rôle important. L'attraction pour un individu (un conjoint, un ami, une figure d'autorité, etc.) semble être aussi importante que des motivations politiques pour l'engagement et le maintien dans des groupes radicaux.

5. La polarisation au sein des groupes : pour plusieurs raisons les décisions collectives sont généralement plus extrêmes que la moyenne des décisions individuelles. Dans des groupes partageant une idéologie similaire, les individus les plus extrêmes apparaissent comme plus dévoués aux yeux des autres. Ce statut amène une moindre remise en question de leur positionnement par les

autres. Une autre explication concerne la prégnance des arguments. Les interactions entre membres amènent à répéter les mêmes arguments et donc à donner l'illusion de leur importance. Ainsi collectivement nous avons davantage tendance à nous diriger vers les extrêmes.

- 6. Les groupes isolés et menacés :** renforcent mécaniquement leur cohésion. Cette cohésion renforce à son tour les pressions au conformisme. Ainsi des groupes partageant des idées extrêmes et se sentant menacés renforcent le consensus de leurs membres autour d'objectifs communs (une progression vers un objectif, la convivialité, etc.) ou de valeurs morales communes (le consensus du groupe apporte des réponses sur des considérations morales : le bien, le mal, le juste, l'injuste, etc.)

Ces mêmes auteurs insistent sur la nécessité de distinguer la radicalisation cognitive (l'adhésion à des idées extrêmes) et la radicalisation comportementale (la production de comportements violents) (McCauley et Moskaleiko, 2011). En effet ils constatent que l'un n'entraîne pas systématiquement l'autre : certains peuvent soutenir des actes terroristes sans vouloir les pratiquer eux-mêmes. Et de façon contre-intuitive, ces auteurs considèrent qu'il est aussi possible de commettre des actes violents sans adhérer aux idées qui les sous-tendent. L'idéologie djihadiste pourrait être instrumentalisée a posteriori pour justifier l'engagement dans un mouvement radical.

RECOMMANDATIONS DU CIPC¹ EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

Bien que l'efficacité de la prévention de la radicalisation soit difficile à évaluer (comment s'assurer que l'absence d'un événement est la conséquence d'une mesure plutôt que d'une autre ?), les auteurs s'accordent à dire que les programmes les plus efficaces sont ceux qui restreignent les opportunités de radicalisation à différents niveaux : individuel, relationnel, communautaire et sociétal. Nous présenterons ici quelques mesures et recommandations développées par les chercheurs.

Les contres discours ?

L'une des premières tentations quand on est face à un individu avec une idéologie extrême est d'essayer de lui opposer un discours mesuré. Mais il s'avère que cette production de contre-discours est bien souvent inefficace, voire contre-productive. Dans un rapport de 2017 le DIIS (Danish Institute for International Studies) a synthétisé la littérature scientifique sur cette question et montre que les contre-discours sont soit inaudibles, soit contribuent à renforcer la contre-argumentation des individus cibles. En d'autres termes, opposer un contre-discours amène l'individu à répéter ses arguments (plus un argument est répété, plus on croit que celui-ci est juste) ou à en trouver de nouveaux.

Ainsi selon Ramalingam (2014), il apparaît moins nécessaire de chercher à convaincre l'individu que ses idées sont mauvaises que de montrer que plusieurs

interprétations et opinions sont légitimes sur un sujet donné.

Dans cette perspective, Gregg (2010) considère que la façon la plus efficace de lutter contre une idéologie est de proposer une idéologie plus attrayante. Le rôle des acteurs de prévention est alors de proposer un « marché des idées », c'est-à-dire un espace où la parole peut circuler librement pour permettre à des idéologies concurrentes d'exister.

Le développement des compétences personnelles.

Dans l'objectif de rendre des jeunes plus résistants à l'attraction de la radicalisation, de nombreuses mesures cherchent à développer leurs compétences en matière de résolution de conflits, d'acceptation d'opinions différentes, de réflexivité, de développement de l'esprit critique, etc.

Comme beaucoup d'apprentissages, il apparaît que l'acquisition de ces compétences est plus efficace quand elle est médiatisée par l'expérience. Ainsi les jeunes sont amenés à se mettre en situation via des pièces de théâtre par exemple.

Lutter contre les discriminations

Nous avons vu dans le modèle de Moghaddam, que c'est le même processus psycho-social qui mène à la discrimination que peut ressentir la personne et qu'il éprouve ensuite à l'égard des autres groupes. Ainsi cette mesure peut être travaillée à

l'échelle de l'individu et de la société.

Le processus de discrimination trouve son origine dans notre besoin de simplifier notre environnement en le catégorisant. L'idée essentielle dans la lutte contre les discriminations est d'amener l'individu à complexifier ces catégories pour qu'il perçoive que les connaissances qui y sont associées (les stéréotypes) sont invalides. Nous pouvons illustrer cette idée à partir de la catégorie sociale « homme - femme ». Pour lutter contre le sexisme, il convient d'encourager l'élaboration de sous-catégories : « femme cultivée - femme non cultivée », « femme puissante - femme non puissante », etc. Plus la personne disposera de sous-catégories plus il lui sera compliqué d'associer des stéréotypes à celles-ci, puis des préjugés (« j'aime » « je n'aime pas »), puis des conduites discriminatoires.

Réhumaniser l'ennemi

Nous l'avons vu, l'une des étapes de la radicalisation consiste à voir les autres (les exogroupes) comme des ennemis. Lankford et Gillespie (2011) suggèrent qu'il est donc nécessaire de mettre en contact des individus radicalisés avec leurs « ennemis » pour favoriser le développement empathique. Les auteurs invitent donc à promouvoir les interactions entre personnes de milieux sociaux différents.

Promouvoir l'engagement citoyen

Lorsqu'un individu se perçoit comme membre d'un groupe stigmatisé et qu'il ne peut quitter ce groupe, il cherchera à lutter contre cette stigmatisation. Il semble alors nécessaire de rendre accessible les moyens de lutte légaux contre ce que l'individu perçoit comme immoral.

Empêcher des mécanismes ou en encourager d'autres ?

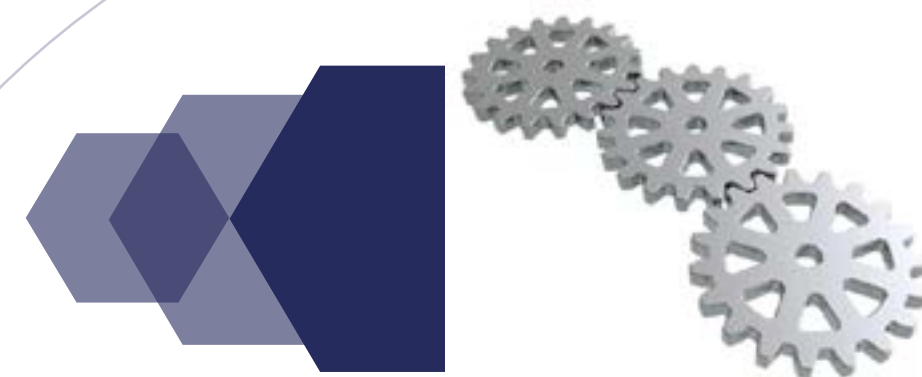
Nous finirons par le constat formulé par Cragin (2014). La plupart des actions de prévention visent à diminuer les facteurs à risque, mais il apparaît également possible de penser le problème dans l'autre sens et de chercher à promouvoir les facteurs limitant la radicalisation. Bien que ses travaux soient encore peu aboutis, cet auteur a identifié quatre facteurs de non-radicalisation :

- **La répugnance morale** : Bandura considère que des processus psychologiques permettent de se désengager moralement de l'acte

violent. Par exemple les individus violents cherchent à déshumaniser leurs victimes ou à leur faire porter la responsabilité des violences. L'idée que l'individu est moralement responsable de ses actes l'empêcherait de s'engager dans la violence.

- **Le sentiment d'inefficacité de la violence** : Cragin a recueilli la parole de plusieurs repentis, et constate que plusieurs d'entre eux témoignent de leur désillusion quant à l'utilité politique de la violence.
- **Un rapport bénéfice/coût négatif** : pour l'individu les bénéfices de son engagement peuvent avoir plusieurs sources (aspects identitaires, quête de sens, sentiment d'utilité, etc.). Mais ces bénéfices sont mis en rapport avec les conséquences de l'engagement. Cragin a identifié quatre types de coûts : financiers, logistiques, peur de la répression et charge sur les obligations familiales.
- **La perte des liens sociaux et familiaux** : Si dans un premier temps ces liens sont nécessaires à l'engage-

ment dans la radicalité pour préserver un rapport bénéfice/coût positif, il semble apparaître que ceux-là deviennent rapidement un frein. L'étude d'un manuel de recrutement d'al-Qaida, montre que l'organisation a conscience de ce frein, et met en garde ses recruteurs de ne pas rompre prématurément les liens familiaux de leurs cibles. Mais néanmoins, ces liens placent rapidement la personne dans un état de dissonance cognitive (état d'inconfort intellectuel dû à la confrontation d'idées, de croyances, etc. antagonistes). La personne se retrouve face à un dilemme : rester au contact de sa famille ou s'en éloigner pour s'engager dans la lutte. Ce constat rejoint les travaux plus récents de Crettiez (2017) dans lesquels il remarque une « disponibilité biographique » des personnes s'engageant dans un processus de radicalisation. Il apparaît donc nécessaire de travailler à la préservation et au renforcement des liens familiaux et sociaux.





« Les acteurs jihadistes, leur origine sociale et la prévention de l'extrémisme »

Farhad KHOSROKHAVAR :

Sociologue ; Directeur d'étude à l'EHESS

« Le chemin vers le terrorisme : Les enjeux psychosociaux de la radicalisation »

Petra PELLETIER :

Docteure en psychologie sociale, membre du Laboratoire de Psychologie Sociale des Pays de la Loire.

« Présentation des modèles psychosociaux de la radicalisation »

Sylvain DELOUVÉE :

Maître de conférences à l'Université Rennes 2; Chercheur à LP3C

« Jeunes en voie de radicalisation, mythes et réalités du travail social »

David PUAUD :

Anthropologue ; Formateur-chercheur à L'IRTS de Poitou-Charentes

« L'évaluation d'une situation critique: une approche d'ingénierie psychosociale et cognitive »

Jacques PY :

Professeur des universités en psychologie sociale à l'Université Toulouse 2 ; chercheur au CLLE-LTC

« Le travail social, faits religieux et radicalités »

Daniel VERBA :

Maître de conférences à l'Université Paris 13 ; Chercheur à l'IRIS

ATELIER 1 : PRÉVENTION ET RADICALISATION

« Discours djihadiste et contre-discours institutionnel : comment les sciences du langage peuvent contribuer à la prévention de la radicalisation djihadiste »

Laura ASCONE :

Docteur en linguistique ; chercheuse au R2DIP

« Choix de la radicalité »

Shérif TOUBAL :

Docteur en psychanalyse ; Formateur à l'IFME

ATELIER 2 : EXEMPLE DE PRATIQUES DE PRÉVENTION

« L'éducatif au prisme de la radicalisation. L'exemple de la Cellule d'écoute et d'accompagnement des familles (CEAF) de l'Addap13 »

Véronique LE GOAZIOU :

Sociologue et ethnologue ; chercheuse associée au LAMES

« Les stratégies de prévention de la radicalisation violente en Belgique et en Allemagne. Exemples d'initiatives locales »

Anton VERESHCHAGIN :

Doctorant en psychologie ; associé au laboratoire ARCh

ATELIER 3 : TRAVAIL SOCIAL ET LOGIQUES DE PRÉVENTION

« L'évolution du travail social face au phénomène de radicalisation »

Thomas MATTEI :

Doctorant en sociologie ; associé au laboratoire LIER-FYT

« Les pratiques professionnelles de prévention de la radicalisation : premiers éléments issus d'une recherche-action auprès d'agents de la PJJ

Jean-Baptiste PESQUET :

Doctorant en sociologie et anthropologie ; chargé d'étude à l'ENPJJ

PROMENEURS DU NET

- Présentation PDN P. 80
- Se former au numérique P. 81
- PDN en chiffres P. 84





Internet est le nouveau territoire des jeunes et des familles. Il devient le média de communication majeur, avec d'importantes potentialités mais aussi de nombreux risques. La présence éducative sur ces territoires est aujourd'hui essentielle pour accompagner les adolescents et leurs parents à mieux maîtriser cet outil et à en saisir les enjeux. A la MDA nous soutenons l'idée que les adultes, les acteurs de la jeunesse, en lien de confiance avec les adolescents, doivent être présents sur les territoires numériques très fréquentés par les jeunes. Comme dans un grand nombre de départements, un réseau de professionnels, coordonné dans le Gard par la MDA, œuvre en ce sens depuis l'été 2017 afin d'accompagner ados, parents et familles en assurant une présence éducative sur internet : les Promeneurs du Net.

Un Promeneur du Net est un professionnel de la jeunesse ou de la parentalité (animateur, éducateur, référent famille) qui entre en relation avec les jeunes, et leur familles. Il poursuit son action éducative en proposant d'élargir son champ d'intervention en ligne, sur différents réseaux sociaux : Facebook, Snapchat, Instagram et autres. Il assure un temps d'intervention, à minima deux heures hebdomadaire, afin de « se connecter » avec les jeunes de sa structure, de son territoire ou leurs parents. Il peut ainsi répondre aux questions, sollicitations et accompagner vers des usages raisonnés du numérique. Un Promeneur intervient au titre de ses missions professionnelles et assure une visibilité de sa structure. Il s'engage également à participer à la vie du réseau et à une formation régulière sur la thématique.



CHIFFRES CLÉS :

21 promeneurs et **19** structures réparties sur le département du Gard
1963 adolescents « amis » sur les réseaux sociaux
2487 familles accompagnées sur les réseaux sociaux
1054 partenaires en lien avec les PDN
3 rencontres réseaux de formation et d'échanges de pratiques

Quels sont les intérêts pour ma structure ?

Découvrir de nouveaux usages, accroître son efficacité professionnelle, améliorer ses connaissances et pratiques numériques

Créer et/ou renforcer des liens avec les jeunes, les familles et le réseau de professionnels du département

Accompagner les jeunes dans la "rue numérique"

Rompre l'isolement des jeunes et réduire les inégalités grâce à la proximité du numérique

Contribuer à la mise en place d'actions individuelles et/ou collectives pertinentes au regard du public et des missions de chaque organisme

Entrer en relation avec d'autres professionnels, étendre son champ de connaissance et identifier des interlocuteurs

Encourager des projets collaboratifs et responsables sur le numérique

Valoriser les actions de la structure et en faire toucher de nouveaux publics

Favoriser l'éducation aux médias et à l'information auprès des jeunes et de leurs familles



Muriel GAUTIER :
Responsable
Coordinatrice de la
Maison Des Adolescents du Gard

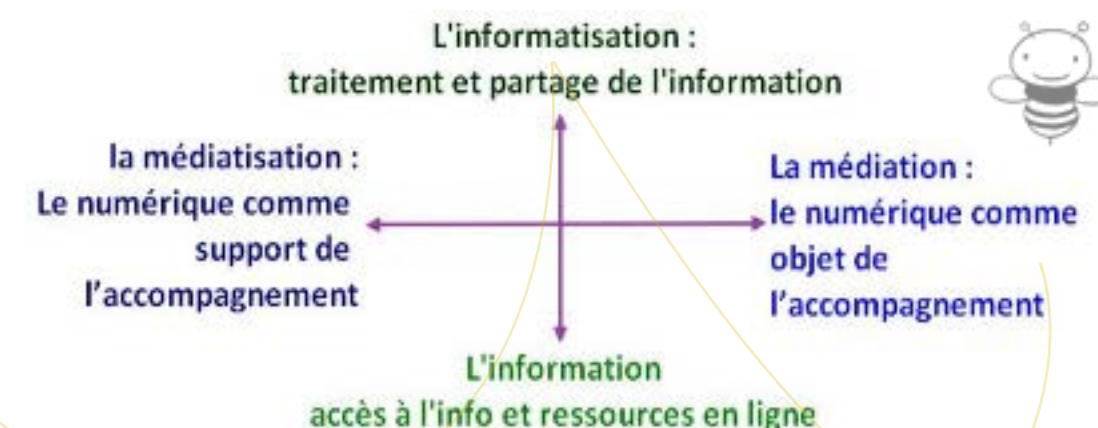
Se former au numérique et grâce à l'outil dans le contexte de la MDA



En constante progression depuis la fin des années 1990, l'usage des technologies numériques, messageries et réseaux continue de se généraliser dans le quotidien d'une majorité de salariés. Le taux d'utilisation de ces technologies varie cependant d'une catégorie socioprofessionnelle à une autre, il existe également une grande hétérogénéité des usages selon que l'utilisateur est non connecté, mobile, sédentaire, modéré ou intensif. Les usages des technologies de l'information et de la communication étant associés à un contexte de travail

spécifique, on identifie 4 grands domaines qui « interpellent » les professionnels et les personnes accompagnées :

- l'organisation du travail avec des outils de gestion de l'activité
- l'intervention professionnelle et l'accompagnement de proximité (le présentiel) et à distance (via les outils numériques).
- le maintien du lien social et de lutte contre l'isolement avec l'accès et le maintien des droits.
- les compétences numériques des travailleurs sociaux et des personnes accompagnées



Source : Didier Dubasque. « Tous connectés ? Les usages du numérique dans l'action sociale et médico sociale ». 2019

Le fonctionnement en réseau de la MDA et les différents professionnels qui y occupent des missions de coordination nous amènent à développer une **utilisation importante des outils numériques**. L'appropriation de ces compétences numériques n'est pas que technique même si elle revêt une part importante. Il s'agit aussi pour les professionnels d'être en capacité de conduire une réflexion critique sur l'usage des outils afin de pouvoir les utiliser de façon « réfléchie » leur permettant de donner sens à nos pratiques. **Quelles sont-elles aujourd'hui ?**

✓ **Faire ressource via la coordination du réseau des PDN à travers les réseaux sociaux**

La gestion de comptes et l'utilisation d'un groupe fermé pour les promeneurs du Net du Gard permet, outre l'animation du réseau de promeneurs, la diffusion de ressources en lien avec l'adolescence, la famille, le numérique pour les acteurs de la jeunesse du réseau PDN. En lien avec les comptes propres de la MDA, du site internet et de sites généralistes, il permet également la diffusion actualisée d'informations de et vers les partenaires identifiés.



Guide TikTok à l'usage des parents



✓ **Rendre compte de notre activité**

L'utilisation d'un site internet, d'une messagerie dédiée et de comptes Maison des Adolescents sur les réseaux sociaux nous permet de diffuser l'actualité de la MDA et de nous rendre accessible au grand public. Il existe en effet un nombre croissant de demandes de rencontres suite à la visite du site internet. Au-delà de l'accueil généraliste par cet outil, la construction d'un outil de recueil numérique amorcé en 2019 nous permettra en 2020 une connaissance plus fine des publics accueillis et des activités menées.

✓ **Développer nos actions en accueillant un « Ambassadeur Numérique » en mission de service civique.**

Cette mission s'articule autour de la communication sur l'actualité de la structure par le biais du site internet de la MDA (vidéos de prévention, quiz, témoignages, veille documentaire, base de données), l'animation de l'espace accueil, et l'accompagnement de projets par l'utilisation d'outils multimédias.

✓ **Accéder à des ressources et à des formations numériques**

Plusieurs membres de la MDA ont pu se former cette année, en bénéficiant du MOOC « Les Conduites suicidaires. Identifier et prévenir ». Un MOOC (massive open online course) est un type ouvert de formation à distance capable d'accueillir un grand nombre de participants. Les participants aux cours, enseignants et élèves, sont dispersés géographiquement et communiquent uniquement par Internet. Des ressources éducatives libres sont souvent utilisées. La plateforme France Université Numérique (<https://www.fun-mooc.fr/>), lancée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en octobre 2013, vise à fédérer les projets de cours en ligne des universités et écoles françaises pour leur donner une visibilité internationale.

La formation au numérique en 2019 c'est également la participation aux journées nationales des MDA « #AdosConnectés », organisées les 6 et 7 juin à Lille ou au séminaire « Ados.com : le goût du risque, jusqu'où et comment le contenir ? » en Avignon les 23 et 24 mai.

Restons connectés !



POUR ALLER PLUS LOIN

La famille connectée J. Lachance Erès 2019

Grandir à l'adolescence et sur internet Claire Balleys. Le savoir Suisse. 2015

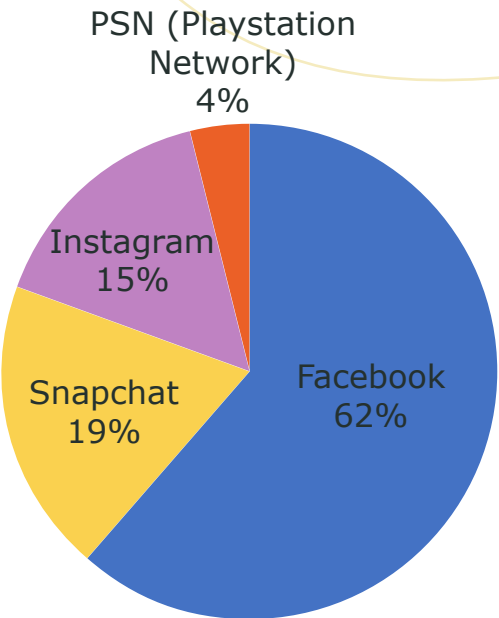
Les jeux vidéos, ça rend pas idiot ? Yann Leroux. FYP 2012

Promeneurs du net,
en chiffres...

	Total	Moyenne	Écart type
Nombre d'adolescents avec qui vous êtes en lien sur les réseaux?	1963	123	0-1000
Nombre de familles avec qui vous êtes en lien sur les réseaux?	2487	158	0-2000
Nombre de partenaires avec qui vous êtes en lien sur les réseaux?	1054	70	0-500

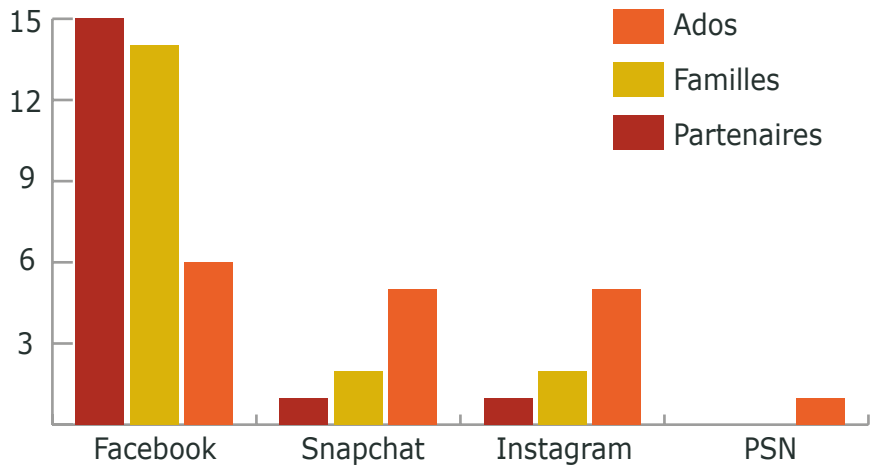
Les promeneurs sont en lien via leur profils avec de nombreuses familles et adolescents. Leur profils PDN les mettent également en lien avec un nombre important de partenaires.

-> Réseaux utilisés par les PDN



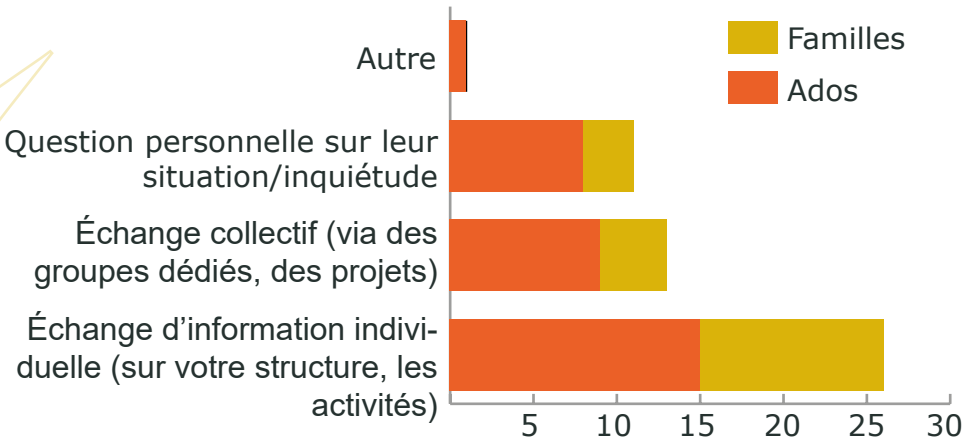
Selon la fonction exercée et les outils et compétences des professionnels, les promeneurs du net du Gard sont présents sur différents réseaux sociaux, jusqu'à 3 réseaux sociaux pour certains.

-> Publics en lien avec les PDN en fonction des réseaux sociaux



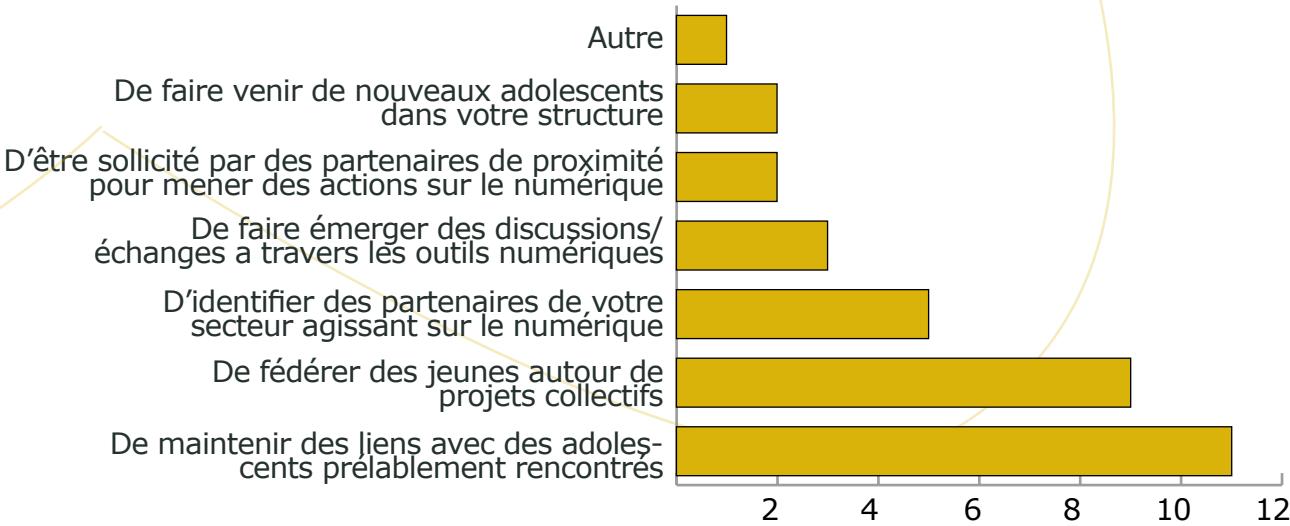
Des liens privilégiés sont entretenus avec les adolescents via les comptes Snapchat et Instagram, voire PSN et Facebook dans une moindre mesure. L'utilisation d'un profil Facebook permet la mise en lien avec les familles et partenaires

-> Nature des échanges sur les réseaux sociaux en fonction du public



L'activité principale des Promeneurs reste la diffusion d'informations, spécifique ou généraliste. La fonctionnalité de groupes des réseaux contribue à la création d'échanges collectifs auprès des adolescents et des parents. Les liens de confiance avec les PDN permettent de répondre aux questions individuelles des ados et parents.

-> Ce que l'inscription dans le réseau permet aux PDN...



RESSOURCES & PROJECTIONS

- Création de l'antenne d'Uzès **P. 87**



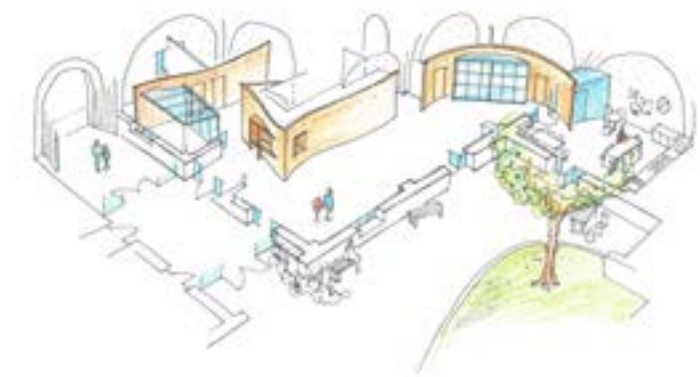
Philippe RIGOULOT :
*Directeur de la
Maison Des
Adolescents du Gard*

C'est le printemps, ça bourgeonne du côté d'Uzès ! [La création de l'antenne MDA]

L'année 2019 voit se concrétiser deux ambitions complémentaires, qui signent le début d'une tendance qui doit se confirmer durant les années qui viennent, dans différents territoires gardois :

- celle de l'Agence Régionale de Santé, dans sa volonté d'inciter et de soutenir les démarches qui permettent, sans cesse, de rapprocher l'offre de services des populations, dans une volonté d'équité d'accès au droit commun sur les territoires
- celle de communautés de communes qui, se dotant de la compétence enfance jeunesse, cherchent à nouer des partenariats innovants pour structurer une offre globale en direction des familles, et notamment des adolescents.

Cette tendance s'incarne, en 2019, dans le travail de préfiguration de la création d'une antenne de la Maison Des Adolescents du Gard sur le territoire de la Communauté de Communes des Pays d'Uzès (CCPU). Cette antenne doit s'intégrer au sein d'un espace plus large, qui verra se déployer l'ensemble des politiques de la CCPU en direction des familles, de manière inter sectorielle, complémentaire et articulée. C'est une véritable innovation dans le champ de l'action publique, en ce qu'elle associe étroitement des compétences, institutions et partenaires issus de champs professionnels différents, relevant des secteurs public et privé, au service d'une même ambition : celle de favoriser des synergies, des coopérations inédites pluriparteniaires, en direction des familles du territoire. L'ambition partagée est bien celle de multiplier les points d'entrée pour les usagers (Maison Des Adolescents, Prestation Service Jeunes, Espace Pâtes au beurre), afin qu'ils puissent, dans un même lieu, banalisé, non stigmatisant, trouver des réponses à des questions et des besoins aussi variés qu'exigeants. Il s'agit bien de favoriser, par la multiplicité des professionnels amenés à intervenir dans cet espace, la possibilité de prendre en compte l'ensemble des besoins des personnes (enfants, adolescents, parents, professionnels), afin de proposer des accompagnements adaptés, concertés et cohérents, assurés par des professionnels compétents et en lien – ce lien étant la meilleure garantie contre des parcours jalonnés de ruptures et de renoncements.





Concernant plus spécifiquement l'antenne de la MDA, dès le mois de janvier 2019 s'est ouverte une série de rencontres du comité des partenaires, qui se sont déroulées jusqu'à la fin de l'année. Plusieurs commissions ont tenu des séances de travaux parallèles (commission projet partenarial, commission financière, commission projet architectural), afin de nourrir une réflexion partagée et impliquante soutenue par les nombreux partenaires locaux



LES PARTENAIRES DE LA MDA ANTENNE D'UZÈS

- Centre Hospitalier du Mas Careiron
- Communauté de Communes du Pays d'Uzès
- Ville d'Uzès
- Agence Régionale de Santé Occitanie
- Conseil Départemental du Gard (Aide Sociale à l'Enfance, Protection Maternelle et Infantile, Centres Médicaux Sociaux d'Uzès et Saint-Quentin la Poterie)
- Caisse d'Allocations Familiales du Gard
- Préfecture du Gard (Délégué du Préfet)
- Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Gard
- ITEP des Garrigues
- Éducation Nationale (DSDEN) : santé scolaire et service social
- Établissements scolaires : lycée Charles Gide, lycée Guynemer, collège Lou Redounet, collège Trintignan
- Maison Familiale Rurale d'Uzès
- Conseil Régional d'Occitanie
- Délégation Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
- Mission Locale Uzès et Gard Rhodanien
- Ecole des Parents et des Educateurs
- Café des Petites Mains
- Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents
- Maison de la Jeunesse et de la Culture
- Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie LOGOS
- Centre Social de Saint Quentin la Poterie

Ensemble, ces partenaires opérationnels portent les éléments d'un diagnostic partagé que l'on peut synthétiser de la manière suivante :

Adolescents

- Besoin de créer un espace de parole confidentiel et gratuit
- Problématiques de mobilité (réelle et psychique)
- Consommations de substances psycho actives en augmentation
- Accès à la contraception
- Logement d'urgence/de séparation
- Phobies scolaires liées à des exigences de résultats

Parents

- Précarité, familles monoparentales avec enfants et augmentation des mesures de protection => suivis difficiles
- Identifier des espaces de thérapies familiales

Professionnels

- Nécessité d'un lieu tiers pour déstigmatiser le recours (psy, addicto)
- Besoin d'un espace d'échanges entre professionnels sur des situations partagées
- Besoin d'un espace tiers pour des rencontres médiatisées
- Difficulté à gérer une grande diversité en établissement scolaire

Cette synthèse insiste uniquement sur ce qui fait singularité sur le territoire concerné. Elle rejoint, au-delà de ces spécificités, ce qui fait le quotidien de l'accompagnement de la question de l'adolescence, et qui n'est pas repris ici (problématiques intra familiales, troubles de l'estime de soi, difficultés relationnelles, interrogations identitaires, etc.), puisque considéré comme le cœur de l'adolescence.

La synthèse de ces préoccupations partagées se retrouve désormais dans un projet fédérateur, incarné dans un dispositif transversal, nourri par les savoirs et les savoir-faire de chacun des partenaires.

L'antenne de la MDA d'Uzès se situe, comme celle de Nîmes, dans l'exigence de ne pas se présenter comme un dispositif supplémentaire dans la prise en charge et l'accompagnement des difficultés des adolescents, mais bien plutôt comme une plateforme d'animation d'un réseau pluri partenarial et pluridisciplinaire. Elle se met au service des adolescents, des parents, et des professionnels, afin de proposer à chacun une offre adaptée, un soutien, une écoute, un accompagnement. De ce point de vue, la MDA n'est pas un organisme extérieur au réseau qu'elle chercherait à animer : elle est elle-même partie intégrante de ce réseau. L'ensemble du dispositif sera donc servi par une équipe socle qui garantit la continuité des accueils et des prises en charge. L'offre d'accompagnement et de prise en charge sera, elle, assurée par des professionnels mis à disposition par les partenaires immédiats de la MDA (psychologue, éducateur spécialisé, infirmier, assistant social, avocat des enfants, animateur), par voie de convention, ainsi que par des professionnels ressources libéraux, également sous convention.



La MDA d'Uzès se positionne comme un **acteur de prévention**, dans la mise en place de réponses rapides et adaptées à l'intention des adolescents, de leur entourage familial, et de l'univers des professionnels de l'ensemble des secteurs en lien avec l'adolescence (santé, justice, éducation, social). Elle est **le lieu d'expression de tous les mots et les maux de l'adolescence, sans tabous, sans jugement, en toute confidentialité, et gratuitement.**

Le **fonctionnement de son réseau** favorise l'émergence d'une **volonté de travailler ensemble**, de partager des connaissances et **compétences réciproques et complémentaires**, de mettre en commun des habitudes de travail et de réflexion susceptibles de permettre l'amélioration des modalités de prise en charge au niveau local.

La multiplicité des entrées – sanitaire, sociale, éducative, juridique – se présente comme un atout décisif dans la captation du mal-être adolescent. Etant donné l'ensemble des freins dans l'accès à l'accompagnement (en termes d'accessibilité géographique, financière, ou même en termes de représentation de leur santé que se font les adolescents), l'enjeu principal réside en effet dans la **facilitation de l'accès à une écoute, un conseil, un entretien spécialisé, une évaluation**. A cet égard, non seulement la MDA propose un accueil anonyme et gratuit, mais elle offre également un large éventail du champ des accès possibles. Quelle que soit la clé d'entrée choisie, celle-ci est entendue, considérée, et évaluée en profondeur, afin d'identifier éventuellement des problématiques sous-jacentes. La pluralité des professionnels intervenants au sein de la MDA permet alors d'envisager des réponses rapides, adaptées, parfois très simples, mais aussi parfois plus complexes, associant, de manière concertée et cohérente, plusieurs professionnels. Cette réponse complexe peut se tenir au sein même de la MDA, ou auprès de ses partenaires, mais toujours en lien avec la MDA, et avec un **retour toujours possible auprès du premier interlocuteur rencontré**. La MDA s'applique ainsi à **cultiver la confiance** que témoigne un adolescent lorsqu'il décide de créer un lien avec un professionnel, confiance qui se présente comme la condition préalable à tout accompagnement qui cherche à travailler dans le sens d'une autonomie des adolescents dans leur parcours. La MDA est autant un lieu d'accompagnement des questions et des difficultés que peuvent rencontrer des adolescents, qu'un lieu à partir duquel des adolescents s'autorisent à s'interroger.



Elle se met au service des adolescents, des parents, et des professionnels, afin de proposer à chacun une offre adaptée, un soutien, une écoute, un accompagnement, en lien et en complémentarité avec ce qui peut déjà être mis en place par ailleurs autour d'un adolescent. En proposant une collaboration pluri institutionnelle et pluri disciplinaire, la MDA se pose également comme le lieu d'**expérimentation d'une créativité stimulante**, au sein duquel s'élaborent des réponses innovantes, associant différentes compétences.

Au-delà de ces espaces d'accueil et de consultation, la MDA d'Uzès bénéficiera de l'ensemble des services créés au sein de l'association MDA du Gard, et à vocation départementale (RADeO, Arpège, Promeneurs du Net). L'implantation de la MDA d'Uzès doit donc permettre de déployer une activité d'accueil, d'évaluation et de prise en charge spécifique pour



GLOSSAIRE

- A**
- AED** : Aide Educative à Domicile
 - ARS** : Agence Régionale de Santé
 - ASE** : Aide Sociale à l'Enfance
- B**
- BPDJ** : Brigade de Prévention de la Délinquance Juvenile
- C**
- CEF** : Centre Educatif Fermé
 - CER** : Centre Educatif Renforcé
 - CHRS** : Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale
 - CJ** : Contrôle Judiciaire
 - CMPEA** : Centre Médico Psychologique pour Enfants et Adolescents
 - CPEAG** : Comité de Protection de l'Enfance et de l'Adolescence du Gard
 - CRIAVS** : Centre Ressources Intervenant auprès des Auteurs de Violences Sexuelles
- D**
- DGADS** : Direction Générale Adjointe du Développement Social
 - DT** : Direction Territoriale
- E**
- EPM** : Etablissement Pénitentiaire pour Mineur
- F**
- FAM** : Foyer d'Accueil Médicalisé
 - FDE** : Foyer Départemental de l'Enfance
 - FJT** : Foyer Jeunes Travailleurs
- I**
- IME** : Institut Médico Educatif
 - ITEP** : Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique
- J**
- JAE** : Jugement d'Assistance Educative
- L**
- LS** : Liberté Surveillée : P = Préjudicielle
- M**
- MAJ** : Mesure d'Activité de Jour
 - MDA** : Maison Des Adolescents
 - MECS** : Maison d'Enfants à Caractère Social
 - MFR** : Maison Familiale et Rurale
 - MLI** : Mission Locale d'Insertion
- P**
- PJJ** : Protection Judiciaire de la Jeunesse
- S**
- SAMSAH** : Service d'Accompagnement Médico-Social aux Adultes Handicapés
 - SAPMN** : Service d'Accompagnement et de Placement en Milieu Naturel
 - SAVA** : Service d'Accompagnement à la Vie Autonome
 - SME** : Sursis avec Mise à l'Epreuve
 - STEMO** : Service Territorial Educatif de Milieu Ouvert
- T**
- TGI** : Tribunal de Grande Instance
- U**
- UEAJ** : Unité Educative d'Activité de Jours
 - UHTPA** : Unité d'Hospitalisation Temps Plein Adolescents
 - UTASI** : Unité Territoriale d'Action Sociale et d'Insertion

LE RÉSEAU MDA30

→ Les membres du Conseil d'Administration :

- Comité Départemental d'Education à la Santé du Gard (CODES 30)
- Association Samuel Vincent
- Ecole des Parents et des Educateurs du Gard (EPE 30)
- Fédérations Addictions
- Mission Locale Jeunes (MLJ)
- M. AGULLO
- Mme TORDO
- M. GOUJON
- M. BOISSEAU
- Conseil Régional Languedoc-Roussillon
- Conseil Départemental du Gard
- Association des Maires du Gard
- Caisse d'Allocations Familiales du Gard
- Ordre des Avocats de Nîmes
- Préfecture du Gard
- Agence Régionale de santé du Languedoc-Roussillon
- Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Gard
- Procureur de la République près le TGI de Nîmes
- Tribunal pour enfants près le TGI de Nîmes
- Centre Départemental d'Accès au Droit
- DASEN
- MDPH
- Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Gard
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Gard
- Nîmes Métropole
- UNAFAM
- Reseda
- Communauté de Communes du pays d'Uzès

→ Les partenaires financiers (y compris valorisation des mises à disposition)



La MDA remercie l'ensemble de ses partenaires qui oeuvrent quotidiennement à l'innovation à laquelle nous convoquent des adolescents en mouvement, afin d'être en mesure de leur proposer des modalités d'accompagnement sans cesse renouvelées, toujours mieux adaptées, tout en soutenant chacune et chacun à la fois dans son identité professionnelle et dans sa capacité à se réinventer ensemble.

